

02

RAPPORT SUR L'ALIMENTATION MONDIALE

1987



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Note de l'éditeur

L'idée du *Rapport sur l'alimentation mondiale* est due à M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, qui lors de la première Journée mondiale de l'alimentation, en 1981, avait fait connaître son intention de «diffuser plus largement les progrès enregistrés dans le domaine du développement agricole». Chaque année, le *Rapport sur l'alimentation mondiale* fournit des informations mises à jour sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture et passe en revue les réalisations de la FAO au cours de l'année précédente. Il contient également des informations générales sur des questions intéressant le développement de l'alimentation et de l'agriculture. Le rapport utilise des données disponibles au 31 mars de l'année de publication.

Le *Rapport sur l'alimentation mondiale* est principalement destiné aux médias, aux organisations non gouvernementales et aux simples particuliers chargés de mobiliser une aide pour le développement agricole et rural. Il ne s'agit pas d'un document technique, et les lecteurs désirant des données techniques détaillées devront se reporter à des publications telles que *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* et les différents annuaires et documents statistiques publiés par la FAO.

Préparé par la Division de l'information de la FAO, en collaboration avec Trevor Bounford et Oxford Illustrators (Royaume-Uni).

Crédits photographiques

- K. Boldt – p. 31 (en bas, à droite)
- C. Boscardi – p. 35
- F. Botts – p. 31 (en haut); p. 34 (en bas); p. 43 (en haut)
- R. Coral – p. 34 (en haut)
- I. De Borhegyi – p. 39
- C. Errath – p. 45 (en haut)
- W. Gartung – p. 44 (en bas)
- J. Isaac – p. 30
- M. Jones – p. 48 (en haut)
- P. Manser – p. 36 (en haut)
- F. McDougall – p. 40 (au centre)
- Nations Unies – p. 37 (en haut)
- C. Reynolds – p. 36 (en bas)
- J. Van Acker – p. 37 (en bas); p. 38 (en bas); p. 43 (en bas)

RAPPORT SUR L'ALIMENTATION MONDIALE 1987



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME, 1987

Stigles

AGFUND	Programme des pays arabes du Golfe pour les organisations de développement des Nations Unies
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ASDI	Agence suédoise d'aide au développement international
CEE	Communauté économique européenne
CIRP	Conseil international des ressources phytogénétiques
CMCF/AD	Campagne mondiale contre la faim — Action pour le développement
CMRADR	Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OSRO	Bureau des opérations spéciales de secours
PAFT	Plan d'action forestier tropical
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Programme de participation populaire
PRAA	Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique
SIG	Système d'information géographique
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Table des matières

Consolider le progrès en Afrique	4
L'alimentation et l'agriculture dans le monde	7
Panorama de l'année 1986	8
□ L'aide en nature: une nouvelle étude de la FAO	11
La crise du commerce agricole	12
□ Produits de la pêche: un marché en plein essor	15
L'accès à la nourriture	16
□ Racines et tubercules: une leçon à méditer	17
Le petits agriculteurs	19
□ Journée mondiale de l'alimentation 1986	24
L'action de la FAO en 1986	25
□ L'année en bref	26
Urgences et relance	29
Information	31
Conseils aux gouvernements	35
Aide au développement	39
Forum international	47
Références	51
Démographie	52
Production	54
Commerce international	56
Ressources	57
Financement et personnel de la FAO	59
Programmes de terrain de la FAO	60
Organisation et Etats Membres de la FAO	64

Consolider le progrès en Afrique

Avant-propos

Dans les trois précédents numéros du *Rapport sur l'alimentation mondiale*, il m'a hélas fallu commencer mon avant-propos en évoquant les terribles problèmes de l'Afrique. Heureusement, cette année, la situation de cette région permet un certain optimisme. L'Afrique a rentré deux récoltes abondantes depuis la sécheresse et, si cinq pays africains avaient encore besoin d'une aide alimentaire d'un volume exceptionnel à la fin de 1986, beaucoup d'autres ont dégagé de gros excédents agricoles.

Les progrès en Afrique

Plusieurs mesures ont été prises en 1986 pour aider l'agriculture africaine à consolider les bases de son développement. A la fin de l'année, dans le cadre du programme lancé par la FAO pour le relèvement de l'agriculture en Afrique (PRAA), 258 projets, d'un coût de 298 millions de dollars, étaient soit en cours, soit déjà achevés. Le PRAA a beaucoup aidé les paysans africains à tirer le meilleur parti des bonnes conditions météorologiques des deux dernières campagnes.

Toutefois, gardons-nous de voir avec trop d'optimisme les perspectives à long terme de la production vivrière en Afrique. En 1986, par exemple, les cultures ont été menacées sur une grande partie de ce continent par les criquets et sauteriaux qui se reproduisent très rapidement lorsque la sécheresse cède la place à la pluie. La FAO a su détecter le danger à temps et elle a mobilisé sans tarder les ressources nécessaires pour une campagne intensive de lutte. Les récoltes ont ainsi pu être sauvées, mais la menace n'est pas définitivement conjurée. La FAO reste donc en état d'alerte.

En septembre 1986, notre étude *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années* a été présentée à la Conférence régionale pour l'Afrique. Le Programme d'action pour l'agriculture africaine, établi à partir de cette étude et adopté par la Conférence régionale, jette les bases qui permettront de consolider les progrès déjà réalisés en Afrique.

A cette fin, on a étudié les possibilités d'une expansion de l'aide en nature afin que l'Afrique puisse obtenir les intrants agricoles dont elle a tant besoin. L'idée de mobiliser la capacité sous-utilisée des industries du Nord pour résoudre certains des problèmes alimentaires du Sud a beaucoup d'attrait. Si c'est réalisable, ce que je crois, la renaissance si nécessaire de la production vivrière en Afrique sera grandement facilitée.

Bien entendu, cela ne suffira pas. Le Programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, «plan directeur» des Nations Unies, auquel la FAO a beaucoup contribué, insiste sur certains des points que j'avais mis en avant dans le précédent numéro du *Rapport sur l'alimentation mondiale*. Sans une action internationale pour supprimer les contraintes économiques qui pèsent sur les pays en développement, les efforts de leurs agriculteurs — et des experts techniques qui les aident — resteront vains. On en a eu abondamment la preuve en 1986, quand une douzaine de pays de l'Afrique subsaharienne ont produit des excédents céréaliers mais ont eu le plus grand mal à les écouler, bien que les donateurs aient financé un certain nombre d'opérations triangulaires et d'achats locaux.

Cela risque d'inciter certains pays africains à réduire leur production de céréales. Le dérèglement du système commercial international peut ainsi conduire à un infléchissement dangereux des politiques nationales.

En effet, si la sécheresse revenait ou si l'on ne parvenait plus à juguler les infestations de criquets et de sauteriaux, des pénuries de céréales pourraient réapparaître.

Nous devons donc nous garder de toute autosatisfaction. Certes, l'accroissement régulier de la production vivrière mondiale est encourageant. Il faut tout faire pour que le progrès se poursuive dans les régions où c'est le plus nécessaire. Mais il ne faut pas négliger pour autant les autres problèmes. Il est urgent de trouver de meilleurs moyens d'aider les pays devenus exportateurs à vendre leur production avec profit. A court terme, la FAO peut beaucoup faire sur ce plan, mais les solutions à long terme dépendront des marchés agricoles mondiaux.

Un plan pour les forêts tropicales

Les forêts couvrent environ 40 pour cent des terres tropicales. A peu près 2 milliards de personnes bénéficient directement de leur production; l'humanité tout entière en bénéficie indirectement car ces forêts sont un réservoir irremplaçable de matériel génétique. Elles nous ont déjà fourni beaucoup des plantes que nous cultivons, ainsi que toute une gamme de produits pharmaceutiques.

Ces précieuses ressources sont hélas en voie d'épuisement à cause surtout de la pauvreté qui sévit

Applaudi par le Président Soeharto, le Directeur général reçoit un don symbolique de 100 000 tonnes de riz à l'occasion de la Semaine nationale des agriculteurs, organisée en Indonésie en juillet 1986.

dans les régions forestières ou à proximité. Il est urgent de protéger les forêts tropicales et de rationaliser leur exploitation. Le Plan d'action forestier tropical (PAFT) de la FAO, qui a été approuvé par plusieurs organes internationaux en 1985 et 1986 et par le Comité FAO des forêts en avril 1986, indique cinq domaines d'action prioritaires: intégrer la foresterie et les autres utilisations des terres; catalyser le développement des industries forestières; améliorer les approvisionnements en bois de feu; protéger les écosystèmes forestiers; et mettre en place les institutions nécessaires pour un développement durable des forêts tropicales.

Une équipe internationale a estimé à près de 8 milliards de dollars le coût de ce plan durant les cinq prochaines années. La FAO, organisme du système des Nations Unies chargé de la coordination du PAFT, y consacrera beaucoup d'efforts au cours des années à venir.

L'après-Tchernobyl

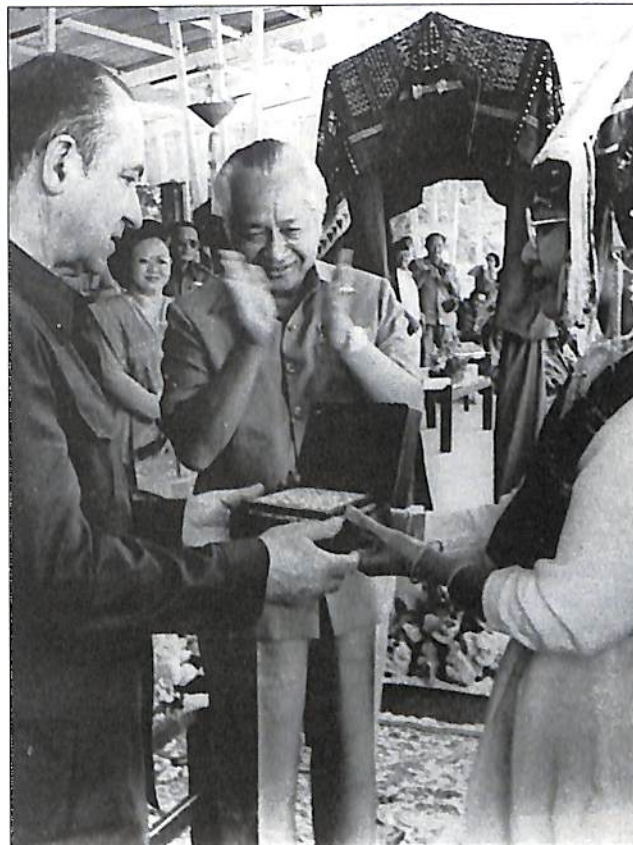
A la suite de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, le 26 avril 1986, un nuage radioactif a survolé de nombreux pays d'Europe et une partie de l'Asie.

Dans beaucoup de régions, les fruits, les légumes et les animaux ont ainsi été contaminés, en général sans trop de gravité, mais les controverses sur les risques courus par l'homme ont désorganisé le commerce pendant plusieurs semaines dans une grande partie de l'Europe. La Communauté économique européenne a interdit l'importation de divers produits agricoles en provenance de zones situées à moins de 1 000 km de Tchernobyl jusqu'à la fin de mai 1986.

L'absence d'accord sur le niveau «acceptable» de contamination des aliments par les radionucléides a été une source de confusion. La FAO a réagi sans tarder et, en décembre 1986, elle a organisé une consultation d'experts chargés de recommander des niveaux «acceptables». La désorganisation devrait être beaucoup moins grande si un accident du même genre se reproduisait. Les limites recommandées seront largement diffusées et elles seront soumises à la Commission du Codex Alimentarius pour servir de base à des directives internationales officielles.

Les perspectives inquiétantes du commerce agricole

Les conditions du commerce agricole ont beaucoup empiré en 1986. Plusieurs événements ont grandement



aggravé la situation dans l'immédiat, et les perspectives à long terme sont inquiétantes.

En 1984, l'économie mondiale semblait sortir de la récession du début des années 80. L'année précédente, la croissance s'était accélérée et les prix de beaucoup de produits agricoles avaient augmenté. C'était une aubaine pour les nombreux pays en développement qui tirent de ces produits une grande partie de leurs recettes en devises. Malheureusement, cela n'a pas duré.

Au cours des trois dernières années, les prix de bon nombre de produits agricoles ont fortement baissé. Pour la plupart de ces produits, l'offre est plus qu'abondante et la demande d'importation peu dynamique, de sorte qu'on ne peut guère compter sur une amélioration rapide des prix. Le cas des céréales est particulièrement frappant. En valeur réelle, les cours mondiaux n'ont jamais été aussi bas depuis la naissance de la FAO, il y a plus de 40 ans.

Pour compliquer encore les choses, l'évolution a été différente pour les articles manufacturés. Si les prix du pétrole ont diminué, ceux d'autres biens ont augmenté et parfois très fortement. Les termes de l'échange sont de ce fait devenus de plus en plus défavorables aux produits agricoles. La dégradation a été de 14 pour cent environ en 1985 et probablement encore supérieure en 1986.

Qu'est-ce que cela signifie pour un pays en développement qui vit essentiellement de la vente de ses produits agricoles? La réponse est simple. Si ce pays accroît sa production, il risque de ne pas pouvoir vendre sur le marché mondial l'excédent qui lui aura coûté tant d'efforts, ou de devoir l'écouler à bas prix, voire à perte. En tout état de cause, même à recettes égales, il ne pourrait pas importer autant de biens qu'il y a quelques années.

Le problème est particulièrement grave pour les pays très endettés. Bon nombre de pays en développement consacrent désormais plus du tiers de leurs recettes d'exportation au service de leur dette, ce qui les oblige à rogner sur leurs importations, même les plus essentielles.

Autre aspect de la détérioration des conditions du commerce international: en 1986, beaucoup de pays ont cherché avec agressivité à protéger leurs intérêts économiques. Pour cela, ils ont renforcé leur protection contre les importations et ont subventionné leurs exportations afin de les rendre plus concurrentielles. A long terme, cette pratique risque d'aggraver encore les conditions du commerce agricole. A court terme, elle compromet gravement l'harmonie internationale.

On ne peut donc que se féliciter du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales lancé sous l'égide du GATT en 1986. Pour la première fois, l'agriculture devrait occuper le devant de la scène. Les résultats de ces négociations seront décisifs pour les pays en développement et pour leurs agriculteurs.

La crise financière de la FAO

Après les problèmes économiques mondiaux, venons-en aux problèmes «économiques» de notre Organisation. La FAO traverse une crise de trésorerie. Si l'on n'avait pas agi, le déficit budgétaire nous aurait paralysés. Le problème a trois causes principales: dépréciation du dollar, notamment vis-à-vis de la lire; diminution des recettes sur les placements à court terme, due à la fois à la baisse des taux d'intérêt et au volume réduit de fonds à investir; retard dans le règlement des contributions de plusieurs Etats Membres, et notamment du plus grand bailleur de fonds.

Pour éviter la crise durant le présent exercice, on a pris des mesures d'économie en épargnant autant que possible les activités prioritaires, et on a puisé dans les réserves. Je crains, hélas, que les effets de ces contraintes budgétaires continuent à se faire sentir durant le prochain exercice.

Nouvelles tendances

Au moment où la FAO va entamer le dernier exercice des années 80, la situation alimentaire mondiale semble, du moins à première vue, moins alarmante qu'elle ne l'a parfois été. Les stocks de céréales atteignent des niveaux records, la production augmente dans beaucoup de parties du monde où son

accroissement est le plus nécessaire, et les perspectives sont encourageantes.

Comme le montre le présent rapport, l'Organisation — malgré les difficultés financières — mène de nombreuses activités très prometteuses. J'en ai déjà mentionné quelques-unes. Je voudrais aussi insister sur les efforts que nous faisons pour aider les pays en développement à renforcer leurs systèmes d'alerte rapide et de prévision des récoltes et à améliorer leurs politiques de prix et de commercialisation, ainsi que sur l'étude approfondie de l'agriculture dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes que la FAO achèvera durant le prochain exercice.

Je suis sûr que le programme actuel de la FAO aura beaucoup d'impact sur les problèmes de l'alimentation mondiale durant la douzaine d'années qui nous sépare du troisième millénaire. On ne saurait sous-estimer l'importance de ces problèmes. En Asie, malgré les récoltes records de plusieurs pays, encore quelque 300 millions de personnes sont sous-alimentées. L'avenir de l'agriculture africaine — malgré les efforts héroïques des paysans — est encore loin d'être assuré. Enfin, en Amérique latine, les problèmes du commerce agricole international sont peut-être ressentis plus que partout ailleurs.

Les défis que nous devons relever sont au moins aussi grands que ceux auxquels l'Organisation devait faire face il y a 40 ans, mais aujourd'hui nous sommes forts de l'expérience que nous avons acquise et des progrès déjà réalisés.



Edouard Saouma
Directeur général

L'alimentation et l'agriculture dans le monde

Panorama de l'année 1986

Encore une année record pour la production vivrière — Contraction de la production végétale non alimentaire dans des proportions sans précédent depuis 1970 — Les stocks de céréales enflent jusqu'à représenter près du quart de la consommation annuelle — En Afrique, l'offensive des criquets et sauteriaux est provisoirement enrayée — Les cours des céréales, en valeur réelle, n'ont jamais été aussi bas depuis un demi-siècle.

La crise du commerce agricole

Les prix des produits tombent à des niveaux sans précédent — Concurrence de plus en plus féroce entre exportateurs — Les termes de l'échange deviennent de plus en plus défavorables à l'agriculture — Douze pays d'Afrique subsaharienne ont besoin d'une aide pour écouler leurs excédents — L'agriculture pourrait être la vedette de l'Uruguay Round.

L'accès à la nourriture

Aggravation des problèmes nutritionnels de beaucoup de pays en développement dans les années 80 — Reflux des subventions alimentaires à cause des impératifs économiques — Alourdissement de la facture d'importation au Proche-Orient — Encore près de 300 millions de sous-alimentés en Asie, malgré une production en hausse.

Panorama de l'année 1986

Encore une année record

Depuis 1945, la production vivrière a augmenté tous les ans, sauf en 1972 et 1983, deux années marquées par la sécheresse en Afrique. En 1986, elle a de nouveau crevé son plafond, en augmentant de 2 pour cent, et la production de céréales a atteint un niveau sans précédent, estimé à 1 860 millions de tonnes.

Malgré des gains en général plus modestes qu'en 1985, le bilan est encourageant à plusieurs points de vue. La production vivrière des pays en développement a augmenté de 2,9 pour cent, avec de fortes hausses dans beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et du Proche-Orient. Les récoltes de céréales ont été bonnes en Chine et en Inde, excellentes au Pakistan et en Turquie, et d'un volume sans précédent au Nigéria, au Maroc, au Soudan ainsi que dans plusieurs pays du Sahel.

A l'inverse, la production vivrière des pays développés a plus ou moins stagné, du moins globalement. Les régions qui, depuis des années, accumulent excédents sur excédents ont réussi à réduire sensiblement leur production et notamment leur production de céréales, qui a diminué de 10 pour cent aux Etats-Unis et d'environ 5 pour cent dans la CEE. Il est vrai que ces baisses sont dues autant aux effets du mauvais temps qu'aux efforts des gouvernements. L'évolution a été inverse en Europe orientale et en URSS, où la production vivrière s'est accrue de 6 pour cent, ce qui a plus que compensé le recul observé en Amérique du Nord et en Australasie.

Parmi les céréales, c'est la production de blé qui a le plus augmenté (3,8 pour cent) avec des gains à la fois dans le monde développé et dans le monde en développement. Pour les légumineuses à grains, la hausse a été de 7,5 pour cent. La production de viande a augmenté, de même que celle de lait, notamment dans les pays en développement (3,3 pour cent pour la viande et 2,7 pour cent pour le lait).

La production de poisson a elle aussi progressé, pour la neuvième année consécutive, ce qui l'a portée à plus de 85 millions de tonnes. On note que la part de l'aquaculture s'accroît et que ce secteur joue un rôle particulière-

ment important dans l'approvisionnement alimentaire de pays asiatiques tels que la Chine, le Japon, la République de Corée ou les Philippines. En Afrique — où le poisson pourrait pourtant beaucoup contribuer à améliorer la nutrition —, les captures ont une fois encore stagné, d'une part parce que les Etats côtiers manquent de moyens pour exploiter les stocks de poisson de mer, notamment au large de l'Afrique occidentale, et, d'autre part, parce que les pêches continentales ont continué en 1986 à se ressentir des effets de la sécheresse.

Pour les cultures non vivrières, le bilan de 1986 est loin d'être satisfaisant. La production a baissé de 8 pour cent. Jamais elle n'avait autant diminué depuis 1970. Le recul a été à peu près du même ordre dans les pays développés et dans les pays en développement, mais avec une chute particulièrement spectaculaire dans certaines régions, notamment en Amérique latine (environ 17 pour cent) et en Amérique du Nord (23 pour cent).

Cette baisse est d'autant plus grave qu'elle touche des produits tels que le

coton, le café, le thé ou le tabac, qui sont une source essentielle de devises pour beaucoup de pays en développement. Le recul de 1986 est surtout dû au café (à cause notamment de la sécheresse qui a sévi au Brésil), au coton et au tabac.

En ce qui concerne les produits forestiers, la production, notamment de pâte et de papier, a continué à augmenter, mais les prix internationaux ont légèrement diminué en 1985, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques. Pourtant, la demande de produits transformés a été vigoureuse, grâce en particulier à la baisse des taux d'intérêt qui a stimulé l'industrie du bâtiment dans les pays industrialisés.

Comme nous l'avons vu, production vivrière et production non vivrière ont évolué de manière opposée. La première a augmenté dans les pays en développement, de sorte que les disponibilités alimentaires par habitant et la sécurité alimentaire se sont améliorées dans la plupart des régions. La seconde a diminué, ce qui a encore aggravé les problèmes des pays exportateurs de produits agricoles. Comme les cours de beaucoup de ces produits se sont effondrés et que le volume des échanges n'a guère varié, leurs recettes d'exportation ont généralement diminué et elles ont en outre perdu de leur pouvoir d'achat, car les termes de l'échange sont devenus de plus en plus défavorables à l'agriculture.

Répercussions sur la sécurité alimentaire

La production vivrière par habitant a augmenté dans beaucoup de pays asiatiques et africains, notamment en Chine, en Egypte, en Inde, en Indonésie et au Pakistan. Ces pays regroupent une grande partie de la population du monde en développement, dont la sécurité alimentaire s'est donc améliorée en 1986. La production d'aliments de base des pays en développement a en effet augmenté d'environ 3 pour cent, contre une croissance démographique estimée à 2,3 pour cent.

En 1986, les stocks mondiaux de céréales ont augmenté d'environ 80 millions de tonnes et ont ainsi atteint

Production: points de repère

La production vivrière a augmenté de 2 pour cent en 1986, battant ainsi son précédent record.

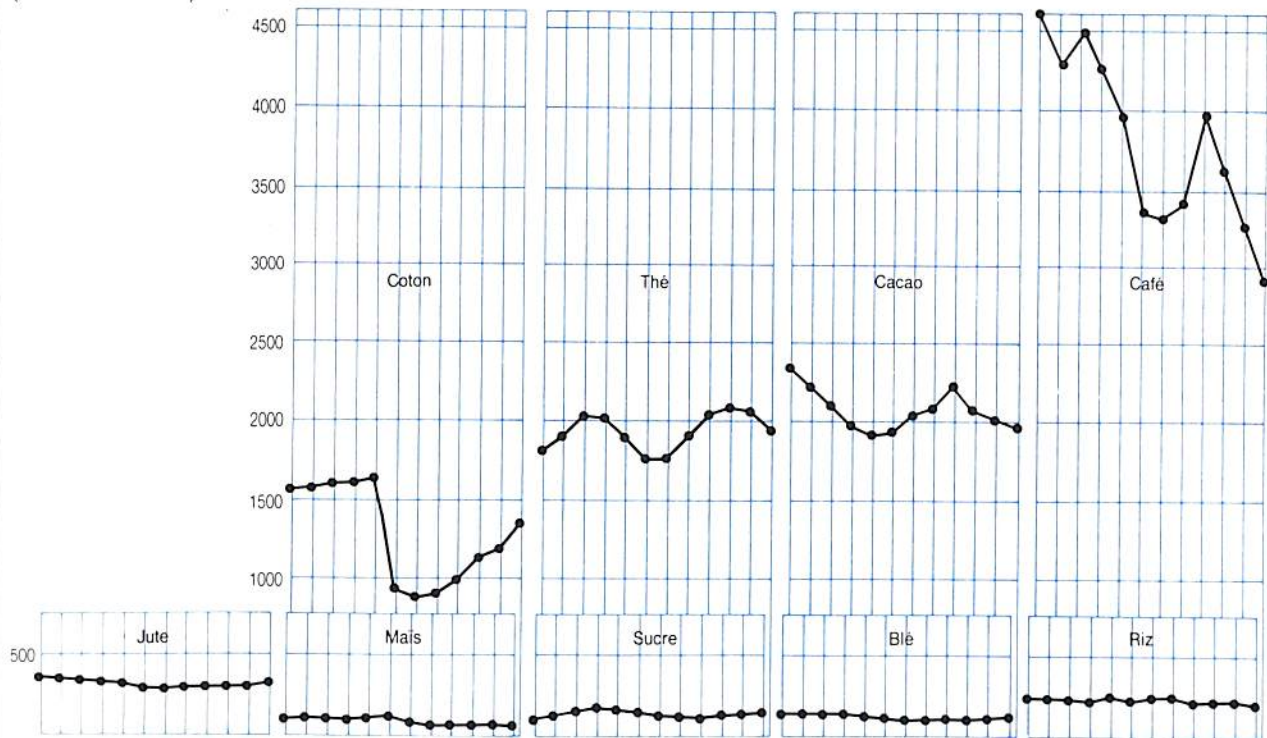
Elle s'est accrue de 2,9 pour cent dans les pays en développement grâce surtout à l'Afrique et au Proche-Orient où elle a augmenté respectivement de 2,6 et 5,2 pour cent.

Elle a augmenté de 6 pour cent en Europe orientale et en URSS, tandis qu'elle a diminué de 0,8 pour cent dans les pays développés à économie de marché.

La production de produits non alimentaires tels que le café, le coton et le thé a diminué de 8 pour cent, contraction d'une ampleur sans précédent depuis 1970.

L'alimentation et l'agriculture dans le monde

Prix de différents produits à l'exportation en 1986
(en dollars la tonne)



un niveau sans précédent, voisin de 400 millions de tonnes, soit 24 pour cent de la consommation annuelle. C'est nettement plus que les 18 pour cent jugés nécessaires par la FAO pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

Les stocks de blé ont augmenté de 3,5 pour cent à la suite de récoltes records en 1986. Dans les pays en développement, la production de blé s'est accrue de quelque 6 pour cent. Les stocks de riz sont restés stables.

Ce sont les stocks de céréales secondaires qui ont le plus augmenté. Leur volume s'est accru de 70 millions de tonnes. La production mondiale de céréales secondaires — catégorie qui inclut le maïs, le sorgho et le mil — a diminué en 1986, mais la contraction observée dans les pays développés n'a pas suffi à faire baisser les stocks car l'offre est restée quand même supérieure à la demande. La production de céréales secondaires a beaucoup augmenté dans les pays en développement, sauf en Amérique latine.

Même s'il y a eu excédent à l'échelle mondiale, plusieurs pays sont res-

tés en proie à des pénuries alimentaires exceptionnelles, notamment l'Éthiopie, le Mozambique et le Soudan. En outre, la faim continue à tenailler des millions de pauvres incapables de s'acheter de quoi se nourrir, y compris dans les pays parvenus à l'auto-suffisance alimentaire ou produisant même parfois de petits excédents. À certains égards, la situation s'est dégradée en 1986 car plusieurs pays, contraints à des ajustements structurels à cause du problème de leur dette à long terme, ont peu à peu réduit leurs subventions alimentaires (voir «L'accès à la nourriture», page 16).

Dette et aide

Le service de la dette absorbe désormais plus du quart des recettes d'exportation de beaucoup de pays en développement. Il engloutit environ un tiers de celles de l'Afrique et près de la moitié de celles de l'Amérique latine. En conséquence, beaucoup de pays à déficit vivrier et à bas revenu n'ont pas pu tirer pleinement parti du niveau exceptionnellement bas auquel sont tombés les cours d'un grand nombre

d'aliments de base en 1986. Pour cette raison et aussi par suite de l'accroissement de la production intérieure, les importations céréalières des pays en développement n'ont probablement augmenté que de manière marginale en cours d'année.

L'aide alimentaire en céréales est estimée à 10,2 millions de tonnes pour 1986/87, dont environ 60 pour cent pour l'Afrique, 26 pour cent pour l'Asie et 13 pour cent pour l'Amérique latine. C'est nettement moins que les 12,5 millions de tonnes expédiées en 1984/85 lorsque la crise alimentaire battait son plein en Afrique.

En 1985, l'aide à l'agriculture a pu varier en volume mais sa composition s'est modifiée. En 1984, l'aide multilatérale sans conditions de faveur avait beaucoup diminué tandis que l'aide bilatérale, en général assortie de conditions de faveur, s'était accrue. En 1985, la tendance s'est inversée: l'aide bilatérale a diminué tandis que l'aide multilatérale a beaucoup augmenté (voir encadré ci-contre). La tendance à un plafonnement de l'aide publique à l'agriculture et à un durcissement des conditions auxquelles elle est octroyée est très préoccupante. Maintenant que la sécheresse a pris fin en Afrique, il est urgent d'investir plus dans l'agriculture. Or, beaucoup de pays doivent emprunter moins à cause du poids de leur dette et de la contraction de leurs recettes d'exportation.

Afrique — Après la sécheresse, les ravageurs

Grâce à de bonnes récoltes en 1986, la situation alimentaire de l'Afrique a continué à s'améliorer. Les 45 pays en développement situés au sud du Sahara ont produit presque 56 millions de tonnes de céréales, soit près de 2 millions de plus que l'année précédente et 21 pour cent de plus que la moyenne des cinq dernières années.

L'étude de la FAO *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années* a été accueillie avec satisfaction par les pays africains dont beaucoup ont commencé en 1986 à donner une plus grande priorité à l'agriculture dans leurs plans de développement. Dans cette étude, la FAO montre que le manque d'intrants (engrais, machines, etc.) est l'un des principaux obstacles

Aide à l'agriculture: points de repère

Globalement, l'aide publique au développement de l'agriculture a peu augmenté en 1985.

L'aide multilatérale s'est beaucoup accrue (presque 15 pour cent), mais l'aide bilatérale est tombée au-dessous de son niveau de 1980.

Les pays donateurs ont accepté de fournir 12,4 milliards de dollars pour la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, soit un accroissement de 40 pour cent.

L'aide alimentaire en céréales pour 1986/87 devrait atteindre 10,2 millions de tonnes, soit 18 pour cent de moins qu'à l'apogée de la crise alimentaire en Afrique.

au développement de l'agriculture africaine. La FAO s'est lancée à la fin de 1986 dans une étude de faisabilité afin de déterminer dans quelle mesure ces besoins d'intrants pourraient être couverts par l'aide en nature. Cette nouvelle étude sera achevée avant la session de 1987 de la Conférence de la FAO (voir encadré page 11).

Il reste beaucoup à faire pour donner à l'agriculture africaine des bases suffisamment solides qui la mettront à l'abri de catastrophes naturelles telles que la sécheresse dont elle est périodiquement victime. En 1986, l'Afrique a de nouveau été menacée par un fléau naturel: les pluies abondantes qui ont succédé à la sécheresse ont en effet favorisé la pullulation des criquets et des sauteriaux en Afrique occidentale.

Face aux menaces pesant sur la production vivrière de l'Afrique, la FAO a lancé un appel à la communauté internationale, ce qui a permis d'entreprendre une vaste campagne de lutte, terrestre et aérienne. Le désastre a ainsi été évité. Le programme, qui a coûté une cinquantaine de millions de dollars, a été entièrement fi-

nancé par plusieurs donateurs, dont la CEE et le PNUD.

Toutefois, la menace n'a pas disparu. Au début de 1987, il y avait toujours le risque d'une infestation de criquets pèlerins au Soudan et dans la péninsule Arabique et de criquets bruns en Afrique australe, cependant que les sauteriaux restaient une menace pour le Sahel.

Commerce agricole: les problèmes empirent

L'environnement économique, qui doit servir de toile de fond à l'examen des résultats de l'agriculture en 1986, reste préoccupant. Une fois encore, l'amélioration de l'économie mondiale n'a pas été suffisante pour stimuler la demande et faire augmenter les prix dans des conditions favorables aux exportateurs. Bien que le dollar ait baissé par rapport à d'autres grandes monnaies, que l'inflation se soit ralentie dans beaucoup de pays et que les taux d'intérêt aient diminué, la croissance a été plus lente que prévu dans les pays industrialisés. Dans beaucoup de pays en développement, elle est pratiquement nulle depuis 1980. En conséquence, non seulement les revenus individuels ont diminué en valeur réelle, mais les pays eux-mêmes se sont appauvris et leur pouvoir d'achat a diminué. De 1981 à 1985, par exemple, le PIB réel par habitant a diminué de 11 pour cent en Afrique.

En ce qui concerne le commerce international des produits agricoles, les choses n'ont fait qu'empirer en 1986. Les prix de beaucoup de produits ont considérablement baissé. En valeur réelle, les cours de certaines céréales sont tombés à leur plus bas niveau depuis un demi-siècle. La demande a manqué de vigueur, et beaucoup de pays se sont retrouvés avec des excédents pratiquement inexportables. Le stockage de ces excédents coûte d'autant plus cher qu'il se prolonge et qu'il faut souvent construire des entrepôts supplémentaires. Ces stocks ne font en fait qu'aggraver les tensions financières. Les problèmes du commerce agricole sont examinés plus en détail à la section suivante (voir page 12 et suivantes).

L'un des aspects les plus décourageants de la situation actuelle est que

plusieurs pays en développement dont certains ont, pour la première fois, réussi à produire des excédents alimentaires, sont incapables de les écouler, sauf si on les y aide. L'augmentation de la production s'est soldée par des excédents accrus pour de petits exportateurs tels que la Birmanie, le Pakistan, le Malawi et le Zimbabwe, ainsi que dans des pays qui ne sont pas des exportateurs traditionnels (Inde, Turquie, Arabie saoudite, Kenya, Soudan, Ouganda, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger). En Afrique subsaharienne, les excédents céréaliers exportables représentaient plus du double des besoins d'importation des 18 pays déficitaires en céréales.

La FAO a lancé plusieurs appels aux donateurs pour qu'ils facilitent l'écoulement de ces excédents en finançant des opérations triangulaires, des accords de troc et des achats locaux (financement de l'achat de vivres et de leur transport à l'intérieur d'un même pays, des zones excédentaires vers les zones déficitaires). En 1985/86, les donateurs ont financé des opérations

triangulaires, accords de troc, achats locaux et autres opérations analogues qui ont aidé à écouler au total quelque 600 000 tonnes de céréales excédentaires. Il faudrait qu'ils fournissent une aide encore plus importante en 1987. □

L'aide en nature: une nouvelle étude de la FAO

La FAO a entrepris d'étudier les possibilités d'expansion de l'aide en nature pour couvrir les besoins d'intrants agricoles (par exemple d'engrais) et les avantages que cela présenterait pour les pays africains. La réalisation de cette étude, proposée par le Directeur général dans le programme d'action qu'il a formulé à la suite du rapport *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*, a été demandée expressément par la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, réunie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) en septembre 1986, et a ensuite été approuvée par le Conseil de la FAO à sa 90^e session.

Les pays africains n'arriveront à augmenter substantiellement leur production agricole que s'ils peuvent se procurer régulièrement de plus grosses quantités d'intrants. A l'heure actuelle, le service de la dette et le manque de devises empêchent beaucoup de ces pays d'utiliser une quantité optimale d'intrants. L'aide en nature pourrait aider à surmonter ce problème. En

outre, la capacité de production d'intrants agricoles est sous-utilisée dans le monde industrialisé. Un programme d'aide en nature présenterait donc aussi des avantages pour les donateurs en leur évitant, par exemple, d'avoir à fermer des usines et d'accroître ainsi le nombre des chômeurs.

Ce type d'aide n'a rien de nouveau. L'aide en nature a joué un grand rôle dans la révolution verte en Asie. A la fin des années 60, les Etats-Unis couvraient presque la moitié des besoins d'engrais de l'Inde. Toutefois, dans le passé, l'aide en nature accordée à l'Afrique a généralement été trop irrégulière et trop limitée.

La FAO commencera par déterminer les besoins d'intrants de l'Afrique au cours des cinq prochaines années et, si possible, au-delà, puis elle évaluera dans quelle mesure l'aide en nature pourrait permettre de répondre à ces besoins. Les modalités de cette aide seront également examinées. La FAO a déjà commencé à étudier le cas de quatre pays africains (Ghana, Niger, Séné-

gal et Zambie) ainsi que les facteurs qui ont permis au Zimbabwe de se doter d'une agriculture moderne dans laquelle les intrants jouent un rôle majeur. De tous les intrants considérés, les engrais minéraux sont les plus importants, mais une attention particulière est également portée aux pesticides, produits vétérinaires, véhicules, tracteurs, pompes et outils agricoles.

Parallèlement à l'expansion de l'aide en nature, il faut promouvoir l'industrie des intrants en Afrique. Aujourd'hui, seuls 12 pays d'Afrique subsaharienne fabriquent des engrais; leur capacité totale est de l'ordre de 450 000 tonnes par an; seuls deux d'entre eux produisent des excédents exportables. □

La crise du commerce agricole

En ce qui concerne le commerce international des produits agricoles, les choses ont encore empiré en 1986. Les cours de beaucoup de produits, déjà très bas, sont tombés à des niveaux sans précédent; la production a augmenté dans un grand nombre de pays, d'où des excédents encore plus volumineux; la concurrence s'est faite de plus en plus acharnée sur les marchés internationaux et plusieurs pays ont accru leurs subventions à l'exportation et leurs restrictions à l'importation.

Les problèmes actuels résultent à la fois de la conjoncture économique et des politiques agricoles nationales. Comme le montre l'illustration de la page 13, plusieurs facteurs s'enchaînent et tendent à exacerber les problèmes du commerce agricole. Ainsi, l'augmentation des excédents fait baisser les prix et donc les revenus des agriculteurs, d'où la nécessité de subventions agricoles. A leur tour, ces subventions risquent de faire augmenter encore la production et donc aussi les excédents.

Les événements de 1986

En 1986, la concurrence entre exportateurs s'est intensifiée par suite notamment de la promulgation aux Etats-Unis, en 1985, du Farm Security Act (voir *Rapport sur l'alimentation mondiale 1986*), de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE et de la forte augmentation de la production céréalière en Europe orientale et en URSS.

En 1985 et en 1986, beaucoup de pays se sont employés à améliorer leur compétitivité internationale. Le Farm Security Act, adopté aux Etats-Unis en décembre 1985, comprend toute une série de mesures destinées à rendre les exportations agricoles des Etats-Unis plus compétitives. Au même moment, ou presque, le Canada a lancé un nouveau programme d'assurance-crédit et, quelques mois plus tard, un programme de crédit à l'exportation. La Suède a inscrit à son budget des crédits accrus pour les subventions à l'exportation, et la CEE a institué des restitutions spéciales, en plus de celles déjà en vigueur, pour ses exportations de blé tendre dans un certain nombre de pays.

Différents pays en développement ont procédé à des changements ana-

logues. L'Argentine, par exemple, a signé un accord quinquennal avec l'URSS pour l'exportation de céréales fourragères; elle a octroyé au Pérou un crédit à l'exportation assorti de conditions de faveur pour trois ans et elle a beaucoup réduit ses taxes à l'exportation. La Thaïlande a supprimé la prime à l'exportation — sorte de taxe sur les exportations de riz — en vigueur depuis 1955.

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE au début de 1986 a aussi causé des problèmes, notamment parce que l'Espagne est désormais tenue de payer des prélèvements à la CEE sur le maïs en provenance de pays non membres de la Communauté et que le Portugal a accepté d'acheter plus de céréales à l'intérieur de la CEE (de moins de 1 pour cent à 15,5 pour cent au minimum). Face aux pertes que cela risquait de leur occasionner, les Etats-Unis ont menacé la CEE de représailles. Au milieu de 1986, toutefois, un accord provisoire est intervenu, la CEE acceptant d'importer des Etats-Unis des quantités données de maïs et de sorgho pendant six mois.

Termes de l'échange: points de repère

En 1985, les termes de l'échange des produits agricoles se sont dégradés de 10 pour cent dans les pays en développement à économie de marché et de 8 pour cent dans les pays développés.

Dans les pays développés à économie de marché, les termes de l'échange des revenus se sont dégradés dans des proportions sans précédent depuis la crise pétrolière de 1973/74.

Globalement, les termes de l'échange des exportations agricoles sont tombés en 1985 à environ 83 pour cent de leur niveau de 1980.

Cette dégradation s'est probablement poursuivie en 1986 car les prix des produits agricoles ont beaucoup baissé tandis que ceux des articles manufacturés ont augmenté.

En URSS, la récolte 1986/87 de céréales et de légumineuses à grains est estimée à 210 millions de tonnes, contre 192 millions l'année précédente et une moyenne de 180 millions de tonnes sur les cinq dernières années. En conséquence, les importations soviétiques de céréales sont tombées, selon les estimations, à 22 millions de tonnes, contre 56 millions deux ans auparavant.

Il est difficile de dire si l'augmentation de la production soviétique est exceptionnelle — les conditions climatiques ont été particulièrement favorables — ou si elle marque l'amorce d'une tendance à long terme, comme le pensent plusieurs experts, ce qui aurait beaucoup de répercussions sur le commerce mondial des produits agricoles, car l'URSS a toujours été un gros importateur de céréales ainsi que de produits laitiers, de viande et de sucre.

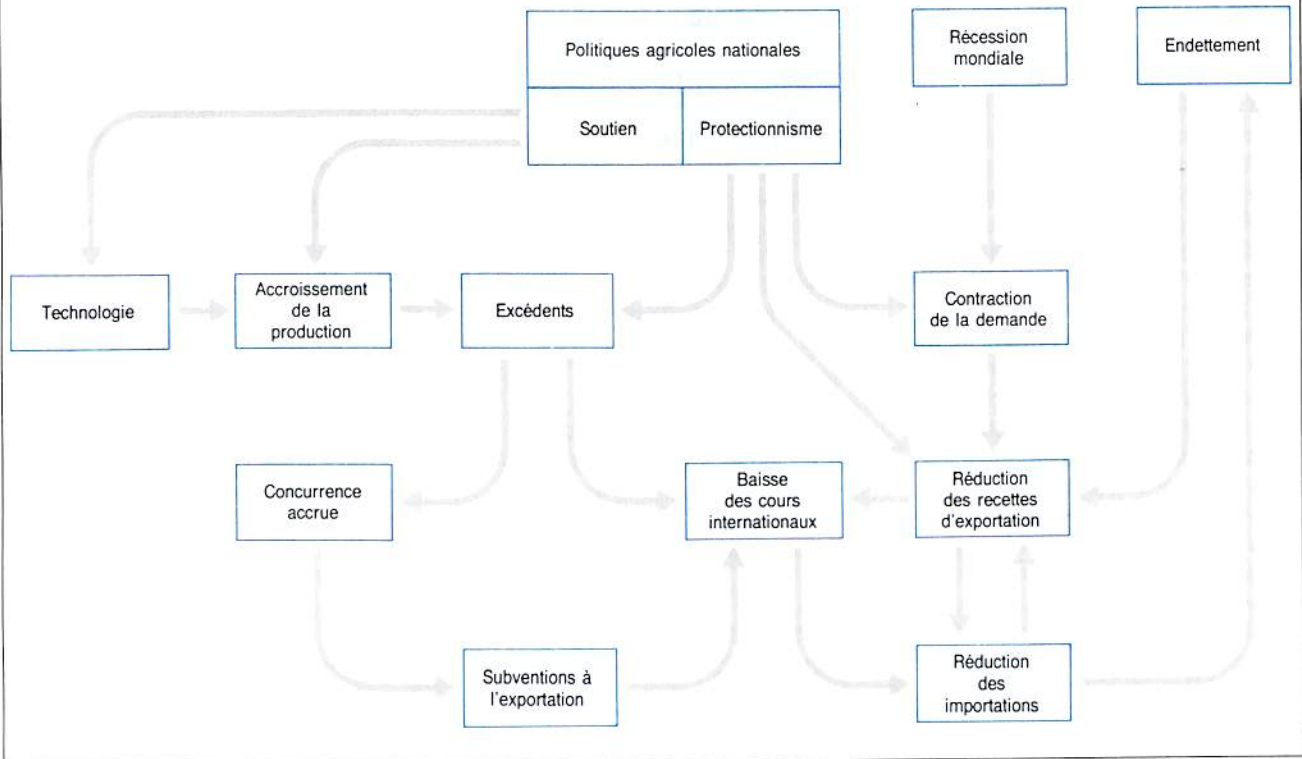
Impact sur les pays en développement

Beaucoup de pays en développement, très tributaires de leurs exportations agricoles, sont durement touchés. Les deux dernières années ont été marquées par une baisse des cours mondiaux. Les recettes d'exportation ont diminué à la fois dans les grands pays exportateurs, tels que les Etats-Unis, et dans des pays en développement tels que l'Argentine, le Brésil, l'Inde, la Malaisie, les Philippines, Sri Lanka et la Thaïlande. Globalement, les recettes que les pays en développement tirent de leurs exportations agricoles ont baissé de presque 7 pour cent en 1985. En dollars, ces recettes ont diminué dans 90 environ de ces 140 pays. Cette baisse compromet la survie économique de pays qui doivent déjà se battre pour faire face au problème de leur dette à long terme.

Qui plus est, les recettes que les pays en développement tirent de leurs exportations agricoles ont perdu de leur pouvoir d'achat. En dollars, les prix des articles manufacturés à l'exportation ont, selon les estimations, augmenté de 18 pour cent en 1986. Les termes de l'échange des produits agricoles se sont donc beaucoup dégradés (voir encadré page 12). Selon l'OCDE, la dégradation en 1986 des termes de l'échange des pays en dé-

L'alimentation et l'agriculture dans le monde

Facteurs ayant une incidence sur l'équilibre des échanges internationaux de produits agricoles



veloppement pris dans leur ensemble équivaut à 3 pour cent de leur PNB global.

Dans ces conditions, les efforts que font les pays en développement pour accroître leur production sont souvent bien mal récompensés. Quand ils arrivent à produire des excédents, ils trouvent un marché déjà saturé et ont du mal à écouler leurs produits. Cela coûte cher, tant aux pays en développement — frais de stockage sur de longues périodes — qu'aux pays développés — qui doivent par exemple financer des opérations triangulaires pour l'écoulement des excédents dans des zones déficitaires qui ne peuvent pas se permettre d'importer plus.

A la fin de 1986, 12 pays africains avaient besoin d'une aide des donateurs pour écouler quelque 4 millions de tonnes d'excédents céréaliers. L'Australie, l'Autriche, le Canada, la CEE, le Danemark, les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni ont accepté de financer une quinzaine de programmes d'achats locaux

ou d'opérations triangulaires qui, toutefois, ne résoudront qu'une petite partie du problème.

Les pays qui ont des excédents temporaires risquent dans ces conditions de se décourager. Le Zimbabwe, par exemple, qui a eu deux excellentes récoltes de maïs, se retrouve avec des excédents qu'il est incapable d'exporter. Sa réaction a été d'adopter un double système de prix pour les achats de maïs par l'Etat; ce système encouragera les gros producteurs à se tourner vers les oléagineux qui, à court terme, semblent avoir plus de débouchés à l'exportation; on s'attend de ce fait à ce que la production de maïs du Zimbabwe diminue de 40 pour cent.

En théorie, la faiblesse des cours mondiaux des produits alimentaires est avantageuse pour les pays à bas revenu et à déficit vivrier qui, en temps normal, n'ont pas les moyens d'importer autant de nourriture qu'il le faudrait. Dans la pratique, la récession mondiale, les problèmes d'endettement et la faiblesse des prix à l'exportation

tation font que très peu de ces pays peuvent tirer parti du bas niveau des cours mondiaux.

Beaucoup de pays en développement ont dû s'imposer des mesures très sévères d'austérité et notamment limiter drastiquement leurs importations afin d'essayer d'équilibrer leurs comptes (voir *Rapport sur l'alimentation mondiale 1986*). La chute brutale des prix du pétrole a par ailleurs obligé plusieurs pays en développement producteurs de pétrole à importer moins. Les besoins d'importation ont en outre diminué dans les pays dont la production a augmenté. En conséquence, les importations agricoles des pays en développement ont baissé de 11 pour cent en 1985.

La situation actuelle du commerce mondial est, à long terme, lourde de menaces pour beaucoup de pays en développement: la faiblesse des cours mondiaux et la possibilité d'importer à bas prix risquent en effet de freiner le développement agricole, justement là où il est le plus nécessaire de le stimuler. Beaucoup de pays, notamment en Afrique, ont récemment fait de gros efforts en faveur de l'investissement agricole, mais ils risquent d'avoir du mal à poursuivre sur leur lancée compte tenu de la situation actuelle des marchés mondiaux. Comment stimuler l'agriculture s'il coûte moins cher d'acheter de la nourriture que d'en produire?

La contraction des importations et l'augmentation de la production s'accompagnent inévitablement de certains avantages. De nouveau, les pays en développement exportent plus de produits agricoles qu'ils n'en importent: le taux de couverture de leurs importations par leurs exportations est passé, dans le secteur agricole, de 94 pour cent en 1981 à plus de 113 pour cent en 1985.

Les racines du mal

L'expansion de l'économie mondiale est ininterrompue depuis quatre ans et, au cours des deux dernières années, le dollar a beaucoup perdu de sa valeur. L'expansion économique et la baisse de la monnaie américaine devraient faire augmenter les cours mondiaux des produits. Ce n'est pas le cas. Pourquoi?

L'Uruguay Round

Une huitième série de négociations commerciales multilatérales a été lancée en octobre 1986 sous l'égide du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ces négociations, connues sous le nom d'Uruguay Round, devraient durer quatre ans. Les problèmes de l'agriculture devraient être traités plus à fond que durant les précédents cycles de négociations.

L'objectif est de libéraliser les échanges agricoles en abaissant les barrières à l'importation et en soumettant l'utilisation des subventions à une plus grande discipline.

Une attention particulière sera accordée aux produits tropicaux, l'un des 14 points des négociations.

L'une des raisons est que la croissance économique s'essouffle et n'est pas aussi rapide que durant les décennies précédentes. La croissance relativement forte de 1984 — les échanges mondiaux s'étaient accrus de 9,5 pour cent — n'est plus qu'un souvenir. L'expansion des échanges en 1985 et 1986 est estimée à 3 pour cent seulement.

Globalement, la croissance économique durant la première moitié des années 80 n'a été que de 2,25 pour cent par an, contre 5 pour cent environ dans les années 60 et 3,25 pour cent dans les années 70. Ce ralentissement, et le tassement démographique, notamment dans les régions industrialisées grosses consommatrices, a freiné la demande de beaucoup de produits.

Il est clair aussi que le lien entre l'activité économique et la demande de produits primaires s'est distendu. Depuis la crise pétrolière des années 70, beaucoup d'industries ont appris à économiser l'énergie, à moins compter sur les produits primaires et à mobiliser moins de capitaux dans de gros stocks (selon les estimations, le

rapport entre les stocks et la production a diminué de 10 pour cent aux Etats-Unis depuis 1982). En conséquence, une croissance même très forte de l'activité économique risque de ne pas se répercuter totalement sur les exportations agricoles.

Par ailleurs, beaucoup de pays se sont employés à réduire leurs importations par des mesures protectionnistes et à rendre leurs exportations plus compétitives par différentes formes de subventions. Ils essaient en quelque sorte de faire porter le chapeau à d'autres exportateurs. Tant que de telles politiques auront cours, il y a tout lieu de croire que les prix mondiaux resteront déprimés.

Plusieurs pays industrialisés et notamment les Etats-Unis, les pays membres de la CEE et le Japon ont pris des mesures pour réduire leur production agricole dans les secteurs où il existe déjà de gros excédents, mais ces mesures, relativement récentes, n'ont pas encore eu d'impact majeur.

A la recherche de solutions

Il ne saurait y avoir de solution durable à la crise actuelle sans une amélioration des politiques nationales et internationales. Un renforcement du protectionnisme et un accroissement des subventions à l'exportation ne feraient qu'envenimer les choses. En vue de changer les conditions du commerce international, 14 pays — Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Fidji, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay — ont adopté en août 1986 la déclaration de Cairns dans laquelle ils s'engagent à lutter pour la suppression complète des subventions à l'exportation dans le secteur agricole.

L'amélioration des conditions du commerce agricole dépend aujourd'hui en grande partie du GATT (voir encadré page 14). Une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales a été lancée sous son égide à Punta del Este, en septembre 1986, et, pour la première fois, l'agriculture occupera le devant de la scène. Dans la déclaration qu'ils ont adoptée, les ministres sont convenus «qu'il faut d'urgence ... améliorer la prévisibilité dans

les échanges mondiaux de produits agricoles, en corrigeant et en prévenant les restrictions et les distorsions, y compris celles qui sont liées aux excédents structurels».

Les négociations, qui devraient durer quatre ans, visent à libéraliser les échanges agricoles par l'amélioration de l'accès aux marchés, par un accroissement de la discipline concernant les subventions à la production et à l'exportation et par la réduction au minimum des effets défavorables des règlements sanitaires sur les échanges. Les négociateurs porteront une attention particulière au commerce des produits tropicaux et des produits tirés des ressources naturelles (y compris les produits des pêches et des forêts) en raison de leur importance pour un grand nombre de pays en développement. L'objectif sera de parvenir à la libéralisation la plus complète des échanges de ces produits, bruts ou transformés. □

Produits de la pêche: un marché en plein essor

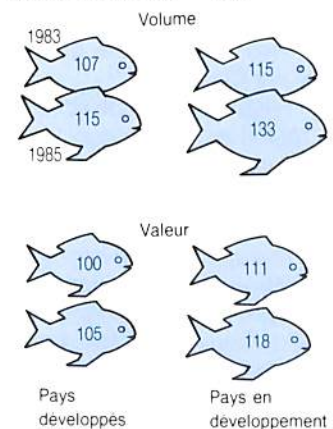
L'un des rares aspects positifs de l'évolution du commerce agricole est l'expansion des échanges de produits de la pêche qui, en 1985, ont augmenté de 6 pour cent en volume et de presque autant en valeur. La croissance de ces échanges a été très forte de 1961 à 1986 (de 1,3 à 17 milliards de dollars). En outre, la part des pays en développement est passée, en valeur, de 24 pour cent environ en 1965 à près de 44 pour cent.

L'insuffisance de l'offre est l'une des raisons de la hausse des prix de poissons tels que la morue et l'églefin. Par ailleurs, la CEE, les Etats-Unis et le Japon sont à la fois de gros exportateurs et de gros importateurs (ils absorbent à eux seuls les trois quarts des importations). Le produit le plus important est la crevette congelée (environ le cinquième des échanges). En 1985, on en a importé 500 000 tonnes environ. Les importations de seiches, poulpes et encornets ont augmenté la même année de 14 pour

cent. Celles de farine de poisson se sont accrues de près de 30 pour cent, ce qui les a portées à plus de 2,9 millions de tonnes.

Ces tendances positives ont persisté en 1986. Malgré la baisse du dollar, les importations des Etats-Unis ont continué à augmenter car la demande de crustacés et autres produits est restée très dynamique. Les perspectives sont bonnes, à la fois dans les pays en développement où la croissance démographique est rapide et dans les régions plus riches où le poisson est de nouveau à l'honneur, notamment pour des raisons diététiques. □

Expansion des échanges de produits de la pêche (1979-1981 = 100)



L'accès à la nourriture

La sécurité alimentaire exige: une production vivrière suffisante; des approvisionnements stables; la possibilité pour tous d'accéder à la nourriture. Aujourd'hui, les deux premières conditions peuvent être satisfaites, du moins à l'échelle mondiale.

En revanche, l'accès à la nourriture reste un problème. En 1974, à une époque où les stocks alimentaires étaient dégarnis, la Conférence mondiale de l'alimentation avait lancé un plan visant à affranchir l'humanité de la faim. Aujourd'hui, alors que les stocks sont abondants et que les cours mondiaux ont rarement été aussi bas, il y a probablement plus de sous-alimentés qu'en 1974. A long terme, c'est le développement socio-économique, en faisant augmenter les revenus et donc le pouvoir d'achat, qui permettra à tous d'accéder à la nourriture. Dans l'intervalle, beaucoup de pays en développement doivent subventionner l'alimentation des pauvres. Malheureusement, à cause de la conjoncture économique, nombre d'entre eux sont contraints de réduire, voire de supprimer, ces subventions à un moment où, dans le monde, il y a plus de nourriture que jamais. De ce fait, l'augmentation de la production ne s'est pas accompagnée d'une amélioration correspondante de la nutrition.

La pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes

La région Amérique latine et Caraïbes est la région en développement où le niveau nutritionnel est le plus élevé. La ration alimentaire y est de l'ordre de 2 600 calories par jour, soit 11 pour cent de plus que la moyenne des pays en développement. Pourtant, il y avait encore dans cette région de 2 à 3 millions de sous-alimentés durant les années 70 et il est probable que leur nombre s'est accru dans les années 80. Par suite de la diminution de la production vivrière par habitant et de la contraction des importations, les disponibilités énergétiques alimentaires par habitant sont tombées en 1984 à leur plus bas niveau depuis 1977.

Ce recul est dû pour une bonne part à la récession économique et au problème de la dette. De 1980 à 1984, les revenus par habitant ont diminué de 9 pour cent, cependant que les importa-

tions alimentaires — 15 pour cent des calories consommées dans la région — se sont contractées de 4 pour cent par an, alors qu'elles avaient augmenté de 11 pour cent par an de 1970 à 1979.

La part de l'agriculture dans les exportations de la région est considérable: elle est supérieure à 50 pour cent dans 13 pays sur 24, et à deux tiers dans six pays. Dans les années 70 et 80, on a encouragé les cultures d'exportation aux dépens de la production vivrière mais sans en tirer suffisamment de bénéfices pour compenser le poids de plus en plus lourd du service de la dette qui, en 1985, a englouti 36 pour cent des recettes d'exportation. Il a fallu se résoudre à des mesures d'austérité qui ont réduit les importations et freiné les investissements agricoles, pourtant si nécessaires.

En ce qui concerne les subventions alimentaires, l'évolution des politiques a varié selon les pays. Certains, inquiets de la contraction des disponibilités alimentaires, ont décidé d'octroyer plus de subventions. D'autres, au nom de l'austérité, ont fait exactement l'inverse. En 1986, par exemple, le Costa Rica a relevé le prix des céréales et des haricots à la consommation afin de réduire le poids des subventions; le Venezuela a supprimé les subventions sur les pâtes, sans autoriser de hausse des prix, et il a promulgué une loi obligeant tous les lieux de restauration publics à servir du pain à base de maïs afin de réduire les importations et d'encourager la consommation de produits locaux.

A l'inverse, le Brésil a lancé plusieurs grands programmes visant à améliorer l'accès des pauvres à la nourriture: vente d'aliments subventionnés à la périphérie des grandes villes, programme d'alimentation complémentaire en faveur des enfants et des femmes enceintes, programme de repas scolaires servis à 25 millions d'enfants pendant la moitié de l'année.

Les subventions alimentaires au Proche-Orient

Au Proche-Orient, à cause de la pauvreté qui sévit dans les campagnes, de 20 à 65 pour cent des enfants ruraux souffrent, à un degré ou à un autre, de malnutrition. Après avoir augmenté

lentement dans les années 70, la production vivrière par habitant a diminué d'environ 0,6 pour cent par an de 1980 à 1984. Le déficit en résultant a obligé, même les pays à bas revenu, à importer plus: les importations céréalières de la région ont ainsi pratiquement doublé, passant de 6 millions de tonnes environ en 1980 à 12 millions en 1984.

Certains pays ont pratiqué pendant des années une politique de subventions alimentaires massives. En Egypte, par exemple, ces subventions représentaient 17 pour cent des dépenses publiques en 1979 et près de trois fois et demie les dépenses consacrées à l'agriculture. Comme c'est souvent le cas, ces subventions ont davantage profité aux citadins qu'aux ruraux: elles ont fait augmenter la ration alimentaire des premiers de 269 calories, et celle des seconds de 96 calories seulement. Le clivage est encore plus marqué au Pakistan où, selon les estimations, les subventions alimentaires ont fait augmenter la ration des citadins de 114 calories et celle des ruraux de 16 calories seulement. Ce genre de politique est en effet plus difficile à appliquer en milieu rural, à cause du nombre plus réduit de points de vente et des frais de transport. Parfois, le transport coûte en effet plus de trois fois plus cher que les produits subventionnés eux-mêmes.

L'un des grands problèmes est d'obtenir que les subventions alimentaires profitent véritablement aux pauvres et notamment aux ruraux pauvres. La meilleure formule est généralement de subventionner les régions les plus pauvres et les produits les plus couramment consommés par les groupes à bas revenu. Le Pakistan, par exemple, a décidé de subventionner le sorgho au lieu du blé, plus apprécié mais aussi plus cher.

L'austérité a contraint beaucoup de pays de la région à réduire le poids des subventions alimentaires — souvent en adoptant des programmes plus sélectifs et donc moins chers. En 1985, l'Egypte a mis fin à la production du pain à une piastre, pour le remplacer par un pain à deux piastres, de meilleure qualité, afin que cesse l'habitude de donner du pain au bétail (le pain subventionné coûtait en effet

Racines et tubercules: une leçon à méditer

Environ 550 millions de tonnes de racines et tubercules sont récoltées chaque année — soit un volume qui équivaut à plus du quart de la production de céréales. Comme les céréales, les racines et tubercules sont un aliment de base très important pour plus d'un milliard de personnes dans le monde en développement, mais, généralement, et à la différence des céréales, ils ne reçoivent au mieux qu'une faible priorité dans les plans de développement agricole. En outre, si l'on donne aux citadins la possibilité de se procurer facilement et à bon prix des céréales importées, la consommation de racines et tubercules chute lourdement.

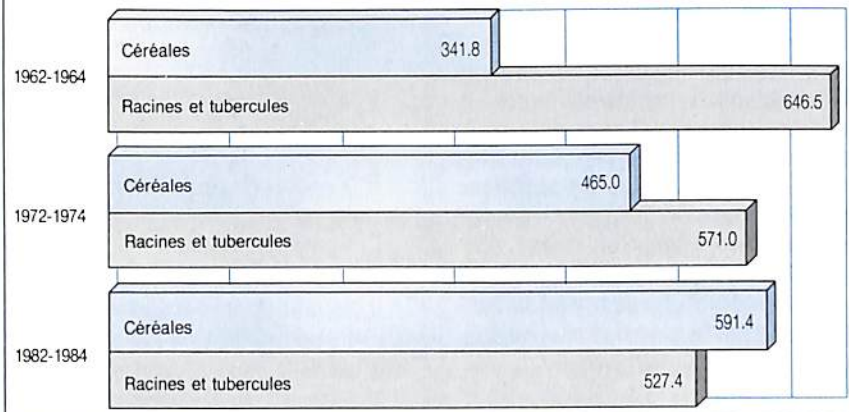
Dans le monde en développement, les racines et tubercules les plus populaires sont le manioc, l'igname, la patate et le taro. Tous sont des aliments très nutritifs qui contiennent beaucoup de glucides, de calcium et de vitamine C mais peu de protéines et de vitamine B. Ils poussent bien sous les tropiques et, même sur des sols secs et peu fertiles, ils ont en général un rendement supérieur à celui des céréales.

Malheureusement, racines et tubercules ont été négligés pendant des années. Les résultats des recherches qui ont été entreprises pour accroître leur rendement ou améliorer les possibilités de stockage ont rarement été appliqués. L'augmentation de la production a d'ordinaire été due à une expansion des superficies. Les racines et tubercules poussent bien avec peu d'intrants, mais les engrais accroissent beaucoup leur rendement: au Samoa-Occidental, l'application de grosses quantités d'engrais a fait passer la production de taro de 5,2 à 13,3 tonnes à l'hectare.

La FAO a récemment étudié le rôle des racines et tubercules dans les pays du Pacifique. Dans cette région, le taro est le tubercule le plus consommé. Racines et tubercules assurent 22 pour cent environ des disponibilités énergétiques et la production par habitant est de 293 kg par an.

Pourtant, la consommation par habitant est en baisse depuis le début des années 70. Les céréales sont devenues de plus en plus populaires, notamment en ville, et les

Recul de la consommation de racines et tubercules dans les pays en développement de l'Océanie
(calories par personne et par jour)



racines et tubercules, dont la préparation et la cuisson demandent souvent du temps, sont tombés plus ou moins en disgrâce. Les importations de céréales augmentent et coûtent de plus en plus cher aux pays du Pacifique: plus de 100 millions de dollars par an, soit à peu près 6 pour cent de leurs recettes d'exportation.

Depuis 1970, la consommation de racines et tubercules a diminué de 8 pour cent dans les îles du Pacifique et est ainsi tombée à 206 kg par habitant; durant la même période, la consommation de céréales s'est accrue de 40 pour cent, passant de 61 à 85 kg par habitant.

La santé des populations s'en est ressentie. Autrefois, l'économie de subsistance, assez prospère dans cette région, assurait de quoi manger à pratiquement tout le monde, même dans les zones les plus vulnérables. Aujourd'hui, la région du Pacifique est l'une des régions où l'incidence des maladies d'origine nutritionnelle est la plus forte: la malnutrition due à des carences en protéines et en calories, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète, les problèmes dentaires et l'anémie ferriprive sont très répandus, notamment en ville. L'incidence de ces maladies est directement liée à l'évolution du régime alimentaire qui est aujourd'hui à base de riz blanc, de farine blanche et de sucre blanc, alors qu'il était autrefois composé d'aliments frais, riches en fibres et en oligo-éléments.

Que peut-on faire? Dans son rapport, la

FAO avance un certain nombre de solutions. On pourrait notamment accroître la production de racines et tubercules dans la région et intégrer ces produits dans les programmes nutritionnels destinés aux citadins. L'augmentation de la production aurait des avantages économiques: il est possible d'exporter plus de racines et tubercules, et l'accroissement de la consommation locale permettrait d'importer moins de céréales. □

moins cher que beaucoup de produits d'alimentation animale). La Tunisie s'emploie aussi à réduire ses subventions sur le pain, mais lentement (environ 10 pour cent par an). Quant au Maroc, il a relevé le prix de la farine de blé en 1986.

Les pays forcés de réduire leurs subventions alimentaires se trouvent confrontés à un problème moral — quel degré de sous-alimentation peut-on tolérer au nom de l'équilibre des comptes? — et aussi à un problème politique: la hausse des prix alimentaires, notamment en ville, risque souvent de provoquer des émeutes, et l'histoire montre qu'elle a d'ailleurs été à l'origine de bien des révolutions.

La distribution des excédents en Asie

La production vivrière par habitant augmente en Asie, la plus peuplée des régions en développement. De 1972 à 1982, les disponibilités par habitant sont passées de 2 104 à 2 298 calories par jour. Au début des années 80, dans tous les pays asiatiques, la ration journalière était supérieure à 1 600 calories, seuil de la sous-alimentation dans la région. Depuis lors, plusieurs grands pays sont parvenus à l'autosuffisance céréalière. Il leur faut maintenant trouver la manière de faire profiter les masses pauvres de leur réussite.

Car la faim n'a pas disparu de l'Asie où beaucoup de pays subventionnent les produits alimentaires depuis des décennies. A Sri Lanka, par exemple, jusqu'à cinq membres par famille d'un revenu inférieur à 3 600 roupies par an (environ 125 dollars) reçoivent des tickets d'alimentation. En 1984, ce programme s'appliquait à près de la moitié de la population, soit environ 7 millions de personnes, et accroissait leur revenu effectif dans des proportions pouvant aller jusqu'à un tiers.

D'autres pays font porter leurs efforts sur l'alimentation complémentaire des groupes vulnérables ou sur les programmes «vivres contre travail». L'Inde, par exemple, fournit une alimentation d'appoint à 1,1 million d'enfants et de mères allaitantes et distribue chaque midi des repas à quelque 17 millions d'enfants. Ses programmes «vivres contre travail» ont assuré

La nutrition dans les années 80

Les statistiques concernant 102 pays en développement montrent que, de 1980 à 1984:

L'apport calorique par habitant a diminué dans 46 pays.

Il a augmenté de 0,5 pour cent par an ou plus dans un tiers seulement des pays.

L'écart entre les bien-nourris et les mal-nourris s'est creusé — c'est dans les pays où elle était déjà la plus élevée que la consommation par habitant a le plus augmenté alors que, dans les pays où elle était la plus faible, elle a beaucoup diminué.

C'est en Afrique et en Amérique latine que l'on trouve les plus mauvais résultats.

200 millions de jours/homme de travail par an et ont permis de distribuer quelque 200 000 tonnes de blé chaque année. Le Bangladesh, qui garantit des salaires en nature plus élevés, distribue 375 000 tonnes de céréales alimentaires par an pour payer 100 millions de jours/homme.

A mesure que leur production vivrière augmente, les pays asiatiques importent de moins en moins de produits alimentaires. Peu de ces pays ont été obligés de recourir à des mesures d'austérité pour équilibrer leur budget. A l'inverse, un certain nombre ont élargi leurs programmes de subventions alimentaires, à la fois pour améliorer l'accès des pauvres à la nourriture et pour écouler des excédents difficiles à exporter.

Mais il reste beaucoup de chemin à parcourir. Malgré les subventions alimentaires, 15 pour cent environ de la population asiatique — soit près de 300 millions d'habitants — n'ont toujours pas les moyens de s'acheter de quoi manger à leur faim. □

Les petits agriculteurs

Les ruraux du monde en développement constituent près de la moitié de la population de notre planète. Plus de 50 pour cent d'entre eux peuvent être considérés comme «pauvres» et un gros tiers (soit plus de 800 millions) vivent dans un état de pauvreté absolue. Depuis plus de 40 ans, la FAO se bat aux côtés de ses Etats Membres pour améliorer le sort de ces ruraux et notamment des plus pauvres d'entre eux, c'est-à-dire principalement des petits exploitants et des paysans sans terre.

En juillet 1979, la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) a solennellement proclamé leur droit à la terre, à l'eau et aux moyens de production, y compris le crédit, les services publics, l'enseignement et la formation. Elle a aussi insisté sur la nécessité de permettre aux agricultrices de participer pleinement au développement rural et, surtout, elle a souligné que les petits cultivateurs ont leur mot à dire dans toute décision engageant leur avenir.

Presque 10 ans après, la FAO appel-

le de nouveau l'attention de l'opinion mondiale sur le sort de ces déshérités en en faisant le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 1987.

Qui sont les petits agriculteurs?

Plus de la moitié des ruraux pauvres sont de petits agriculteurs. Ils assurent environ les quatre cinquièmes des approvisionnements alimentaires du tiers monde. Par petits agriculteurs, il faut entendre aussi bien les paysans totalement dépourvus de terre que les petits exploitants, propriétaires ou non, qui en cultivent juste assez pour subsister vaille que vaille.

Il n'est pas possible de circonscrire précisément cette catégorie en fonction, par exemple, de la taille des exploitations, car un lopin suffisant pour faire vivre relativement bien une famille dans les plaines intensément cultivées de l'Asie risque d'être dérisoire dans les parties les plus déshéritées des Andes. Le terrible sort de ces petits agriculteurs, qui tirent de la terre à peine de quoi nourrir et loger leurs familles, est partagé par les autres

ruraux pauvres qui vivent chichement de la pêche ou des forêts.

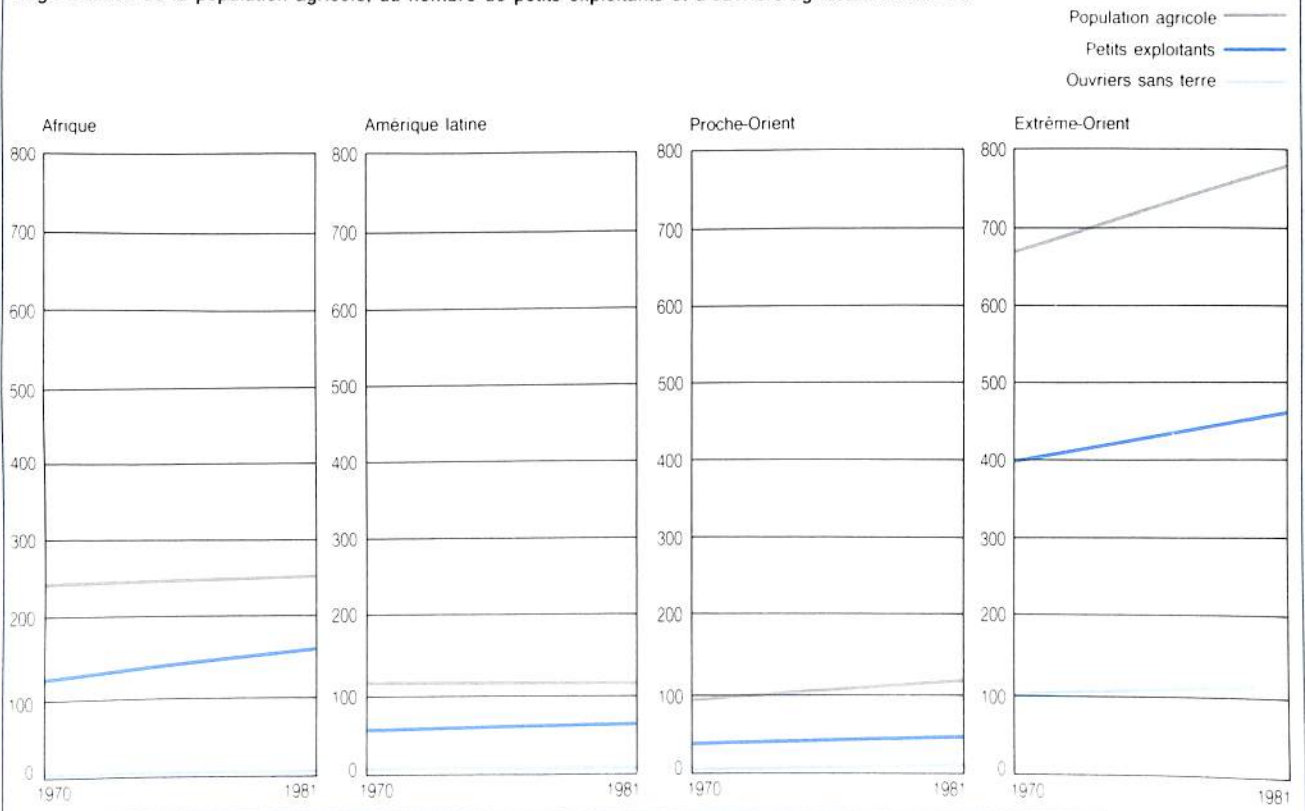
Les petits agriculteurs saisissent en général les occasions que leur offre leur environnement et ils gèrent raisonnablement leurs ressources. Ils sont tout prêts à adopter de nouvelles techniques pour produire et gagner plus, à condition qu'elles ne bouleversent pas leur vie et qu'elles présentent d'assez bonnes chances de succès et pas trop de risques.

Pendant des années, les programmes de développement ont été planifiés et exécutés sans évaluation réaliste des ressources productives ni des besoins et aspirations des petits agriculteurs et de leurs familles. Les projets ainsi formulés et l'assistance offerte ont souvent été rejetés par les agriculteurs qu'on a alors taxés de conservatisme ou d'ignorance sans chercher à comprendre leur comportement et les conditions dans lesquelles ils doivent travailler la terre.

Quels sont les principaux problèmes?

Le problème de la petite exploitation

Augmentation de la population agricole, du nombre de petits exploitants et d'ouvriers agricoles sans terre



est commun à toutes les régions en développement. Il est surtout dû au manque d'intrants en Afrique, à la pénurie de terres en Asie et au Proche-Orient, et au régime foncier dans une bonne part de l'Amérique latine.

Les difficultés des petits agriculteurs sont partout les mêmes. Les forces sociales, économiques et politiques leur sont contraires. Peu de petits agriculteurs ont un droit de regard sur la commercialisation et la distribution de leur production, ou sur les prix qu'ils reçoivent. Faute de pouvoir lutter à armes égales avec les gros exploitants, ils demeurent en général les parents pauvres du développement.

Leur situation est très précaire. La croissance démographique se solde par un morcellement des exploitations. Les services publics jugent plus facile de travailler avec les gros exploitants. Ces derniers peuvent ainsi améliorer encore leur sort et racheter les petites exploitations dont les propriétaires deviennent ainsi des paysans sans terre.

Dans le monde en développement, on trouve près d'un demi-milliard de paysans sans terre. Si l'on y ajoute les agriculteurs qui n'ont presque pas de terres, le chiffre dépasse les 900 millions.

Ce problème tire en grande partie son origine de la raréfaction des bonnes terres dans beaucoup de régions. Sur 18 pays étudiés récemment par la FAO, seuls le Brésil et le Mexique avaient plus d'un hectare de terre arable par agriculteur.

Sans terre, les ruraux pauvres sont sans pouvoir, à la merci des usuriers et souvent réduits à un quasi-esclavage par les agriculteurs les plus prospères. Beaucoup d'entre eux désertent les campagnes pour les bidonvilles.

Le rôle des femmes

Dans la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne, ce sont surtout les femmes qui travaillent la terre et, dans tout le reste du monde en développement, elles jouent un rôle essentiel dans les petites exploitations. Ce sont les femmes qui souffrent le plus du manque de terres. Elles possèdent rarement les champs qu'elles cultivent; leurs droits sont mal définis et précaires.

Elles ont moins de possibilités d'emploi, et leur travail est moins rétribué. Elles bénéficient moins que les hommes des programmes de distribution de terres, de colonisation ou d'emploi.

La pauvreté n'est pas la seule cause de la marginalisation des femmes rurales, mais c'est certainement celle à laquelle il est le plus urgent de remédier. Les politiques de développement rural mettent souvent davantage l'accent sur la production que sur l'équité; elles demandent aux agricultrices de contribuer à part égale à l'accroissement des rendements, sans leur garantir une part égale des bénéfices. La croissance dans l'équité — objectif proclamé de la FAO — exige que l'on garantisse aux agricultrices un meilleur accès à la terre et aux autres ressources et qu'on leur donne la possibilité de s'instruire et d'améliorer et d'exploiter leurs compétences.

La FAO encourage les rurales à s'organiser, ce qui leur permettra d'avoir voix au chapitre pour toute décision qui les intéresse directement. Ainsi cesseront-elles d'être les objets du développement pour en devenir les protagonistes.

Au Kenya, par exemple, un programme d'action communautaire en faveur des femmes rurales défavorisées a été lancé dans les zones arides et semi-arides en 1982. Dix-sept groupes pilotes ont été identifiés dans quatre districts sur la base de critères sociaux et géographiques: degré d'aridité, diversité ethnique, taille et répartition de la population.

Aujourd'hui, on compte 29 groupes qui élèvent du bétail, cultivent des potagers, vendent des produits artisanaux et construisent des centres communautaires. La formation occupe une place importante dans ce projet: il s'agit d'aider les femmes à faire connaître leurs besoins et de sensibiliser les responsables locaux à leurs problèmes.

On prévoit d'aider les femmes à créer des points de vente et à fixer les prix de leur production. Un gros effort est fait pour améliorer l'approvisionnement en eau, les routes, les soins de santé primaires, etc. L'expansion du projet se fondera sur deux études socio-économiques qui permettront de

mieux cerner les besoins des femmes et de mesurer leur succès.

Petits agriculteurs et sécurité alimentaire

Aujourd'hui, on reconnaît en général que c'est avant tout sur les petits agriculteurs que la plupart des pays en développement doivent s'appuyer pour accroître leur production vivrière. Cette idée est amplement corroborée par les statistiques. Si l'on tient compte de tous les facteurs — travail, capital et terre — la productivité des petits paysans népalais qui cultivent des contreforts érodés dépasse celle des «gros» exploitants des vallées irriguées et plus fertiles.

Les petits producteurs sont plus tentés d'accroître leur production vivrière s'ils travaillent en propre. Au Japon et en République de Corée, l'abolition du métayage et la distribution des terres à ceux qui les cultivent se sont soldées par un accroissement sans précédent de la productivité et de la production, et par une amélioration impressionnante de la distribution et du bien-être.

En Amérique latine, les petites exploitations couvrent moins du cinquième des terres cultivées, mais leur part dans la production est de 41 pour cent pour les cultures pérennes, de 53 pour cent pour les cultures annuelles et de 41 pour cent pour le café. Par rapport aux gros exploitants, ces petits agriculteurs utilisent plus de main-d'œuvre familiale à l'hectare de cultures; ils cultivent une plus forte proportion de leur terre; ils l'utilisent plus intensivement (doubles récoltes); et ils pratiquent des cultures de plus grande valeur et à plus grande intensité de travail.

En Afrique, le développement de la petite agriculture a été difficile, et les efforts nationaux et internationaux ont eu peu d'impact. Les régimes fonciers sont extrêmement divers et ils ont évolué en marge des mécanismes juridiques et administratifs officiels. La propriété et la jouissance des terres peuvent avoir un caractère communal, mais le ménage reste la base de l'unité agricole.

L'augmentation rapide de la population rurale s'est soldée par une forte dégradation de l'environnement. Beaucoup de petits agriculteurs afri-

cains ont dû émigrer en ville ou se rabattre sur des terres marginales. La méconnaissance de leur environnement a entravé les efforts visant à accroître la production vivrière. Les stratégies de modernisation de la petite agriculture ont en général échoué parce qu'elles n'étaient pas adaptées aux conditions locales ni aux capacités des paysans pauvres et qu'elles comportaient souvent beaucoup de risques.

Enfin, même là où l'urbanisation galopante s'est soldée par un accroissement de la demande alimentaire, les petits exploitants n'ont pas pu tirer parti de la hausse des prix qui en est résultée, faute de main-d'œuvre ou de techniques modernes.

Les petits agriculteurs occupent une grande place dans les programmes de la FAO en faveur de l'agriculture africaine. Le Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique, destiné à faciliter la relance après la sécheresse désastreuse du début des années 80, se compose d'un grand nombre de projets exécutés en coopération étroite avec les collectivités rurales: par exemple, la fourniture de matériel et d'une assistance technique aux petits paysans de Djibouti ayant tout perdu à cause de la sécheresse; ou encore la fourniture de petits lots d'insecticides aux villageois tanzaniens pour les aider à protéger leur maïs contre les ravageurs.

Le Programme d'action pour l'agriculture africaine, établi sur la base de l'étude *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*, s'inscrit dans une optique à plus long terme. Il indique les mesures à prendre pour protéger l'environnement et garantir ainsi l'avenir de la production. L'accent y est mis sur les besoins des agriculteurs, et notamment des petits agriculteurs qu'il faut aider dans quatre domaines fondamentaux, appelés les quatre «i» du développement: incitations afin qu'ils produisent des excédents commercialisables; intrants (semences, engrais, crédit, etc.); institutions pour le développement agricole; infrastructures de production, de distribution et de commercialisation. Comme le souligne le programme d'action, beaucoup de ces mesures ne pourront avoir d'impact durable que si les res-

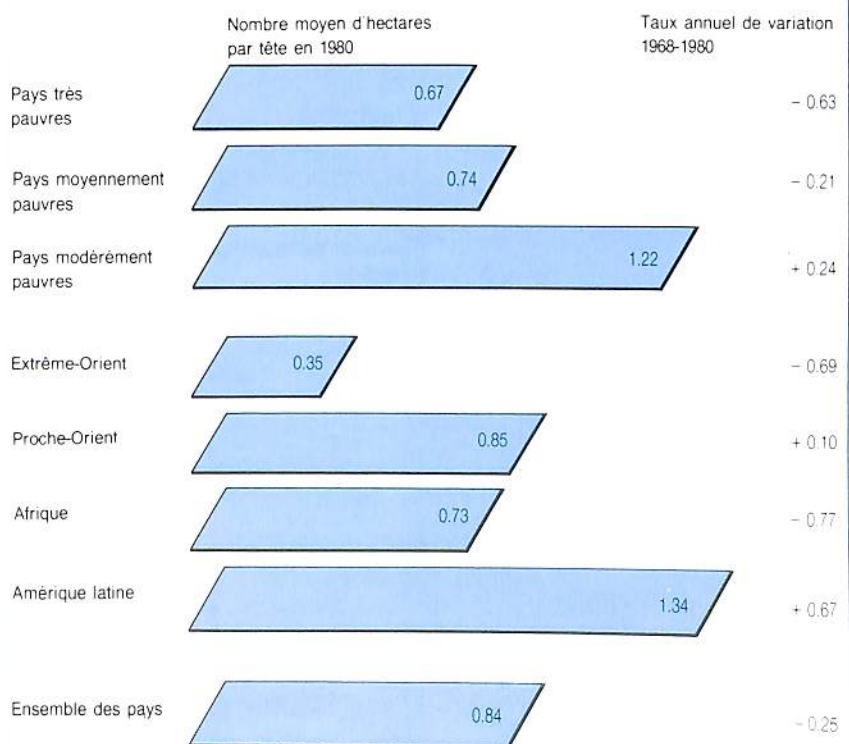
ponsabilités sont décentralisées au niveau des villages ou des exploitants.

Participation populaire

Depuis trois décennies, bon nombre des programmes de terrain de la FAO sont axés sur les petits cultivateurs pauvres, chroniquement endettés et en général sans pouvoir. Au Népal, le Programme de promotion des petits exploitants, qui, en 1975, ne concernait que deux groupes d'agriculteurs, en touche aujourd'hui environ 4 600, soit plus de 40 000 membres dans 14 zones. A la fin de 1990, il devrait couvrir les 75 districts du Népal. Il est également exécuté en Inde, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande.

Dans le cadre de ce programme, on forme de petits groupes homogènes, dont les membres bénéficient collectivement des intrants (semences, engrais, etc.) fournis par l'Etat. Ces groupes, qui élisent eux-mêmes leurs responsables et se réunissent au moins une fois par mois pour étudier les problèmes individuels et communs, sont la pierre angulaire du Programme.

Rapport entre les terres arables et les cultures permanentes et la population agricole, 1968-1980



On privilégie une méthode de planification de bas en haut: ce sont les membres des groupes qui établissent les plans de production en fonction de leurs besoins et priorités. Ils programment également leurs emprunts et sont solidairement responsables des crédits reçus, de leur bonne utilisation et de leur remboursement. Si un membre ne rembourse pas un prêt, sans pouvoir invoquer de motifs valables, c'est l'ensemble du groupe qui est privé de crédit.

En 1980, dans le même esprit, la FAO a mis sur pied le Programme de participation populaire (PPP). Ce programme multidonateurs intéresse désormais presque 500 groupes dans tout le tiers monde. On compte environ 7 000 membres et 33 000 bénéficiaires indirects.

Les projets du PPP sont en général de petites dimensions. Ils sont exécutés par des ressortissants du pays concerné et sont installés dans des zones rurales isolées. Un projet aide en moyenne plus de 700 ménages de petits agriculteurs, dont environ 35 pour cent ont une femme à leur tête. Le crédit est fourni aux groupes en tant que tels et on encourage l'épargne collective afin de promouvoir l'auto-dépendance.

Développement des systèmes agricoles

La FAO applique une approche pragmatique et scientifique pour cerner les problèmes des petits agriculteurs et

leur trouver une solution. Dans le cadre de son programme de développement des systèmes agricoles, elle étudie les besoins, motivations, capacités, risques et ressources des petits exploitants.

Elle tient compte des facteurs internes — ressources disponibles et leur utilisation (production, vente, autoconsommation) — et des facteurs externes — environnement naturel, culturel et institutionnel.

Le but du programme est que les agriculteurs reçoivent en temps utile, en quantité raisonnable et à un prix abordable les intrants qu'ils auront eux-mêmes réclamés aux services officiels. Les vulgarisateurs ont besoin d'une formation pour planifier des systèmes agricoles améliorés avec la pleine participation des familles d'agriculteurs.

Il faut aider les organismes ruraux et les groupements traditionnels d'agriculteurs à s'adapter, au fur et à mesure que les petits exploitants auront accès à de nouvelles technologies. Enfin, il faut réorienter le crédit en faveur des petits exploitants qui ont peu de moyens, pas de titre sur la terre et donc pas de garantie à offrir.

Plus de la moitié des ressources du programme de développement des systèmes agricoles seront consacrées à l'Afrique, où l'on encouragera en outre la CTPD (activités de formation notamment).

Le FARMAP, système informatisé de traitement, de stockage et d'extrac-

tion des données sur les exploitations agricoles, est d'un grand secours pour mener à bien ce programme. Conçu pour être utilisé sur des micro-ordinateurs, ainsi que sur des ordinateurs de plus grande capacité, il aidera les organismes de recherche et les institutions de développement à tirer le meilleur parti des données disponibles.

Agriculture itinérante

Plus de 250 millions de ruraux pratiquent la culture itinérante, et le domaine forestier rétrécit rapidement. Depuis plus de 10 ans, le Programme de la FAO sur la forêt au service des collectivités locales aide les ruraux à faire pousser des arbres et à mieux utiliser les ressources forestières.

Au départ, ce programme était axé essentiellement sur la production de bois de feu, de fourrage et d'aliments. Aujourd'hui, on insiste de plus en plus sur le rôle des forêts dans la création d'emplois et de revenus propres à permettre à la population de dépasser le stade de l'économie de subsistance. Le Programme embrasse désormais tous les aspects du développement rural et permet de promouvoir des pratiques saines d'aménagement des forêts et d'agriculture.

Pêche artisanale

Les artisans pêcheurs assurent le quart des captures mondiales et produisent presque la moitié du poisson consommé directement par l'homme.

En 1984, la Conférence mondiale de

Journées de terrain organisées pour les agriculteurs dans les centres de démonstration d'engrais

Région	1984		1985		1986	
	Nombre	Participants	Nombre	Participants	Nombre	Participants
Afrique	7 750	156 000	13 250	297 000	11 010	248 000
Asie	7 425	162 000	13 360	283 000	5 720	120 000
Amérique latine	155	6 000	180	7 000	32	2 000
Total	15 330	324 000	26 790	587 000	16 762	370 000

la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches a défini les mesures à prendre pour améliorer le sort de ces artisans pêcheurs ainsi que des petits pisciculteurs.

Les organes régionaux et sous-régionaux des pêches mis en place par la FAO apportent une aide et donnent des avis aux responsables nationaux. Des projets sont présentés aux donateurs et aux organismes de prêt, et la FAO contribue à la formation des planificateurs et des vulgarisateurs qui, à leur tour, forment les travailleurs du secteur des pêches.

Des centres de pêche ont été créés avec l'appui de la FAO dans plusieurs pays; ils ont construit des débarcadères, des installations de transformation du poisson, des fabriques de glace, des ateliers et des dépôts. La création d'associations est encouragée en vue de renforcer les capacités locales et d'améliorer les méthodes de transformation et de commercialisation.

Des privations parfaitement évitables

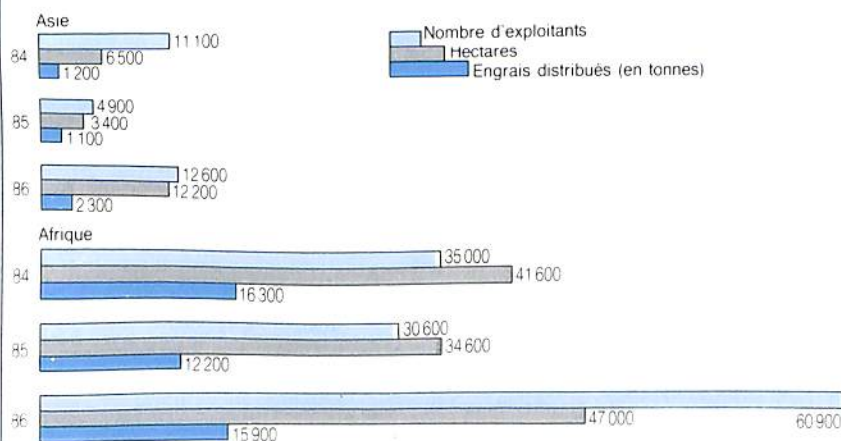
Les ruraux pauvres sont toujours les plus durement touchés, qu'il s'agisse de la pollution de l'eau, de l'épuisement des sols, de la faim, de la malnutrition ou de la mortalité infantile. Ils ont une espérance de vie presque deux fois plus courte que les habitants des pays riches ou que les habitants les plus aisés de leur pays.

Pour la FAO, la pauvreté rurale est un scandale, non seulement parce que les privations qu'elle entraîne ne sont

pas une fatalité, mais aussi parce qu'elle coexiste avec l'abondance. L'accès à l'irrigation, aux machines agricoles, aux semences, aux engrais, au crédit et aux marchés n'est pas uniquement un problème d'économie locale; il dépend aussi de la volonté des couches sociales les plus prospères d'aider leurs frères moins fortunés à améliorer leur niveau de vie.

La FAO appelle une nouvelle fois l'attention sur les petits producteurs de vivres — agriculteurs, pêcheurs ou forestiers —, non seulement pour des raisons morales — l'obligation d'aider les plus démunis —, mais aussi parce qu'elle est consciente que, bien épaulés, ils pourraient accroître la sécurité alimentaire et contribuer grandement à la réalisation d'un objectif qui se dérobe sans cesse: de la nourriture pour tous. □

Programmes pilotes de distribution d'engrais et de crédit pour les petits exploitants



Journée mondiale de l'alimentation 1986

La Journée mondiale de l'alimentation, célébrée pour la première fois par le Directeur général de la FAO le 16 octobre 1981, a été instituée pour sensibiliser l'opinion au problème de la faim et de la pauvreté et pour stimuler l'action à long terme nécessaire pour le surmonter. En 1986, la Journée mondiale de l'alimentation a été consacrée à une catégorie importante mais particulièrement déshéritée de producteurs alimentaires: les artisans pêcheurs.

Une centaine de millions d'habitants du monde en développement vivent directement de la pêche artisanale. Bien qu'ils assurent plus du quart des captures mondiales, ils sont parmi les plus pauvres des ruraux pauvres. La plupart vivent dans des villages isolés pratiquement dépourvus de tout. Ils manquent de matériel moderne de pêche, n'ont pas d'argent à investir et sont souvent oubliés par les programmes de développement.

En décidant de consacrer la sixième Journée mondiale de l'alimentation aux artisans pêcheurs, la FAO a voulu montrer l'importance de leur contribution à l'alimentation et à la nutrition et mobiliser les énergies pour améliorer leur productivité et leurs conditions de vie.

Dans le monde entier, gouvernements, ONG, écoles et associations ont répondu à l'appel de la FAO. Au Mexique, le gouvernement a promulgué le 16 octobre un décret visant à promouvoir l'aquaculture et, au Pakistan, la FAO a aidé à préparer un projet de développement de la petite pisciculture dans des zones rurales totalement déshéritées. A Sri Lanka, plus de 50 000 personnes ont pris part à une manifestation au cours de laquelle on a présenté un bateau de pêche très économe en énergie, conçu avec l'assistance de la FAO. En Guinée-Bissau, les autorités ont remis des moteurs hors-bord aux pêcheurs les plus méritants.

Au siège de la FAO, à Rome, les membres du corps diplomatique, différents invités de marque et le personnel de la FAO ont



Célébration de la Journée mondiale de l'alimentation dans un village de pêcheurs au Mexique.

participé à une cérémonie internationale. Des discours ont été prononcés par Mme Vigdís Finnbogadóttir, Président de la République d'Islande, par M. F.M. Pandolfi, Ministre italien de l'agriculture, par M. Chedli Klibi, Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, et par le Directeur général.

Mme Finnbogadóttir a souligné que les pêcheurs pourraient être «le fer de lance de la guerre à la pauvreté et au dénuement dans le tiers monde», et elle a félicité la FAO d'appuyer le développement de la pêche dans le tiers monde.

Dans son discours, le Directeur général a demandé que l'on fasse le maximum pour améliorer les conditions de vie des «moissonneurs de la mer» et il a insisté sur le rôle de premier plan joué par la FAO. La Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches qu'elle a organisée en 1984 a fait ressortir l'importance de la pêche artisanale.

En 1986, plusieurs autres problèmes ont été abordés à l'occasion de la JMA: nutrition, hygiène et santé des enfants, pratiques agricoles, méthodes améliorées de récolte, de stockage et de transformation des aliments, moyens de mieux utiliser les produits locaux.

Au Pérou, 6 millions d'écoliers ont participé à un concours de rédaction sur le rôle des aliments indigènes dans la nutrition. Au Libéria, le gouvernement a demandé aux fonctionnaires de se lancer dans le jardi-

nage. Au Samoa, la Journée mondiale de l'alimentation a été proclamée «Samoa Day»; les habitants ont été invités à porter le costume traditionnel et à manger des produits locaux au lieu d'aliments importés. Pour garantir la participation des masses, la République centrafricaine a associé la Journée mondiale de l'alimentation à la fête nationale de la récolte et la République arabe syrienne aux fêtes des pommes, du raisin, des olives et des agrumes.

Dans beaucoup de pays développés, la Journée mondiale de l'alimentation a été marquée par des séminaires et tables rondes sur le problème de la faim. M. Garrett Fitzgerald, Premier Ministre irlandais, a participé avec M. Geldof, organisateur de Band Aid, à un séminaire organisé à Dublin par le Conseil irlandais de la campagne contre la faim. A Genève, des ONG ont organisé un débat sur l'alimentation, le développement et la paix, auquel ont participé le corps diplomatique, le personnel des organismes du système des Nations Unies et de simples particuliers. □

L'action de la FAO en 1986

Vue d'ensemble

La FAO est, dans le système des Nations Unies, l'organisation chargée de tout ce qui touche à l'alimentation et à l'agriculture. Outre qu'elle fournit des secours d'urgence, elle sert de centre d'information, de conseiller des gouvernements, d'organisme de développement et de forum international. En 1986, elle s'est attachée, dans tous ces domaines, à répondre aux besoins les plus urgents, à savoir aider le monde en développement à accroître sa production vivrière et à renforcer sa sécurité alimentaire et faciliter la relance de l'agriculture en Afrique.

Urgences et relance

Campagne contre les criquets et les sauteriaux en Afrique — Projets de relance de l'agriculture dans 25 pays africains — Cinquante-sept opérations d'urgence dans le monde entier.

Information

Renforcement du Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO — Développement de la cartographie assistée par ordinateur — Etude du paysannat sans terre, de l'urbanisation et des bassins versants de la région Asie et Pacifique.

Conseils aux gouvernements

Coordination centrale du Plan d'action forestier tropical — Elaboration du Programme d'action pour l'agriculture africaine — Proposition de normes concernant la contamination radioactive des aliments — Etude des politiques de prix agricoles — Lignes d'orientation pour lutter contre la pollution des mers.

Aide au développement

Priorité aux cultures vivrières traditionnelles et aux techniques propres à améliorer les rendements — Conservation des ressources phylogénétiques et zoogénétiques — Action consécutive à l'adoption du code des pesticides — Programmes de crédit pour les petits exploitants — Formation d'artisans villageois — Restauration des prairies sous-marines — Développement des petites entreprises forestières.

Forum international

Cinq conférences régionales — Multiples réunions intergouvernementales sur des questions telles que le commerce mondial du poisson, les normes de qualité des aliments ou le développement de l'irrigation en Afrique.

Des priorités déterminées par la crise du tiers monde

La FAO a commencé l'exercice 1986-1987 avec un programme de travail de 437 millions de dollars et trois grandes priorités: faire augmenter la production vivrière et promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays en développement, et aider l'Afrique à repartir du bon pied.

C'est la crise du tiers monde qui a déterminé ces priorités. En Afrique, les pénuries alimentaires avaient perdu de leur acuité, mais l'agriculture demeurait très affaiblie et la famine persistait dans certains endroits. Dans beaucoup de pays en développement, la récession économique enfonçait de plus en plus les ruraux dans leur pauvreté. Malgré des récoltes records de céréales en 1985, il restait près d'un demi-milliard de sous-alimentés. Ce paradoxe a conduit la Conférence de la FAO à adopter en 1985 un pacte mondial de sécurité alimentaire qui proclame le droit de chacun de manger à sa faim. Il restait à se battre pour faire triompher ce droit.

Tout au long de l'année, l'Afrique est restée au centre des préoccupations. En janvier, la FAO a lancé un programme accéléré d'approvisionnement du Sahel et d'autres régions en intrants agricoles. Le Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique (PRAA) a contribué à acheminer au total 170 millions de dollars à 25 pays. La FAO a par ailleurs participé à la préparation d'une campagne panafricaine d'éradication de la peste bovine.

Il était impératif que les mesures de relance soient suivies d'un effort soutenu de développement à plus long terme. Dès le début de 1984, le Directeur général avait demandé à ce sujet que l'Assemblée générale des Nations Unies se réunisse en session extraordinaire. Cette session extraordinaire a finalement eu lieu en mai 1986. A cette occasion, l'Assemblée générale a approuvé le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Ce programme avait d'importantes conséquences pour la FAO puisque la priorité des priorités y était donnée à l'alimentation et à l'agriculture.

La réaction de la FAO n'a pas tardé. En septembre, le Directeur général présentait à la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique une étude approfondie des problèmes alimentaires et agricoles de la région. Cette étude, intitulée *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*, a servi à élaborer le Programme d'action pour l'agriculture africaine, où sont exposées les politiques et mesures techniques propres à accroître la production. Ce plan, adopté par la Conférence régionale, sert de cadre à l'action de la FAO.

Au moment même où les ministres africains de l'agriculture approuvaient le programme de la FAO, une nouvelle menace prenait des proportions de plus en plus inquiétantes: celle des criquets et des sauteriaux. La FAO a sans tarder appelé à la mobilisation générale pour sauver les récoltes céréalières de l'Afrique. Elle a suivi en permanence les infestations afin d'informer les donateurs de l'évolution de la menace et elle a coordonné une campagne panafricaine d'un coût de 50 millions de dollars qui a contribué à sauver, par exemple, plus de 90 pour cent des récoltes du Sahel.

La menace des criquets et sauteriaux a montré l'urgence d'améliorer encore le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) qui permet à la FAO de suivre en permanence l'évolution des disponibilités vivrières et de donner l'alarme chaque fois que la sécurité alimentaire est en péril. En 1986, l'effort s'est intensifié, qu'il s'agisse de la collecte de données sur le terrain ou de l'exploitation des prévisions agrométéorologiques et des informations transmises par satellite. La FAO a par ailleurs lancé une vingtaine de projets visant à installer en Afrique des systèmes d'alerte rapide, et elle a aidé des pays de trois régions en développement à élaborer des politiques de sécurité alimentaire et des plans nationaux propres à leur permettre de faire face à de futures crises.

Toujours par souci de la sécurité alimentaire, la FAO a décidé en 1986 de se doter d'un système informatisé de surveillance de l'environnement — ARTEMIS — qui, à partir d'images transmises par satellite, permettra de

L'année en bref

JANV
1986

Face à la famine qui menace le Soudan, le Directeur général lance un appel pour mobiliser une aide internationale de plusieurs millions de dollars — La FAO élabore un programme de relance accélérée de l'agriculture au Sahel, qui porte sur la production de semences et de vaccins, sur la lutte contre les ravageurs et sur le renforcement des systèmes locaux d'alerte rapide.

FÉVR
1986

Le Directeur général invite l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest à coopérer pour combattre les effets des pluies acides sur les forêts — Le Directeur général exhorte les pays africains à rompre radicalement avec le passé afin de conjurer le risque de nouvelles crises alimentaires.

MARS
1986

La FAO estime que l'Afrique a besoin de 8,5 millions de tonnes d'importations céréalières pour nourrir ses affamés — La 18^e Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient se réunit en Turquie — Le Groupe intergouvernemental de la FAO sur le riz prend note des perspectives peu brillantes du marché — La FAO exhorte les donateurs à financer des opérations triangulaires en Afrique afin de permettre l'acheminement des vivres, des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

AVR
1986

La FAO exhorte la communauté internationale à agir pour sauver les cultures vivrières de l'Afrique occidentale, menacées par une infestation imminente de sauteriaux — La FAO prévoit que les stocks céréaliers atteindront le niveau sans précédent de 377 millions de tonnes — Le Comité FAO de la sécurité alimentaire mondiale se réunit — Le Plan d'action forestier tropical est adopté par le Comité FAO des forêts — La 15^e Conférence régionale de la FAO pour l'Europe se réunit en Turquie — A la suite de la catastrophe de Tchernobyl, un nuage radioactif se répand sur l'Europe et l'Asie.

détecter rapidement les risques de sécheresse, de mauvaises récoltes ou d'infestations acridiennes.

ARTEMIS est un exemple, parmi beaucoup d'autres, des techniques modernes d'information adoptées par la FAO. Dans ce domaine, l'un des principaux objectifs de 1986 a été de regrouper informations et statistiques agricoles dans une seule et même base de données — AGROSTAT — désormais opérationnelle. Autre innovation: la réalisation d'études pilotes à l'aide d'un système informatisé d'information géographique (SIG) qui s'appuie sur des inventaires détaillés des ressources physiques de notre planète. En 1986, le SIG a servi à établir une carte du potentiel d'irrigation de l'Afrique, qui sera très utile pour développer l'agriculture irriguée dans cette région.

Pour promouvoir la production vivrière et la sécurité alimentaire dans les pays en développement, il faut savoir gérer au mieux des ressources limitées. La FAO n'a pas hésité à innover dans ce domaine. Les programmes relatifs à la mise en valeur des terres et des eaux, aux cultures et à l'élevage ont coûté 25 millions de dollars au budget ordinaire en 1986 mais, par effet de catalyse, ils ont permis de mobiliser plus de six fois cette somme auprès des donateurs pour financer des projets de terrain. Le programme de développement rural a permis de mobiliser 50 millions de dollars de fonds extrabudgétaires. Au total, quelque 315 millions de dollars ont été engagés en faveur du programme de terrain de la FAO durant l'année.

Suite aux recommandations de son Comité de l'agriculture, la FAO a fait un effort accru en faveur des cultures vivrières traditionnelles sous-exploitées — principalement racines, tubercules et plantains — qui jouent un grand rôle dans la sécurité alimentaire des villageois. Le Comité de l'agriculture a aussi jugé prioritaire d'améliorer les techniques traditionnelles de transformation des produits alimentaires et agricoles: en 1986, plus de 40 projets étaient, soit en cours, soit déjà achevés. La FAO, qui se préoccupe depuis longtemps des dangers liés à l'emploi des pesticides, a redoublé d'efforts dans ce domaine en 1986.

Après l'adoption par la Conférence de la FAO, en 1985, du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, la FAO a commencé à étudier les règlements en vigueur, à former des agents phytosanitaires et à tester des «pictogrammes agrochimiques» pour l'étiquetage de pesticides destinés à des paysans souvent analphabètes.

L'Organisation s'est intéressée de plus près que jamais aux politiques de prix agricoles. En 1985, elle avait déjà consacré à cette question une étude où elle soulignait combien il est capital que les prix à la production soient rémunérateurs pour que la production vivrière augmente. En 1986, elle a patronné des ateliers sur les politiques de prix en Afrique du Nord et dans la région Asie et Pacifique, et elle a aidé directement plusieurs pays à arrêter leurs politiques. Dans le même temps, elle a commencé à travailler avec cinq pays asiatiques à une nouvelle approche de la commercialisation agricole, plus axée sur la concurrence.

La FAO a par ailleurs mené à bien un grand programme régional qui a permis de former aux techniques de planification plus de 1 800 agents agricoles de la région Amérique latine et Caraïbes. Ce programme se poursuivra en 1987, grâce à des fonds fournis par l'Italie.

Des efforts accrus ont été faits en 1986 pour prévenir la dégradation des ressources naturelles — terres et eaux — dont dépend l'avenir de l'agriculture. Comme suite à une étude des bassins versants de la région Asie et Pacifique, un programme d'un coût de 13 millions de dollars a été proposé pour cette région. La FAO a continué à aider les pays du Sahel à combattre la désertification; un projet exécuté au Niger a notamment permis de planter plus d'un million d'arbres sur des terres agricoles dégradées.

Dans le secteur forestier, l'événement qui a eu le plus d'influence en 1986 a été l'adoption du Plan d'action forestier tropical (PAFT) par le Comité FAO des forêts. Le PAFT, qui vise à mettre un terme à la destruction des forêts tropicales, offre un cadre à l'action internationale. La FAO est chargée d'en assurer la coordination centrale. Elle s'emploie à promouvoir des

MAI
1986

La catastrophe de Tchernobyl perturbe le commerce des produits alimentaires — La FAO réunit pays africains et pays donateurs pour mobiliser l'aide nécessaire à la lutte contre les sauteriaux au Sahel — Le Conseil d'administration de l'AGFUND se réunit au siège de la FAO — La FAO prévoit une production de blé et de céréales secondaires de 1 350 millions de tonnes en 1986 — Le Groupe intergouvernemental de la FAO sur la banane se réunit.

JUIN
1986

Campagne contre les sauteriaux au Sahel — La FAO signale des infestations de criquets de plus en plus graves en Afrique — Le Directeur général plaide pour une amélioration des termes de l'échange des pays en développement — Les terres agricoles du Botswana sont attaquées par des essaims de criquets bruns — Les pays exportateurs de thé se réunissent au siège de la FAO.

JUILL
1986

Le Directeur général indique à l'ECOSOC que l'on s'attend à une diminution de la consommation alimentaire dans la moitié des pays les plus pauvres, alors que les stocks mondiaux de céréales atteindront des niveaux records — Une deuxième réunion de donateurs est organisée au siège de la FAO afin de mobiliser des fonds pour la campagne antiacridienne en Afrique — La 18^e Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique se réunit à Rome.

AOÛT
1986

La 19^e Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes se réunit à la Barbade — La FAO met en place un centre d'intervention antiacridienne d'urgence afin de diriger la campagne contre les criquets et les sauteriaux en Afrique — L'épandage aérien de pesticides sur un million d'hectares commence dans six pays d'Afrique occidentale.

stratégies et plans nationaux et régionaux conformes aux recommandations qu'il contient. Elle accorde par ailleurs de plus en plus d'importance au développement des petites entreprises forestières, sources de revenus et d'emplois pour les ruraux pauvres.

La FAO a redoublé d'efforts en 1986 pour promouvoir de nouvelles sources d'énergie bien adaptées aux besoins des petites industries rurales. Elle a appuyé des projets de pompes éoliennes, de séchoirs solaires et de gazogènes utilisant la balle de riz, et elle a apporté une aide à Madagascar pour son programme national de développement du biogaz.

Dans le secteur des pêches, l'action de la FAO a essentiellement été guidée par la stratégie en cinq points adoptée en 1984 par la Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches. La FAO a fait un effort accru pour promouvoir l'aquaculture et elle a notamment appuyé un programme régional dans les pays insulaires du Pacifique Sud. Elle a été de plus en plus sollicitée, qu'il s'agisse de fournir des renseignements sur les pêches ou d'aider les pays en développement à évaluer leurs ressources halieutiques.

Les conférences régionales de la FAO sont pour les gouvernements l'occasion de faire le point de la situation agricole et de voir dans quels nouveaux domaines l'Organisation pourrait fournir son aide. La Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes a ainsi demandé à la FAO d'étudier l'agriculture de la région et d'établir un plan pour son développement à long terme. La Conférence régionale pour le Proche-Orient a souhaité une collaboration plus étroite avec la FAO dans différents domaines — production céréalière, planification agricole, programmes en faveur des femmes — tandis que des délégués à la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique ont sollicité une aide pour le renforcement de la sécurité alimentaire. Ces recommandations, ainsi que d'autres, influenceront sur beaucoup des activités futures de la FAO.

A la fin de l'année, comme beaucoup d'autres organismes du système des Nations Unies, la FAO a commencé à éprouver de graves difficultés

financières qui compromettent l'exécution de son programme de travail 1986-1987. Ces difficultés sont dues à la forte baisse du dollar, qui sert à calculer le budget de l'Organisation, aux textes législatifs qui ont été votés aux Etats-Unis et qui ont eu pour conséquence de réduire les versements de ce pays, et aux retards de paiement de plusieurs Etats Membres frappés par la récession économique. Ces facteurs ainsi que la baisse des taux d'intérêt — qui a réduit le rendement des placements — se sont soldés par un déficit de l'ordre de 92 millions de dollars en décembre 1986.

En novembre 1986, pour éviter une crise de trésorerie, le Directeur général a proposé de faire 16,4 millions de dollars d'économies, notamment en gelant des postes vacants et en annulant nombre de publications et de réunions. Ces économies, approuvées par le Conseil de la FAO en novembre 1986, devraient aider l'Organisation à atteindre la fin de l'exercice. Le Directeur général n'en reste pas moins inquiet: «Rien, pour le moment, ne m'indique que la situation sera meilleure lors de l'exercice suivant... Notre Organisation est à l'image de l'agriculture dont elle s'occupe: elle a besoin de temps et de continuité. Il lui est difficile de travailler si elle doit constamment faire face à l'insécurité de son budget, à l'incertitude de ses programmes... Ce qu'il faut, c'est une bonne solidité financière.» □

SEPT
1986

La 14^e Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, réunie en Côte d'Ivoire, adopte le Programme d'action du Directeur général pour l'agriculture africaine — Dans une étude, la FAO annonce que, pour la pâte et le papier, la demande sera dynamique et les marchés en expansion durant la période 1986-1996.

OCT
1986

Le Sous-Comité FAO du commerce du poisson se réunit à Rome — La Journée mondiale de l'alimentation est célébrée dans plus de 150 pays — La FAO prévoit que la production de céréales sera en légère baisse en 1986 mais que les excédents exportables et les stocks atteindront des niveaux records — La FAO annonce que la campagne contre les criquets et les sauteriaux en Afrique a donné des résultats substantiels.

NOV
1986

La FAO annonce que les perspectives sont médiocres pour le commerce des produits tropicaux et signale que la malnutrition s'aggravera si l'on ne met pas un frein au protectionnisme — Le Directeur général propose des ajustements de programme afin de faire face à de graves problèmes financiers — Le Conseil de la FAO approuve 16,5 millions de dollars d'économies.

DÉC
1986

La FAO annonce que, grâce à des récoltes plus abondantes que prévu en URSS, la production mondiale de céréales pourrait battre tous ses records en 1986 — Toutefois, les échanges de céréales devraient tomber à leur plus bas niveau depuis huit ans — Tirant les leçons de Tchernobyl, la FAO établit des recommandations concernant la contamination radioactive des denrées alimentaires — La FAO appelle l'attention sur la menace des sauteriaux et des criquets en Afrique en 1987.

Les insectes battent en retraite

En 1986, la FAO a livré bataille aux plus vieux ennemis de l'agriculture — et elle a gagné. L'ennemi — les criquets et les sauteriaux — menaçait d'anéantir les cultures de céréales, de la Mauritanie à la Tanzanie. Jamais depuis un demi-siècle ils n'avaient été aussi menaçants. L'Afrique, à peine sortie de la sécheresse, allait-elle replonger dans une crise alimentaire?

Alertée à la fin de 1985 par la recrudescence des sauteriaux au Mali, la FAO a déjà arrêté sa stratégie. Elle est prête à contrer l'offensive prévue pour la saison des pluies en 1986. Les satellites et les informations que lui communiquent ses agents sur le terrain lui permettent de tenir sous haute surveillance les aires de reproduction des sauteriaux et criquets. En mai, le Directeur général de la FAO mobilise la communauté internationale pour relever le premier défi: l'éclosion imminente de millions de sauteriaux dans le Sahel occidental.

Les donateurs répondent à son appel avec générosité. Dans les mois qui

suivent, 32 millions de dollars de pesticides et de matériel sont livrés aux agriculteurs et aux services phytosanitaires de neuf pays. Des attaques coordonnées dans les aires de reproduction taillent en pièce l'armée des sauteriaux et sauvent des milliers d'hectares de sorgho et de mil.

Pendant ce temps, une nouvelle menace apparaît en Afrique orientale et australe. On signale des essaims de criquets en Tanzanie, au Soudan, au Kenya, en Ethiopie. Au Botswana, la situation est déjà critique. Les criquets pèlerins se font de plus en plus menaçants sur les bords de la mer Rouge. A moins d'une contre-offensive immédiate, toute l'Afrique subsaharienne risque d'être submergée. En juin, la FAO se concerte avec les organismes régionaux de lutte antiacridienne pour établir un plan de bataille. Il faut 8 millions de dollars de pesticides, de matériel et de services aériens. En juillet, ce plan reçoit l'appui des donateurs, de nouveau réunis par la FAO.

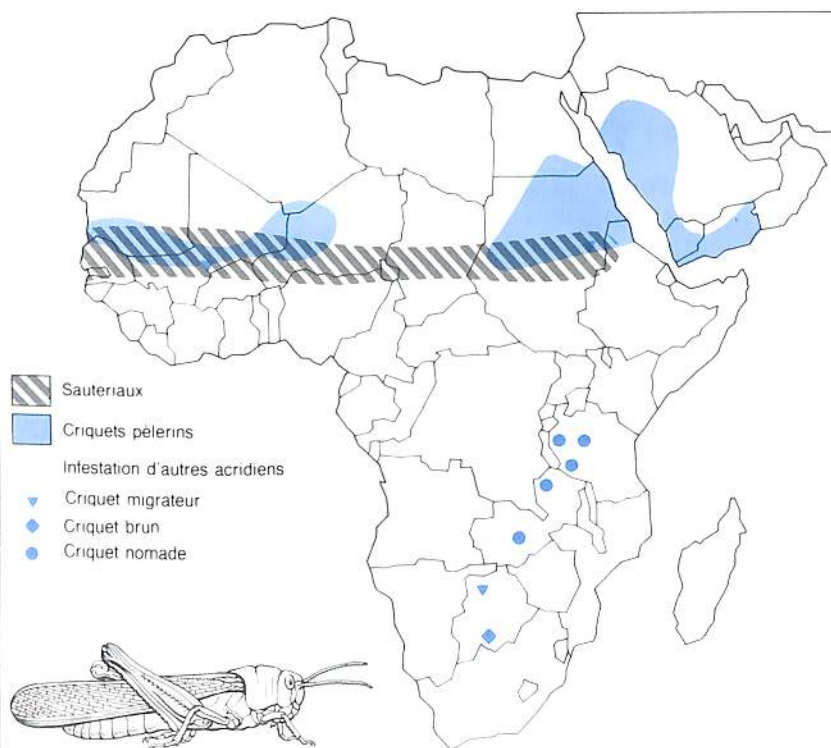
Peu après, la FAO installe à Rome

un Centre d'intervention antiacridienne d'urgence pour diriger ce qui deviendra, à la fin de l'année, une campagne panafricaine de 50 millions de dollars. Elle envoie en Afrique des experts pour épauler les autorités et aide à mettre en place des comités qui coordonneront l'action des services locaux et des donateurs dans les pays les plus directement menacés. La FAO finance directement 18 projets et en exécute 21 autres pour le compte des donateurs: missions d'épandage, formation du personnel local, aide aux organismes nationaux et régionaux.

Plus de 40 donateurs — pays développés, pays en développement, organismes des Nations Unies, ONG — participent à la lutte dans 13 pays. Neuf hélicoptères, 31 avions, des milliers d'agents de terrain et un nombre incalculable d'agriculteurs sont mobilisés pour traquer et détruire les essaims de criquets en Afrique orientale et australe et pour combattre de nouvelles infestations de sauteriaux en Afrique occidentale. Dans le seul Sahel, les unités terrestres et aériennes épandent des pesticides sur quelque 3 millions d'hectares, sauvant ainsi plus de 90 pour cent des récoltes, soit 200 000 tonnes de nourriture. En Afrique orientale, les opérations d'épandage et des précipitations éparses permettent d'enrayer la menace du criquet nomade et du criquet migrateur.

En décembre 1986, la bataille semble gagnée. Mais la guerre continue. En 1987, le Centre d'intervention antiacridienne d'urgence annonce que les criquets pèlerins recommencent à se reproduire sur les bords de la mer Rouge, menaçant les terres agricoles de l'Afrique et du Proche-Orient. □

Extension maximale des invasions de criquets et sauteriaux en 1986



La relance dans 25 pays africains

L'Afrique se remet rapidement de la sécheresse et de la famine qui l'ont si durement éprouvée de 1983 à 1985. Le retour des pluies y est évidemment pour beaucoup, mais les récoltes records de 1986 sont dues aussi pour une part à l'action de la FAO qui a tout mis en œuvre pour relancer l'agriculture, l'élevage et les pêches. Son Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique (PRAA) a contribué à acheminer quelque 175 millions de dollars à 25 pays africains. Il a aidé à l'approvisionnement des agriculteurs en semences et en engrais, à la remise en état des systèmes d'irrigation et à la reconstitution des troupeaux.

Le PRAA a été conçu en 1984, à un moment où la crise battait son plein en Ethiopie. Le Directeur général de la FAO charge alors 20 équipes de spécialistes d'établir des projets de relance, en consultation avec les représentants de la FAO et avec les gouvernements des pays victimes de la sécheresse. Il lance les premiers projets en utilisant 15 millions de dollars d'économies réalisées sur le budget de la FAO et réunit ensuite à deux reprises les donateurs pour mobiliser une aide supplémentaire. A la fin de 1986, quelque 250 projets ou sous-projets sont financés, dont 114 sont directement financés et exécutés par la FAO. Quarante-vingt-cinq autres projets sont exécutés par des pays donateurs, des gouvernements africains, d'autres organismes du système des Nations Unies et des ONG. Parmi les pays en développement, la Chine fournit une assistance technique et financière; l'Inde offre aussi son appui.

Environ 90 projets ont été menés à bon terme. Au Mali, un projet d'une durée de quatre mois, financé par le PRAA, a fourni du matériel pour agrandir la ferme semencière nationale de Babougou. Au Tchad, un autre projet financé par la FAO a aidé à la réinstallation de collectivités chassées de leur région par la sécheresse, en réparant les petits systèmes d'irrigation, en installant de nouvelles pompes et en livrant aux paysans du bétail et des semences améliorées. Le PRAA a aussi aidé le Burundi à mener une campagne d'éradication des bo-

ners du maïs en fournissant des pesticides et des conseils. Dans le Rwanda voisin, un projet de 1,4 million de dollars a permis de livrer des engrais minéraux et de former du personnel à leur emploi.

Dès le début, le PRAA a visé à stimuler le développement à long terme de l'agriculture africaine. A Sao Tomé-et-Principe, un projet PRAA de production de matériel végétal pour les cultures vivrières a conduit la Banque africaine de développement à formuler un projet de 3,9 millions de dollars visant à développer la production vivrière et notamment la production de fruits. Au Mozambique, le pro-

jet financé par la FAO pour réduire les pertes alimentaires après récolte a donné naissance à deux autres projets — l'un est financé par la France et vise à remettre en état les silos; l'autre, financé par la Suède, formera du personnel à la technologie semencière. □

Le PRAA a permis d'exécuter plus de 250 projets. Ici, des jardins potagers au Mali.



Remise à flot

A la fin de 1985, deux typhons ont ravagé les côtes de la province de Binh Tri Thien (centre du Viet Nam). Ils ont provoqué la mort de 570 pêcheurs et détruit 1 300 embarcations — le quart de la flottille de la province — ainsi que beaucoup de matériel de pêche.

A la demande des autorités, la FAO a dépêché une équipe sur place, en janvier 1986, pour évaluer les dégâts et les besoins. Il n'a pas fallu plus d'un mois au Bureau de la FAO des opérations spéciales de secours (OSRO) pour formuler, avec des spécialistes des pêches de la FAO, un projet destiné à fournir pour 250 000 dollars de

matériel de pêche aux villages sinistrés. L'OSRO a ensuite télégraphié à des sociétés spécialisées du monde entier en les invitant à faire des offres. En mai, elle a commandé 10 générateurs diesel, 16 moteurs et 20 tonnes de cordage et de fil de nylon dans des pays voisins.

En 1986, l'OSRO a effectué 57 opérations d'urgence, en général pour relancer la production agricole à la suite de désastres naturels, d'attaques de ravageurs ou de maladies animales. □

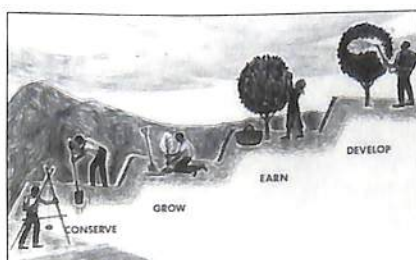
Le prix de l'érosion

Combien valent 10 tonnes de sol? Faute de données fiables sur le coût de l'érosion, on a toujours eu du mal à convaincre les donateurs d'appuyer des programmes de conservation des sols. En 1986, la FAO a réussi à combler en partie cette lacune.

Dans les années 50 et au début des années 60, un chimiste de la station de recherche Henderson au Zimbabwe a passé huit ans à mesurer l'érosion, le ruissellement et l'appauvrissement des sols en azote, phosphore et carbone organique, ce qui lui a permis de constituer une base de données sans égale dans les autres pays en développement. En 1986, un consultant de la FAO a analysé le résultat de ces travaux sur ordinateur. Il a trouvé une corrélation significative entre les pertes de sol et d'éléments fertilisants dans les parcelles expérimentales et l'exportation considérable d'éléments fertilisants sous l'effet de l'érosion.

En extrapolant les résultats obtenus à l'ensemble des terres agricoles du Zimbabwe, on a calculé que ce pays perd tous les ans, en moyenne, quelque 15,6 millions de tonnes de matières organiques, 1,6 million de tonnes d'azote et 240 000 tonnes de phosphore. Le remplacement du phosphore et de l'azote ainsi perdus par des engrais aurait coûté au Zimbabwe 1,5 milliard de dollars par an. Le coût financier de l'érosion, par hectare et par an, a ainsi été estimé à 20-50 dollars sur les terres arables et peut aller jusqu'à 80 dollars sur les pâturages. □

Photo utilisée par la FAO dans un dossier d'information sur la conservation des sols.



Campagne contre la cécité

Avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organismes du système des Nations Unies, la FAO a lancé un programme décennal pour combattre et prévenir l'avitaminose A, qui est l'une des principales causes de cécité chez les nourrissons et les enfants des pays en développement. Il s'agit, pour commencer, d'appeler l'attention des familles sur le rapport qui existe entre le régime alimentaire et la cécité, d'alerter les responsables et les éducateurs, et de promouvoir les aliments locaux riches en vitamine A. En 1986, des nutritionnistes de la FAO se sont rendus dans cinq pays pour présenter ce programme aux autorités. □

125 000 références sur disque compact

Les données ASFA (Résumés des sciences aquatiques et halieutiques) sont désormais disponibles sur disques compacts. Chacun de ces disques de 12 cm contient l'équivalent de 20 000 pages d'ASFA, couvrant les années 1982 à 1986. Avec un micro-ordinateur, ils permettent aux scientifiques et aux administrateurs des pêches d'accéder facilement à des informations sur environ 125 000 publications. La FAO a fourni des lecteurs de disques compacts au Bureau national d'océanographie en Chine et à l'Office national des ressources aquatiques à Sri Lanka. □



Nouvelle étude du paysannat sans terre

A Sri Lanka, des chercheurs épient les faits et gestes de 600 familles de ruraux pauvres. Dans le cadre d'une étude de la FAO sur le paysannat sans terre, ces chercheurs — tous brillamment diplômés de l'Université de Sri Lanka — se sont installés à la fin de 1986 dans huit villages. Ils y passeront 12 mois avec des familles de paysans sans terre, à examiner les causes du problème et à évaluer la situation socio-économique et les «stratégies de survie» de ces familles.

La FAO voit dans le phénomène du paysannat sans terre et dans la pauvreté qu'il entraîne l'un des principaux problèmes agraires du monde en développement. Grâce à l'étude menée à Sri Lanka et à d'autres recherches en cours en Turquie, elle espère parvenir à des définitions plus précises, ce qui lui permettra de mieux aider les gouvernements à formuler des politiques et programmes appropriés. □

A Sri Lanka, ces enfants de paysans sans terre font sécher du coprah au soleil. La FAO étudie les conditions de vie et les «stratégies de survie» des ruraux pauvres sans terre.



L'alerte par satellite

La FAO est en train de se doter d'un système extrêmement perfectionné de surveillance de l'environnement afin de pouvoir donner l'alerte encore plus vite en cas de risques de sécheresse, de mauvaises récoltes ou d'infestations acridiennes en Afrique. Le développement de ce système informatisé, appelé ARTEMIS, fait partie des mesures prises l'an dernier pour améliorer le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), qui permet à la FAO d'avertir les gouvernements chaque fois qu'il y a des risques de pénuries alimentaires.

Une fois installé au siège de la FAO, probablement au milieu de 1988, ARTEMIS recevra des relevés horaires de la température des nuages sur l'Afrique, directement du satellite Météosat de l'Agence spatiale européenne, ainsi que des informations sur l'état de la végétation pendant des périodes de 10 jours transmises par un satellite de la NOAA (Administration nationale de l'océan et de l'atmo-

sphère, Etats-Unis). A partir de ces données, on pourra suivre en permanence les précipitations et l'état de la végétation dans tout le continent.

A l'appui de ce système, la FAO met en place plusieurs bases de données — statistiques agroclimatologiques, indice de la végétation (par mois et périodes de 10 jours) résultant de huit ans d'observations, classement en cinq catégories des habitats potentiels du criquet pèlerin en Afrique, au Proche-Orient et en Asie du Sud-Ouest. En comparant ces données aux informations transmises par satellite, l'ordinateur établira des cartes faisant apparaître les zones de précipitations anormales et les aires de reproduction du criquet. □

L'ordinateur au service de la cartographie

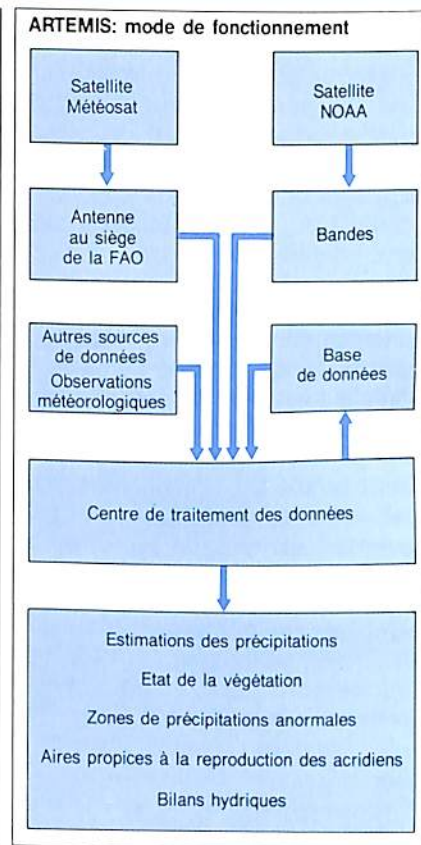
En 1986, la FAO a dressé une carte du potentiel d'irrigation de l'Afrique. Naguère, un tel travail aurait pris cinq ans. Cette fois, il a été achevé en moins d'un an, et à moindre prix, grâce à un Système d'information géographique (SIG), puissant outil de traitement de données géographiques informatisées. Un logiciel perfectionné permet d'analyser et de combiner ces données à une vitesse sans précédent et d'obtenir les résultats sous forme de graphiques, cartes et tableaux.

Un tel système est en cours de mise au point à la FAO qui possède des inventaires très détaillés des ressources naturelles de notre planète ainsi qu'une banque incomparable de statistiques agricoles. En 1986, la FAO s'est employée à intégrer ces bases de données. Elle a établi les spécifications définitives du matériel et du logiciel du nouveau système, ajouté une carte numérisée de la végétation africaine à sa banque de données en

expansion rapide, et lancé des projets pilotes pour tester les applications du SIG.

Pour établir la carte du potentiel d'irrigation de l'Afrique, la FAO s'est servie de la Carte mondiale des sols FAO/Unesco, numérisée en 1981, et d'autres cartes numérisées de la géologie, des frontières nationales, des précipitations et de l'hydrologie du continent. Après avoir testé le système sur un échantillon choisi en Tanzanie, la FAO l'a appliqué à l'ensemble de l'Afrique au début de 1986. Les résultats sont sortis de l'ordinateur en octobre: plus de 500 pages de tableaux et une série de cartes au 1/10 000 000 montrant que, sur 48 pays, 36 ont suffisamment d'eau pour irriguer les sols qui se prêtent le mieux à l'agriculture.

Dans le même temps, le Département des pêches de la FAO s'est servi du SIG pour étudier le développement de l'aquaculture. Cette fois, l'échantillon choisi a été le golfe de Nicoya de 80 km de long sur la côte pacifique du Costa Rica. Un expert de la FAO a fait entrer les données sur le golfe — provenant de cartes nautiques, d'ob-



servations océanographiques et d'études des vents — dans l'ordinateur de la Base de données sur les ressources mondiales, installée à Genève par le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement). En combinant les données relatives à la profondeur, à la salinité et à la vitesse et à la direction des vents, il a déterminé quelles sont les zones qui se prêtent le mieux à l'élevage des huîtres et des moules. Au cours d'une autre phase, la FAO a utilisé une image transmise par satellite pour mesurer la superficie de lagunes qui pourraient servir à l'élevage extensif des crevettes et du poisson. Ensuite, les informations reçues par satellite et les données du SIG ont été combinées pour dresser la carte des zones du golfe propices à l'élevage intensif de la crevette. Pour compléter le tableau, la FAO, à la fin de 1986, a rassemblé des informations sur l'utilisation et la valeur des terres en vue de procéder à une évaluation définitive des sites potentiels.

En cours d'année, la FAO a mis à la disposition de plusieurs pays en développement des techniciens et des logi-

Entrée en service de la banque de statistiques

AGROSTAT est une banque d'informations et de statistiques sur l'agriculture. C'est la plus riche du monde. Elle est entrée en service en 1986 et devrait bientôt être accessible à des usagers extérieurs à la FAO. Le système est à la disposition du personnel de l'Organisation depuis mars 1986 grâce à environ 250 terminaux.

Des techniciens ont mis en place le logiciel et les câbles nécessaires pour relier l'ordinateur au réseau international de télécommunications. Quand un deuxième ordinateur central aura été installé, en 1987, il sera possible d'avoir directement accès, par téléphone, à des statistiques qui n'étaient jusqu'ici disponibles que sous forme d'annuaires volumineux, de bulletins, de sorties d'ordinateurs ou, parfois, de bandes magnétiques.

AGROSTAT contient notamment des séries chronologiques, partant de 1961, sur les approvisionnements et l'utilisation des produits de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et des forêts, ainsi que sur les prix à la pro-

duction, la population et d'autres sujets. Une décision devrait être prise en 1987 en ce qui concerne l'accès des usagers extérieurs à AGROSTAT. □



L'irrigation en Egypte vue de l'espace

La FAO s'est servie d'images transmises par satellite pour étudier les périmètres irrigués en Egypte et aider au développement de l'irrigation dans ce pays. Les images, envoyées par des satellites américains, ont été analysées par le Centre de télédétection de la FAO. Sur ce « gros plan » de 1 750 km², les lignes noires sont des canaux, et les cercles des champs irrigués par aspersion. Les variations de couleur, de texture et de ton indiquent différents stades de croissance des cultures. □



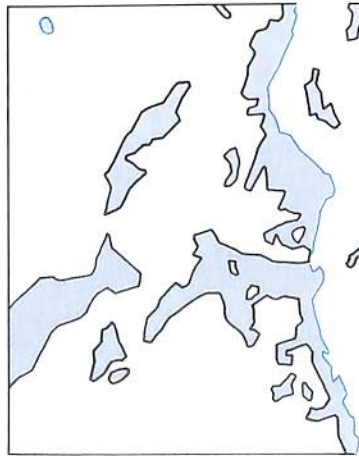
ciels pour les aider à mettre au point leur propre SIG. En 1987, elle prévoit de transférer la base de données SIG sur un seul et même ordinateur, plus puissant. □

Le Système d'information géographique de la FAO. En utilisant (1) une carte des précipitations dans l'est de la Tanzanie et (2) une carte des zones à fort potentiel hydrogéologique, les experts de la FAO ont identifié (3) les zones où la recharge de la nappe devrait être supérieure à 365 mm par an.

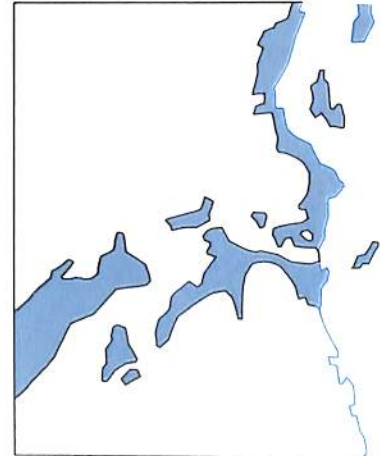
Carte des précipitations



Zones à fort potentiel hydrogéologique



Zones à capacité de recharge de la nappe



Etude de la consommation alimentaire dans huit villes

De 1980 à l'an 2000, près d'un demi-milliard d'habitants du tiers monde devraient quitter la campagne pour la ville. Cette urbanisation rapide a de graves conséquences: la pauvreté et le surpeuplement menacent la nutrition des citadins, tandis que la diminution de la population active dans les campagnes et la croissance de la demande d'aliments importés dans les villes compromettent le développement de l'agriculture dans beaucoup de pays.

En vue de mieux cerner l'impact de

ce phénomène sur les disponibilités alimentaires locales, le Département des politiques économiques et sociales de la FAO a commencé en 1986 à coopérer avec des organismes de recherche dans huit villes qui se développent très rapidement: Yaoundé (Cameroun), Bogota (Colombie), Abidjan (Côte d'Ivoire), Jakarta (Indonésie), Manille (Philippines), Dakar (Sénégal), Caracas (Venezuela) et Kinshasa (Zaïre). Les chercheurs s'emploient à établir le profil démographique de chaque ville et étudient l'évolution de la consommation et des dépenses alimentaires. Ils examinent aussi les politiques ayant une incidence sur l'agriculture.

L'objectif à long terme de la FAO est d'encourager l'adoption de politiques

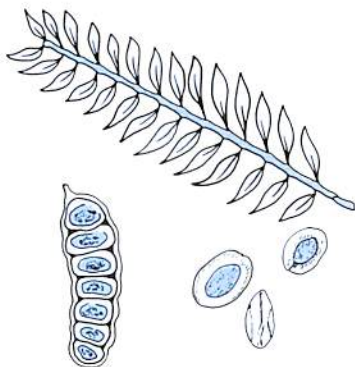


et programmes propres à assurer un développement équilibré des villes et des campagnes. □

Plantes médicinales

En 1986, à l'occasion d'un atelier organisé par la FAO au Burkina Faso, un guérisseur a été invité à prendre la parole devant un parterre de forestiers, spécialistes de la planification. Ce guérisseur était porteur d'un message important, à savoir que les forêts tropicales sont une source irremplaçable de racines, de feuilles et de fruits pour la médecine traditionnelle en Afrique.

En cours d'année, le Département des forêts de la FAO a fait paraître un ouvrage sur quelques plantes forestières médicinales de l'Afrique et de l'Amérique latine. Il s'agit d'une série de monographies décrivant les pro-



Les arbres — ici une branche, des gousses et des graines d'*Entada abyssinica* — sont riches de ressources pour les guérisseurs africains.

priétés chimiques et pharmaceutiques et les utilisations traditionnelles de 40 espèces tropicales peu connues. L'écorce interne d'un petit arbuste comme *Anacardium humile*, par exemple, sert au Brésil à traiter des ulcères de la bouche et des maladies de peau. Une infusion préparée avec l'écorce de *Tecoma stans*, petit arbre sempervirens du Mexique, est censée guérir l'hyperglycémie. Et au Burkina Faso même, les guérisseurs utilisent les feuilles et les racines d'*Entada abyssinica*, arbre à feuillage caduc de la savane, pour soulager les rhumatismes, la fièvre et un certain nombre de maladies des yeux. □

Les bassins versants se dégradent de jour en jour

Dans la région Asie et Pacifique, les bassins versants de montagne, où vit près du quart de l'humanité, se dégradent très rapidement et de vastes zones sont déjà dévastées. Les basses terres adjacentes, où vit un autre quart de l'humanité, sont victimes d'inondations et souffrent de l'envasement des réservoirs, des réseaux d'irrigation et des aménagements hydro-électriques. Telles sont les conclusions alarmantes d'une étude publiée par la FAO en 1986.

A partir d'informations réunies dans 18 pays, la FAO estime que pas moins du quart des terres étudiées sont dégradées, notamment dans l'Hindou

Kouch et l'Himalaya, très peuplés et extrêmement fragiles. Cette dégradation accélérée tient avant tout à l'absence de développement: les systèmes agricoles traditionnels ne répondent plus aux besoins de nourriture et de bois de feu, de sorte que les cultivateurs et éleveurs sont obligés de défricher de nouvelles terres. La protection et la mise en valeur des bassins versants sont entravées par plusieurs facteurs: planification insuffisante, manque de compétences, absence de participation des collectivités rurales à l'aménagement.

La FAO a trouvé des fonds pour financer un projet d'une durée de trois

ans visant à lancer et développer un programme de coopération régionale qui devrait permettre d'améliorer la situation. □



Nouvelles normes de contamination radioactive

Les pays touchés par les retombées de l'accident de Tchernobyl, en avril 1986, avaient des points de vue divergents en ce qui concerne le «niveau acceptable» de contamination des aliments par les radionucléides. Des légumes consommés dans tel pays étaient retirés du commerce dans d'autres; la teneur du lait en iode était jugée sans danger d'un côté de la frontière, mais considérée comme trop élevée de l'autre côté. Tout cela a jeté le trouble dans l'opinion publique et gravement perturbé le commerce des produits alimentaires, tant à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre.

A la demande des gouvernements, la FAO, en association avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, a formulé des recommandations touchant les seuils en deçà desquels il n'est pas nécessaire d'interrompre les échanges de produits alimentaires. Ces recommandations ont été élaborées en décembre 1986 par des experts de l'alimentation et de la radioactivité provenant de huit pays. Ils

ont proposé l'adoption de «niveaux d'action internationaux temporaires pour les radionucléides présents dans les aliments», fondés sur les normes de sécurité recommandées par l'OMS et la Commission internationale de protection radiologique.

Ces niveaux s'appliquent spécifiquement aux principaux radionucléides détectés dans les aliments après l'accident de Tchernobyl — iode 131, césium 134 et 137, strontium 90 et plutonium 239 — mais ils sont jugés également valables pour d'autres radionucléides. □



La pollution des mers

La plupart des déchets de notre planète — soit environ 20 milliards de tonnes par an — finissent dans les océans, souvent sans avoir été préalablement traités. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, 90 pour cent de ces déchets

restent dans les eaux côtières, ce qui nuit à la pêche, au développement et aux activités de loisirs. Un groupe de travail scientifique, dirigé par la FAO, a établi des directives pour l'évaluation de l'impact de cette pollution sur l'environnement.

Ces directives ont été approuvées en 1986 par le GESAMP (Groupe mixte

Réseaux de coopération

En 1986, des spécialistes de l'agroforesterie, provenant de neuf pays d'Amérique latine et des Caraïbes, se sont réunis au Brésil pour parler de l'évaluation des projets. C'est un exemple parmi beaucoup d'autres de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) qui est florissante dans toute la région grâce à un système de réseaux patronné par la FAO.

Avec le soutien et les conseils du Bureau régional de Santiago et de 17 représentants de la FAO, des organismes nationaux ont formé 22 réseaux de coopération technique qui permettent à chaque organisme de s'appuyer sur les ressources, compétences et capacités des autres dans différents domaines, qu'il s'agisse de la culture des légumineuses à grains, de la transformation des fruits tropicaux, de l'agroforesterie, de l'élevage, de l'énergie solaire ou encore de la pêche artisanale. □

d'experts du système des Nations Unies chargé d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers). Il faut aller au-delà de mesures simples et faciles à appliquer, telles que la fixation de limites uniformes en ce qui concerne les émissions des différentes sources de pollution, et adopter une stratégie plus complexe d'aménagement, fondée sur la capacité des océans d'absorber des contaminants dangereux sans que cela ait un impact trop critique.

Le rapport indique les paramètres et processus qui doivent être pris en compte pour évaluer l'effet des déchets polluants — détergents, eaux usées, mercure, arsenic, pesticides, chlore — sur les organismes marins, les écosystèmes et la santé de l'homme. Ce rapport est en train d'être distribué aux pays du monde entier. □



Un nouveau programme pour l'agriculture africaine

En 1986, la FAO a élaboré une stratégie qui vise à mettre l'Afrique à l'abri de la famine. Dans le Programme d'action pour l'agriculture africaine, le Directeur général décrit les politiques et les orientations techniques nécessaires pour moderniser et développer la production vivrière et il propose par ailleurs d'accroître l'aide en nature dans la région. Ce programme a été approuvé en septembre 1986 par la 14^e Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, et il sert aujourd'hui de cadre à l'action nationale et à la mobilisation des ressources en faveur du développement. Il constitue aussi la première suite importante donnée par la FAO au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, approuvé par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire de mai-juin 1986.

Le Programme du Directeur général se fonde sur les résultats d'une grande étude de la FAO, intitulée *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*, publiée en 1986 après des travaux intensifs auxquels ont participé des experts africains et des spécialistes de la FAO. Les dirigeants africains, inquiets de la baisse de 20 pour cent de la production vivrière par habitant sur leur continent depuis 1960, avaient demandé deux ans plus tôt la réalisation d'une telle étude. Celle-ci conclut que, si les tendances actuelles persistent, beaucoup de pays africains courent à la catastrophe: en l'an 2010, les importations alimentaires de l'Afrique subsaharienne atteindraient en effet 28 milliards de dollars, soit plus du double des recettes qu'elle tirerait de ses exportations agricoles.

Le Programme présente une stratégie en quatre points pour relancer et développer l'agriculture africaine. Les gouvernements doivent donner la priorité des priorités à l'agriculture. Il faut encourager davantage les producteurs d'aliments, notamment en relevant les prix à la production et en rendant plus efficaces les circuits de commercialisation; il faut aussi améliorer leur accès aux intrants (crédit, semences, engrais, vaccins pour les animaux); il faut renforcer les services

de recherche, de vulgarisation et autres services de soutien; enfin, il faut développer l'infrastructure rurale. Le Programme définit aussi des mesures propres à protéger les ressources naturelles et les écosystèmes contre des risques de dégradation irréversible et de désertification.

Enfin, il met en garde les pays africains contre le risque d'une dépendance excessive à l'égard d'importations céréalières à bon marché et de l'aide alimentaire, et propose de mobiliser la capacité industrielle excédentaire des pays développés pour produire les outils, engrais et machines dont les agriculteurs africains ont tant



besoin, tout en encourageant parallèlement le développement de ces industries en Afrique. L'idée a suscité l'intérêt des pays développés et des pays en développement. A la demande des Etats Membres, la FAO a commencé, en décembre, à étudier la faisabilité d'une expansion de l'aide en nature sous forme d'intrants pour l'Afrique et d'autres régions en développement. □

L'aménagement intégré des cultures en Gambie et la lutte antiparasitaire au Burundi sont deux moyens d'accroître la production vivrière de l'Afrique.



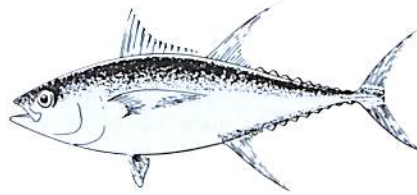
L'essor de la pêche au thon mobilise les Etats de l'océan Indien

Presque du jour au lendemain, l'océan Indien est devenu l'une des zones vedettes de la pêche au thon. Selon les estimations, les captures de thonidés sont passées de 275 000 tonnes en 1980 à un demi-million de tonnes en 1986. Cette augmentation est surtout due aux flottilles à long rayon d'action. Les pays de la région craignent que les stocks s'épuisent et que leurs artisans pêcheurs souffrent de l'essor de la pêche industrielle.

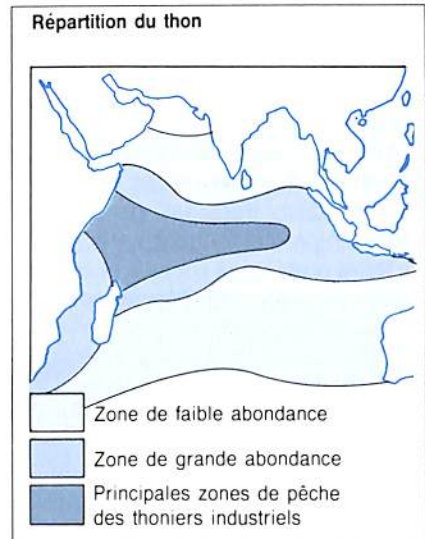
La FAO, qui partage leurs préoccupations, a réactivé le Comité de l'aménagement des stocks de thonidés de l'océan Indien, organe subsidiaire de la Commission des pêches pour l'océan Indien. Elle a tenu les 33 Etats membres de ce comité au courant de l'évolution de la production et des échanges mondiaux de thonidés et a participé à des études sur les principales espèces de thonidés et zones de pêche de l'océan Indien.

La FAO a aussi donné des avis juridiques aux pays de la région. Elle a contribué à la formation d'administrateurs des pêches de six Etats riverains du sud-ouest de l'océan Indien, l'objectif étant de leur apprendre à négocier des accords de pêche dans leurs zones économiques exclusives. A un atelier organisé en Tanzanie, ces administrateurs ont étudié des accords types élaborés par des juristes de la FAO et ont simulé des négociations avec des instructeurs de l'Organisa-

tion sur des questions telles que les droits d'entrée ou la surveillance des captures. Un juriste de la FAO a par ailleurs aidé le Gouvernement des Seychelles à élaborer des accords avec les principaux pays qui pêchent dans la région. □



L'albacore (ci-dessus) est l'une des espèces de thonidés qui attirent les flottilles à long rayon d'action dans l'océan Indien.



Avis juridiques pour un développement équitable

Un conflit séculaire entre cultivateurs et pasteurs s'est ravivé à Sideradougou, dans le sud-ouest du Burkina Faso. Depuis 1983, la superficie cultivée par les petits agriculteurs a plus que doublé, réduisant d'autant les pâturages. Par souci d'équité, le gouvernement a demandé l'an dernier à la FAO de l'aider à fixer des normes juridiques pour la démarcation, l'allocation et l'aménagement des terres agricoles et des pâturages.

Un consultant de la FAO s'est rendu sur place pour examiner la législation nationale et pour discuter avec les responsables locaux de leur système foncier coutumier. A l'issue de son

enquête, il a rédigé un rapport indiquant les principales mesures à prendre pour intégrer l'élevage et l'agriculture et pour régler les différends.

Beaucoup de pays africains demandent une aide analogue par suite des récentes sécheresses qui ont grave-



ment perturbé les migrations traditionnelles des pasteurs nomades. A la fin de 1986, la FAO a décidé d'envoyer un juriste et des spécialistes de l'élevage dans six pays d'Afrique occidentale pour les aider à harmoniser leur législation concernant les déplacements de leurs troupeaux.

En cours d'année, le Bureau juridique de la FAO a fourni une assistance à environ 35 pays en développement dans différents domaines allant de la réforme agraire à la conservation de la faune sauvage. □

Le sauvetage des forêts tropicales

La FAO a été chargée d'assurer la coordination centrale d'un plan visant à protéger et mettre en valeur les forêts tropicales, qui disparaissent à un rythme alarmant. En 1986, elle a commencé à mobiliser les gouvernements à l'appui de ce Plan d'action forestier tropical (PAFT) et elle a aidé à jeter les bases de programmes forestiers nationaux.

Le PAFT, qui a été élaboré en consultation avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et le World Resources Institute, vise à mettre un terme à la destruction des forêts tropicales qui reculent de 320 km² par jour, soit, en un an, la superficie d'un pays comme le Bénin. La stratégie internationale proposée dans le PAFT consiste à intégrer la foresterie et l'agriculture, à promouvoir des industries forestières économes en matière première, à améliorer l'approvisionnement en bois de feu, à conserver les écosystèmes forestiers tropicaux et, dans le même temps, à aider les pays à résoudre leurs problèmes sociaux et économiques. On estime qu'il faudra investir 8 milliards de dollars au cours des cinq premières années. La FAO souligne que, sans une action immédiate, il ne restera plus grand-chose des forêts tropicales dans 80 ans.

L'exécution du PAFT dépend de la priorité que lui accorderont les gouvernements: c'est une question de vo-

lonté politique. En 1986, la FAO s'est surtout employée à traduire le PAFT en plans, programmes et projets nationaux. Pour commencer, elle a distribué des exemplaires du Plan à tous ses Etats Membres et à 800 organismes de recherche forestière. Elle a également entrepris d'organiser de nouvelles activités pour aider les pays à élaborer des plans forestiers et à choisir les domaines nécessitant des investissements et une assistance technique.

En cours d'année, des forestiers de la FAO ont pris part à une mission dirigée par la Banque mondiale au Kenya. Ils ont organisé avec le PNUD une mission multidonateurs au Cameroun et ont programmé d'autres missions dans plusieurs pays: Bolivie, Côte d'Ivoire, Guinée, Guyana, Panama, Pérou, République dominicaine et Somalie. La FAO a par ailleurs fourni une aide directe au Honduras, au Costa Rica et à la Malaisie pour l'élaboration de leurs plans forestiers, et le Mexique ainsi que le Venezuela lui ont demandé d'examiner leurs programmes.

La FAO a organisé des réunions et séminaires pour encourager les pays à participer à l'exécution du Plan. Après avoir examiné le PAFT, les délégués présents à la session de 1986 de la Commission des forêts pour l'Amérique latine ont demandé à la FAO d'organiser une table ronde régionale sur ce sujet. La FAO s'est aussi con-



certée régulièrement avec les pays développés à propos du PAFT. En 1986, elle a participé à deux réunions d'un groupe de conseillers forestiers provenant de pays donateurs et, au cours de discussions séparées, elle a insisté auprès d'autres donateurs pour qu'ils appuient le Plan. En décembre, on semblait déjà être passé de la phase de promotion à la phase d'exécution. Le PAFT sert désormais de cadre à l'action de la FAO en faveur des forêts tropicales. □

Politiques de prix alimentaires

L'Egypte a sollicité l'avis de la FAO sur une question très sensible: celle des subventions alimentaires pour les citoyens, qui coûtent à l'Etat près de 2 milliards de dollars par an. En étroite coopération avec des experts égyptiens, la FAO a examiné les politiques de commercialisation et de prix agricoles du pays afin d'identifier les moyens de promouvoir la rentabilité économique sans créer de tensions sociales. Les subventions alimentaires, les incitations à la production agricole et les systèmes de commercialisation des intrants agricoles et des principaux produits alimentaires ont été étudiés pour préparer un atelier

auquel doivent participer une centaine de hauts responsables égyptiens en avril 1987.

De plus en plus de pays demandent à la FAO de leur donner des conseils pour l'élaboration de leurs politiques de prix agricoles depuis que l'Organisation a publié en 1985 une grande étude à ce sujet. En 1986, la FAO a organisé une réunion qui a rassemblé des responsables de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie pour échanger des idées sur les subventions alimentaires et les mesures d'incitation; elle a aidé le Pakistan à examiner les effets des variations des politiques et des prix sur l'avantage comparatif en agricul-



ture et sur l'offre; et elle a donné des conseils au Niger concernant les prix et la commercialisation des produits agricoles. □

Opération antidrogue

La drogue qui inonde notre planète est généralement extraite de plantes cultivées par de petits paysans. Convaincre ces derniers de pratiquer d'autres cultures, c'est couper l'herbe sous le pied des trafiquants. Tel était l'objectif du programme lancé en 1978, avec la participation de la FAO, dans une région du nord-ouest du Pakistan, d'où provenait le tiers de la production de pavots du pays. Ce programme a permis de livrer des intrants aux agriculteurs, de développer l'irrigation et de construire de nouvelles routes. En 1986, le pavot avait cédé la place à la canne à sucre et aux cultures maraîchères et fourragères, et les revenus des paysans étaient en hausse.

Dans les Andes boliviennes, la FAO appuie un projet de 20 millions de dollars qui vise à remplacer le coca par le café, le thé et les agrumes. □

Relance de l'oléiculture en Chine

Les tentatives faites par la Chine dans les années 60 pour développer l'oléiculture se sont vite soldées par un échec, faute d'expérience et de méthode. En 1980, il y avait ainsi dans ce pays de 3 à 4 millions d'oliviers sauvages qui ne pouvaient guère servir que de bois de feu. Depuis, la FAO a aidé la Chine à relancer l'oléiculture dans six provinces du sud.

Des experts de la FAO ont étudié le matériel génétique local pour identifier des clones appropriés. Ils ont supervisé l'introduction de souches méditerranéennes à haut rendement et ont aidé à la création de parcelles de démonstration. En 1986, on a commencé à construire un centre de multiplication d'une capacité de 500 000 plants par an, ainsi que des stations météorologiques qui réuniront les données nécessaires pour déterminer quelles sont les zones les plus prometteuses. Une centaine d'agents agricoles ont été formés et la FAO a patronné

Une nouvelle scierie dans la sierra

En 1986, la commune Juan Velasco Alvarado, située dans la sierra au nord de Cuzco (Pérou), a pris livraison d'une scierie d'une valeur de 17 000 dollars. C'est la dernière en date des contributions à un projet FAO/ASDI (Agence suédoise d'aide au développement international) destiné à aider les habitants à monter leur propre entreprise forestière.

Au fil des ans, la population locale a planté près de 150 000 hectares d'eucalyptus dans la sierra. Mais elle manque généralement des compétences techniques, capacités de gestion et capitaux nécessaires pour exploiter ces ressources. Comme le système de commercialisation est inexistant et que les habitants sont bien trop pauvres pour se montrer exigeants, le bois se vend à vil prix.

Dans un premier temps, la FAO a chargé deux forestiers d'initier les habitants de Juan Velasco Alvarado aux techniques d'aménagement forestier et de commercialisation, cependant qu'un sociologue s'employait à pro-

mouvoir la participation populaire et une répartition équitable des bénéfices. La FAO a aussi fourni différents autres apports: formation, tracteur, matériel d'exploitation forestière et de travail du bois.

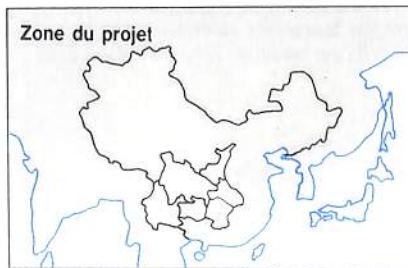
L'entreprise mise sur pied est rentable. Elle comprend un atelier de menuiserie qui fabrique des meubles pour la population locale, une unité de production de charbon de bois qui approvisionne les forgerons et les restaurants, une pépinière, une unité d'exploitation forestière et, désormais, une scierie. Au total, elle emploie une trentaine de personnes.

Pour la FAO, la transformation des produits forestiers pourrait être une source importante de revenus pour les ruraux pauvres tout en contribuant à un meilleur aménagement des forêts. □



des voyages d'étude à l'étranger pour 20 spécialistes.

En 1986, la production des plantations ainsi remises en état était passée d'une dizaine à 50 kg d'olives par arbre. □



Une nouvelle recrue dans la lutte contre le désert

Pour sauver de la désertification une vallée du Niger, la FAO utilise un arbre fourrager aux vertus remarquables: *Prosopis juliflora*. Cet arbre pousse bien sur les sols peu fertiles des zones arides et semi-arides; il tolère la salinité, produit normalement jusqu'à 30 kg par an de gousses riches en protéines et améliore la fertilité des sols.

Il offre des perspectives très prometteuses dans la lutte contre la désertification. En 1984, la FAO a aidé à la création d'une Association internationale du prosopis en vue de promouvoir l'utilisation de cet arbre. Un an plus tard, elle a lancé au Niger, dans la vallée de la Keita, un projet dans lequel *Prosopis* joue un rôle important. Ce projet vise à restaurer des terres agricoles qui ont beaucoup souffert du surpâturage, des coupes de bois de feu et de l'avancée des dunes.

Il consiste notamment à planter 25 000 hectares de bois de village et de forêts naturelles pour protéger les bassins versants, freiner l'érosion éolienne, fixer les dunes et offrir aux

ruraux des sources renouvelables de bois de feu et de bois d'œuvre et d'industrie. En 1986, la population locale a planté plus d'un million d'arbres, dont 280 000 prosopis. □



Un instructeur chinois montre à des stagiaires tanzaniens comment terminer le silo qu'ils ont construit avec de l'argile et de la paille.

Silos chinois pour céréales africaines

L'an dernier, la FAO a fait venir en Afrique des instructeurs chinois pour présenter un silo étanche à l'air, fait de torchis, qui pourrait réduire les pertes de céréales après récolte dans la région. Des fonctionnaires de la FAO ont découvert ce silo lors d'une visite en Chine. Ils ont été impressionnés par la simplicité de sa construction et la modicité de son coût. C'est un type de technologie qui pourrait être utile à l'Afrique où les pertes après récolte vont parfois jusqu'à 40 pour cent à cause surtout des mauvaises conditions de transformation et d'entreposage.

En cours d'année, un ingénieur et un technicien de l'Office municipal de l'alimentation et des céréales de Beijing ont dirigé des ateliers patronnés par la FAO au Kenya, en Tanzanie et en Zambie pour faire connaître ce type de silo aux moniteurs et agents agricoles. Instructeurs et étudiants ont construit des modèles de 2 mètres de haut qu'ils ont ensuite remplis de maïs pour

Redémarrage d'une conserverie en Somalie

L'an dernier, la Somalie a produit, avec l'aide de la FAO, plus d'un demi-million de boîtes de corned-beef qui ont été expédiées au Mozambique pour combattre les pénuries alimentaires. La conserverie de Kismayu, située sur la côte, ne fonctionnait plus depuis des années à cause du manque de pièces de rechange. Avec des fonds italiens, la FAO a fourni du matériel (réfrigérateurs, machines d'emboîtement et d'emballage) ainsi que des spécialistes qui ont aidé à faire redémarrer la production. En août, un vétérinaire de la FAO a supervisé l'achat et l'abattage de 5 000 têtes de bétail, qui ont donné 200 tonnes de conserves. L'opération s'est achevée en octobre. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a depuis passé commande à l'usine somalienne de 600 tonnes supplémentaires de bœuf en boîte. □

voir si le silo était bien adapté aux conditions locales.

L'amélioration des techniques après récolte est un aspect très important des efforts que fait la FAO pour accroître les approvisionnements alimentaires de l'Afrique. En 1986, dans le cadre de son Programme de prévention des pertes alimentaires, elle a exécuté 18 projets dans la région afin d'initier les paysans à des méthodes améliorées de stockage, de manutention et de transformation des produits agricoles.

Un de ces projets a permis aux paysans de six districts de la Sierra Leone d'améliorer les aires de séchage du riz. La FAO a fourni les plans et le ciment. Grâce à cette amélioration, le riz reste propre, le séchage est plus rapide et les pertes durant l'opération ont diminué de plus de moitié. □

Le juste milieu du développement rural

Dans le cadre de la Campagne mondiale contre la faim/Action pour le développement (CMCF/AD), la FAO a toujours cherché un juste milieu entre les grands programmes de développement qui, trop souvent, tiennent les pauvres à l'écart des décisions et de la gestion, et les micro-projets qui aboutissent à un saupoudrage peu efficace.

Une solution a été trouvée en coopération avec 12 associations villageoises de la Sierra Leone. Ces associations se sont réunies en 1984 pour se fixer des objectifs communs de développement et déterminer de quel soutien elles avaient besoin. Par la suite, la CMCF/AD les a aidées à for-

muler des projets individuels pour accroître la production vivrière et construire des entrepôts, et à élaborer un projet de soutien pour l'approvisionnement en intrants et la formation. Quatre ONG européennes ont fourni des fonds pour ce programme.

Les projets ainsi financés, dont la responsabilité incombe presque entièrement à la population locale et qui utilisent des matériaux de construction et outils locaux, ont démarré en janvier 1986. La plupart ont atteint leurs objectifs, et plusieurs associations se sont lancées dans de nouvelles activités, par exemple l'utilisation de silos communautaires pour améliorer la sécu-



rité alimentaire des villages. Des programmes analogues sont en cours ou prévus dans 18 pays. En 1985-1986, les ONG ont fourni 2,6 millions de dollars pour des projets de la CMCF/AD en Afrique, soit moitié plus qu'en 1983-1984. □

Retour en force des cultures vivrières traditionnelles

La FAO s'emploie à remettre à l'honneur les cultures vivrières traditionnelles, trop souvent négligées bien qu'elles soient une source importante d'aliments et de revenus pour les pays en développement. Beaucoup de ces pays donnent la priorité aux cultures de rapport et, dans bien des cas, il est plus facile dans les villes de se procurer des céréales importées, telles que le blé, que des aliments traditionnels comme le manioc, l'igname, la patate, les plantains ou les fruits de l'arbre à pain.

Cela présente un double danger, à savoir une dépendance accrue à l'égard des importations alimentaires et — comme le montrent de récentes études de la FAO — un recul des cultures traditionnelles qui, dans les campagnes, sont souvent une assurance contre les pénuries et la famine. Après des études préliminaires, principalement en Afrique orientale et australe, la FAO a redoublé d'efforts l'an dernier en faveur des cultures traditionnelles dans l'ensemble de l'Afrique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'aide de la FAO vise à promouvoir la consommation de ces aliments traditionnels et à abattre les obstacles au développement de leur culture, notamment en luttant contre les rava-

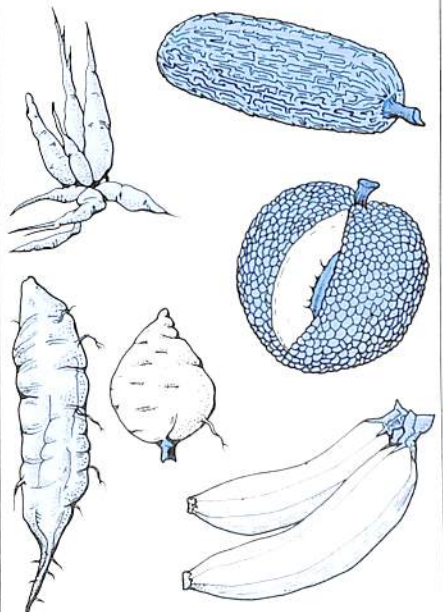
geurs et les maladies et en améliorant les méthodes de production, d'entreposage et de transformation ainsi que les services consultatifs et de soutien.

En 1986, la gamme des activités a été très variée, de l'organisation de cours de formation pour les vulgarisateurs à des projets pilotes pour les petits exploitants. Beaucoup d'activités ont été axées sur les femmes rurales qui, d'ordinaire, sont responsables des cultures vivrières traditionnelles. Un projet a été lancé en Ouganda pour aider des groupes de femmes à cultiver des jardins potagers. Au Ghana, la FAO a patronné, avec l'Association d'économie familiale, un concours national de recettes pour populariser les produits traditionnels. En Côte d'Ivoire, elle a étudié les moyens d'améliorer la transformation et l'entreposage de l'igname. Elle a par ailleurs formé des ressortissants de 15 pays africains aux méthodes de lutte biologique contre les ennemis du manioc — cochenille farineuse et tétranyque vert — qui font parfois baisser les rendements de 80 pour cent.

Face à l'intérêt croissant suscité par les cultures traditionnelles, la FAO a commencé à jeter les bases de programmes plus ambitieux. Elle a organisé en Amérique latine et en Afrique occidentale des ateliers multinationaux au cours desquels les planificateurs ont examiné les moyens de promouvoir la production et la consommation. Elle a par ailleurs étudié la possibilité d'établir des réseaux de

coopération technique en Afrique occidentale pour la transformation du manioc et de l'igname. En décembre, elle était en train d'organiser une mission qui se rendra dans neuf pays africains pour préparer un programme régional, d'un coût de 4,5 millions de dollars, visant à promouvoir les racines, tubercules, bananes et plantains.

Ce programme, qui devrait démarrer en 1987, aura pour objectif d'améliorer le matériel végétal, les techniques de culture, la transformation et la commercialisation. Un programme analogue devrait être lancé en janvier 1987 dans 12 pays insulaires du Pacifique. □



Développement de l'aquaculture dans les pays du Pacifique

L'aquaculture est pleine de promesses pour les pays insulaires du Pacifique Sud. Aux abords des récifs coralliens, les conditions sont propices à l'élevage des mollusques, poissons et plantes comestibles, et cette activité pourrait être une source de nourriture, d'emplois et de recettes d'exportation. Malheureusement, plusieurs tentatives de développement de l'aquaculture dans le Pacifique Sud ont échoué faute, dans la plupart des pays, de l'expérience et des compétences techniques nécessaires.

En 1986, la FAO s'est employée à combler cette lacune. Dans le cadre

d'un projet lancé en décembre, un expert de la FAO coordonne des activités de recherche, de planification et de formation dans 15 pays. Pendant un an, il aidera les autorités à évaluer le potentiel de l'aquaculture, à formuler des projets, à mettre en place un système de gestion des données et à promouvoir la coopération entre les pays participants. □

Amélioration du coton

Les recettes que le Pakistan tire de ses exportations de coton ont augmenté grâce aux améliorations apportées, avec l'aide de la FAO, aux méthodes de classement. Le coton brut pakistanais est très recherché sur les marchés mondiaux. En 1985-1986, 600 000 tonnes ont été exportées.

A compter de 1983, des consultants de la FAO ont formé 96 Pakistanais aux méthodes de classement du coton. Trois ans plus tard, 33 entreprises d'égrenage avaient adopté les nouvelles normes, et la production de coton de qualité supérieure était en hausse de 25 pour cent. □

Les ruraux pauvres s'organisent

Plusieurs projets de la FAO en Afrique ont montré que, bien organisés, les ruraux pauvres peuvent prendre une part beaucoup plus active au développement. Par son Programme de participation populaire, la FAO a aidé les paysans de huit pays à s'organiser en groupes de huit à 15 personnes et, servant de caution, elle a persuadé les banques locales de leur prêter de l'argent pour l'achat d'engrais et autres intrants agricoles.

Les résultats sont encourageants. Dans le district de Kakamega, au Kenya, 25 groupes ont, grâce à ces prêts, accru notablement leur production de maïs et de pommes de terre. Avec

l'argent que cela leur a rapporté, ils ont pu rembourser 98 pour cent de leur dette — taux rarement atteint dans les autres programmes de crédit — et mettre de côté environ 6 000 dollars.

Ces groupes ont maintenant formé une association qui achète en gros des intrants et organise la commercialisation de la production, et qui a obtenu de l'Etat qu'il renforce ses services dans la région. En Zambie, la FAO a recruté 10 animatrices pour aider 700 agriculteurs — en fait généralement des agricultrices — à s'organiser. Soixante groupes ont été formés. En 1986, pratiquement tous les prêts avaient été remboursés à l'échéance.

Plusieurs groupes ont constitué un comité chargé d'organiser le labour de leurs champs de paddy et ont reçu de la FAO une assistance technique pour se lancer dans la production de noix de cajou.

On estime que le Programme de participation populaire profite à 18 000 ruraux en Afrique. □



Bélier Djalonké choisi comme reproducteur.

Agneaux et chevreaux

Le projet de développement de la production ovine et caprine, exécuté par la FAO dans le nord du Togo, a donné de si bons résultats qu'il a été décidé de l'étendre aux villages environnants et de s'en servir comme modèle dans le reste de l'Afrique ainsi qu'en Asie. Quand le projet a démarré dans huit villages de la région de Kara, en 1980, les paysans n'élevaient des chèvres et des moutons que pour répondre aux besoins locaux et n'avaient pratiquement pas la moindre notion de zootechnie.

Six ans durant, la FAO a formé des vulgarisateurs et s'est employée à moderniser les méthodes d'élevage: lutte

systematique contre les tiques et les vers, alimentation d'appoint, sélection, etc. En 1986, la mortalité des agneaux avait diminué de moitié, le poids à la naissance avait augmenté de 20 pour cent, et la productivité moyenne des brebis était passée de 7 à plus de 30 kg d'agneau par an.

Impressionnée par ces résultats, la FAO a réalisé un film vidéo qui sera utilisé dans d'autres pays d'Afrique occidentale et, en 1986, elle a envoyé des missions au Bangladesh, en Inde et au Pakistan pour choisir le site de projets pilotes qui seront exécutés en 1987. □

De meilleurs rendements avec moins de pesticides

La FAO a démontré à des paysans indonésiens que les insecticides, s'ils sont utilisés sans discernement, font plus de mal que de bien. Dans 10 zones tests, elle a demandé aux riziculteurs d'utiliser moins d'insecticides (la moyenne était de 4,5 applications par campagne) pour voir ce qu'il adviendrait des insectes et de leurs ennemis naturels.

Les riziculteurs ont découvert que deux applications étaient suffisantes, soit moins de la moitié des quantités d'insecticides qu'ils utilisaient jusqu'alors. En outre, les rendements ont augmenté de 2 pour cent et le bénéfice net des riziculteurs de 8 pour cent en

moyenne. Comme 25 000 autres riziculteurs asiatiques, ces paysans ont ainsi été formés à la lutte raisonnée contre les ravageurs qui est à la fois plus efficace, plus permanente et moins dangereuse.

La FAO a multiplié les activités — recherches, démonstrations sur le terrain, campagnes publicitaires, formation — depuis 1980 pour promouvoir ces méthodes de lutte dans sept pays asiatiques. Le programme prendra fin en 1987, mais le financement d'une nouvelle phase a été proposé aux donateurs. □



Pictogrammes agrochimiques

L'an dernier, à l'occasion d'enquêtes menées dans 50 pays, la FAO a constaté que les symboles destinés à mettre en garde les usagers contre les dangers que présente l'emploi des pesticides n'ont guère de signification pour les paysans analphabètes du

tiers monde. Beaucoup des paysans interrogés se sont montrés incapables de deviner le sens de ces symboles. Sans se décourager pour autant, la FAO, en coopération avec le GIFAP (Groupement international des associations nationales des fabricants de

produits agrochimiques), continue à mettre au point et à tester toute une série de pictogrammes agrochimiques destinés à figurer sur les emballages de pesticides vendus aux pays en développement.

La mise au point de ces pictogrammes est l'une des nombreuses activités entreprises par la FAO en 1986 comme suite à l'adoption par ses Etats Membres, en 1985, du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides. Ce code définit les règles qui devraient être suivies par les gouvernements, les fabricants, les distributeurs et les usagers. □



Banque de sperme

En coopération avec le Gouvernement italien, la FAO a mis en place, près de Rome, la première banque mondiale de sperme de taureau pour les pays en développement. Une fois installé l'équipement de réfrigération, cette banque pourra conserver 500 000 doses de sperme dans de l'azote liquide à une température de moins 196°C. Le sperme — essentiellement de taureaux de race Frisonne, Brune des Alpes, Simmental et Jersiaise — sera donné par des pays développés. Il servira dans les pays en développement, notamment pour des programmes de croisement. □

Coopération pour produire plus de dattes

Dix-neuf pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient participent à un programme, appuyé par la FAO, qui vise à accroître la production de dattes. Ce programme a démarré en 1978, à la suite de recherches qui ont montré que les dattiers pourraient produire jusqu'à 100 kg de fruits par an, soit environ cinq fois le rendement moyen de la région.

Aucun des pays considérés n'avait à lui seul les compétences techniques voulues pour améliorer les variétés et les méthodes de production. La FAO a donc aidé à mettre en place un réseau de coopération technique. Le programme a permis d'améliorer les ou-

tils d'élagage et de pollinisation et a aidé les pays à implanter des installations de conditionnement et de transformation. Une deuxième phase a commencé en 1987. □



Augmentation des rendements grâce aux engrais, aux bactéries et aux mutations

Le Programme engrais de la FAO a célébré son 25^e anniversaire par des opérations dans 25 pays en développement. En 1986, il a contribué à la réalisation de 3 500 essais sur le terrain, destinés à tester différentes doses et combinaisons d'engrais, et à plus de 12 000 démonstrations au cours desquelles des doses recommandées d'engrais et des techniques modernes d'agriculture ont été appliquées sur de petites parcelles sous les yeux des paysans. Les gains ont souvent été spectaculaires: en Ethiopie, les rendements du teff — céréale locale — sont passés de 750 à 1 050 kg à l'hectare et, au Nicaragua, les rendements du maïs sont passés de 2 300 à 3 500 kg.

En Asie, le Programme engrais a beaucoup utilisé le système des blocs de démonstration pour aider les petits paysans à mettre en pratique ce qu'ils avaient appris. Quelque 21 000 agriculteurs se sont organisés en petits groupes pour obtenir les intrants nécessaires à une campagne (ou à toute une suite d'opérations), le prêt étant remboursé à un fonds renouvelable après la récolte. Au Bangladesh, un de ces groupes a produit cinq tonnes de paddy à l'hectare, soit trois tonnes de plus que la moyenne nationale. Le système des blocs a donné de si bons résultats en Asie que la FAO espère pouvoir l'introduire en Afrique en 1987.

En Afrique occidentale, la FAO a organisé des démonstrations pour familiariser les riziculteurs avec l'azolla. Cette fougère aquatique, originaire d'Asie, est si riche en azote qu'elle constitue un véritable engrais renouvelable. Dans les rizières, elle améliore la fertilité des sols — d'où un accroissement des rendements pouvant aller jusqu'à 42 pour cent —, fournit des aliments riches en protéines pour les animaux et les poissons, et supprime les mauvaises herbes. Des projets visant à introduire l'azolla sont en cours au Burkina Faso, en Guinée-Bissau et au Sénégal, et de nouveaux projets sont prévus pour le Ghana, le Guyana et Madagascar en 1987.

Au Rwanda, le rendement des cultures de soja augmente grâce à des bactéries du genre rhizobium, produi-



tes avec l'assistance de la FAO. Le sol d'Afrique manque de souches indigènes de cette bactérie qui, en formant des nodosités sur les racines, aide la plante à fixer l'azote et à produire plus de protéines. La FAO a contribué à la mise en place de laboratoires de production de rhizobium au Rwanda et dans 14 autres pays. L'an dernier, les essais réalisés au Rwanda ont montré que cette technique permet de doubler le rendement du soja.

Enfin, les programmes de recherche FAO/AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) ont permis de produire par mutations des légumineuses à grains plus productives, plus résistantes et de meilleure qualité. Ces mutations génétiques, obtenues par irradiation ou chimiquement, améliorent la fixation de l'azote et permettent aux légumineuses de tolérer des sols à forte teneur en azote. En coopération avec des organismes des pays en développement, la Division mixte FAO/AIEA a lancé de nouveaux programmes de recherche en Asie et en Amérique latine en vue d'améliorer la fixation de l'azote par les légumineuses. □

Sac de rhizobium produit au Rwanda dans un laboratoire construit avec l'aide de la FAO. Avec cette bactérie, on récolte deux fois plus de soja.

L'organisation de démonstrations assorties de la fourniture d'engrais et autres intrants (y compris crédit) a beaucoup fait augmenter les rendements au Bangladesh.



Investissements rentables

En 1973, le Centre d'investissement de la FAO a aidé à l'établissement d'un plan de développement de l'irrigation dans la vallée de l'Oum-er-Rbia, au Maroc. La Banque mondiale a prêté 70 millions de dollars pour ce projet. L'investissement a été rentable: en 1986, la mission envoyée sur place a constaté que 16 400 hectares avaient été irrigués et que, dans certains cas, les rendements des cultures de maïs et de betteraves à sucre étaient aussi élevés que n'importe où en Europe. En 1986, les organismes internationaux de financement ont approuvé des prêts d'un montant de 1,6 milliard de dollars pour 39 projets formulés avec l'aide du Centre d'investissement. □



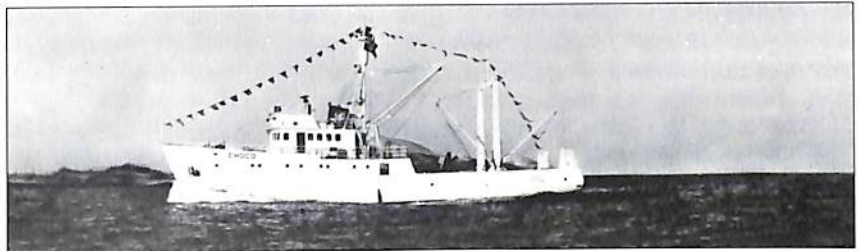
Coopération et navires de recherche halieutique

Un programme FAO/PNUD prévoit de développer la co-utilisation des navires de recherche halieutique. La FAO est en train de dresser une liste à jour des bateaux disponibles pour répondre aux besoins de recherche, de pêche exploratoire ou de formation des pays en développement.

En coopération avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'Unesco, la FAO a établi une base de données qui donne les caractéristiques de 350 bateaux. Elle espère dresser une liste de 1 000 bateaux, avec leurs programmes de croisière et de recherche.

Il existe déjà une petite flottille PNUD/FAO de bateaux de recherche

qui sont loués aux gouvernements et organismes ou employés directement dans des projets de la FAO. En 1986, trois de ces bateaux ont participé à l'évaluation des stocks au large du Honduras, de la Malaisie et de l'Uruguay. □



Un nouveau métier pour les paysans zambiens

Les agriculteurs de l'est de la Zambie doivent parfois faire jusqu'à 200 km pour trouver un atelier de réparation.

Pour répondre aux besoins locaux, la FAO a lancé un projet qui a permis de former 15 paysans au métier de forgeron. Elle a fourni du matériel de formation et des outils: enclumes, forges, perceuses, etc. Durant les travaux pratiques, les paysans ont fabriqué eux-mêmes leurs tenailles et autres outils. A la fin du cours, ces nouveaux forge-

rons ont ouvert des ateliers dans leurs villages. Chaque atelier dessert jusqu'à 200 agriculteurs. □

De nouveaux aliments pour les animaux

En 1986, pour améliorer l'alimentation animale, la FAO a introduit dans 12 pays d'Afrique, du Proche-Orient et d'Asie des blocs de mélasse-urée, mis au point en Australie. Ces blocs, que l'on peut fabriquer avec un mélangeur d'un type très simple, se composent de matériaux locaux bon marché: mélasse, urée, sel, son, liant. Pour les petits éleveurs, c'est un bon moyen de compléter l'alimentation des ruminants dont le régime — herbages et résidus de récolte — est pauvre en minéraux. □

Restauration des prairies sous-marines



Les prairies sous-marines, composées de phanérogames, stabilisent le fond des eaux côtières et les poissons tropicaux viennent s'y reproduire. Malheureusement, elles sont détruites par le dragage, l'extension des terres, les déchets industriels et les eaux usées. Pour tester des techniques de transplantation aux Philippines, la FAO a aidé à identifier 15 espèces communes et à choisir trois sites d'essai. La transplantation a été effectuée par les pêcheurs locaux (voir ci-contre). Le succès du projet a conduit à formuler un programme de restauration des prairies sous-marines en Asie du Sud-Est. □

La conservation des ressources génétiques

Pour beaucoup de phytogénéticiens, c'est un événement mémorable: en mai 1986, des chercheurs ont découvert dans les forêts pluviales de l'est du Brésil une espèce sauvage de manioc. Cette découverte est très instructive quant à l'origine de cette racine dont la culture est très développée sous les tropiques et, surtout, elle offre aux sélectionneurs et aux scientifiques une nouvelle souche qui pourra servir à améliorer les variétés cultivées.

L'expédition brésilienne, de même que 71 autres expéditions organisées en 1986, était patronnée par le Conseil international des ressources phytogénétiques (CIRP), installé au siège de la FAO. Cette dernière s'emploie par tous les moyens à promouvoir la conservation des ressources phytogénétiques et zoogénétiques de notre planète.

Durant l'année, des missions du CIRP ont collecté des cultivars primitifs dans 56 pays. Le CIRP a entrepris de nouvelles activités pour élargir la base génétique des collections en se procurant, par exemple, des spécimens de riz sauvage au Mali, d'ail sauvage en Inde, ainsi que des souches de cacao, de capsicum et de patate douce en Amérique latine. Les semences ou le matériel de clonage de ces plantes sont allés s'ajouter aux banques de gènes du monde entier. Ce matériel est, soit stocké à moins zéro, soit planté dans des champs protégés.

La FAO aide aussi à la mise au point de nouvelles techniques de protection des ressources génétiques. En 1986, le CIRP a commencé à organiser à Cali (Colombie) la première banque mondiale de gènes *in vitro*, qui pourrait être un moyen plus fiable de conserver beaucoup de plantes tropicales. Si les banques de gènes restent le seul refuge pour les espèces menacées d'extinction, beaucoup d'autres plantes pourraient être protégées dans leur habitat naturel. Pour cette raison, les Départements de l'agriculture et des forêts de la FAO s'emploient à promouvoir la conservation *in situ*. Ce travail combine chaque fois que possible la conservation des écosystèmes et des variations intraspécifiques et une utilisation équilibrée des ressources. Pour sensibiliser l'opinion mondiale, la FAO a produit en 1986 une liste de 81 arbres et arbustes menacés d'extinction ou d'appauvrissement génétique. Elle a par ailleurs coopéré avec des organismes nationaux à des projets pilotes de conservation *in situ* au Cameroun, en Malaisie, au Pérou et au Yémen démocratique. Ces projets visaient à dresser la carte d'importantes espèces, à déterminer leur présence dans les zones protégées et à formuler des mesures concrètes de conservation.

L'an dernier, des progrès ont également été faits en ce qui concerne l'identification et la conservation des

ressources zoogénétiques du monde en développement. La FAO a mis en place au Costa Rica une banque de gènes de l'espèce *Tilapia*, qui est souvent à la base du développement de la pisciculture dans la région. En coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, elle a produit en 1986, après trois ans d'essais, des listes de descripteurs qui serviront à l'établissement de banques de données sur les caractéristiques génétiques des bovins, buffles, porcins, ovins, caprins et volailles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. □



Des spécimens de ce riz sauvage qui pousse sur les bords du Niger, au Mali, figurent désormais dans les collections de gènes.

Pommes de terre sauvages collectées l'an dernier au Pérou durant une mission patronnée par le CIRP.



Adoption d'un programme d'action par la Conférence pour l'Afrique

Les ministres africains de l'agriculture ont approuvé des mesures propres à stimuler la reprise économique et à redresser une production vivrière et agricole en sérieux déclin. A la 14^e Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, 30 ministres ainsi que d'autres hauts responsables de 49 pays africains ont adopté un Programme d'action pour l'agriculture africaine. Ils ont par ailleurs demandé à la FAO de les aider à promouvoir l'irrigation et les cultures vivrières traditionnelles et à combattre les criquets et les sauteriaux.

La Conférence, réunie en septembre 1986 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), a abouti à un large consensus sur les causes de la crise alimentaire de l'Afrique et sur les moyens de la résoudre. Les délégués ont reconnu que l'agriculture a un rôle fondamental à jouer, en tant que moteur de la reprise économique. Ils ont jugé que l'étude de la FAO *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années* offre une base appropriée pour réaligner les politiques de leurs pays et obtenir le soutien des donateurs.

A la Conférence, le Directeur général a déclaré que «l'Afrique pourrait satisfaire la plus grande partie de ses besoins alimentaires», mais que, pour cela, «il faudrait d'autres politiques de développement, d'autres relations dans les échanges internationaux et

surtout d'autres moyens financiers et matériels». En ce qui concerne l'action à long terme qui est nécessaire, le Directeur général a ajouté qu'il «faut commencer sans attendre car ni la croissance démographique, ni la dégradation de l'environnement n'accorderont de répit au développement». Les participants à la Conférence ont demandé à la FAO d'aider leurs pays à formuler des programmes nationaux pour l'exécution du Programme d'action et pour la mobilisation des ressources nécessaires. Ils lui ont aussi demandé d'étudier la faisabilité d'une expansion de l'aide en nature qui permettrait à l'Afrique d'obtenir les intrants agricoles dont elle a tant besoin.

Deux séances spéciales ont été consacrées au problème des sauteriaux et des criquets. En session plénière, les délégués se sont félicités des activités du Centre d'intervention antiacridienne d'urgence et ont remercié la communauté internationale de son aide généreuse. Ils ont demandé à la FAO de continuer à suivre de près la menace des acridiens et autres ravageurs et d'aider les organismes de lutte en proie à des difficultés financières et à des problèmes de gestion. Ils ont aussi demandé instamment à la FAO d'aider les Etats Membres à développer la petite et la grande irrigation et à promouvoir les racines et tubercules ainsi que les céréales.



D'autres priorités ont été identifiées, notamment: lancement rapide d'une campagne panafricaine contre la peste bovine, développement de la production de biogaz en milieu rural, poursuite du Programme FAO de relèvement de l'agriculture en Afrique, expansion de la coopération technique entre pays africains. □

Consultation d'experts sur l'irrigation en Afrique

Une consultation organisée par la FAO a ouvert la voie à une nouvelle phase de développement de l'irrigation en Afrique. Cette consultation, qui a eu lieu à Lomé (Togo) en avril 1986, a réuni des experts de 41 pays africains ainsi que des observateurs d'organismes du système des Nations Unies, d'institutions de financement, de pays donateurs et d'organisations non gouvernementales (ONG).

Seulement 6,5 pour cent des terres agricoles de l'Afrique sont irriguées. Les experts ont noté qu'il est possible de développer l'irrigation mais qu'il faudra pour cela surmonter différents obstacles. Jusqu'ici, l'irrigation a en

effet souffert d'une mauvaise planification, d'une intervention excessive de l'Etat dans les opérations et la gestion et de l'insuffisance de l'aide apportée aux agriculteurs, qu'il s'agisse des mesures d'incitation, de la formation ou des services de soutien.

Les experts africains ont estimé qu'il faudrait promouvoir l'irrigation dans le cadre de plans de développement zonal, l'agriculture irriguée étant complémentaire de l'agriculture pluviale. Il est par ailleurs indispensable que les collectivités rurales participent directement au développement et à l'aménagement des périmètres irrigués.

Les experts ont jugé qu'il fallait améliorer les bases de données (potentiel d'irrigation, rendement des périmètres), formuler des politiques nationales, renforcer les capacités de planification et de gestion, améliorer la formation à tous les niveaux et intensifier les recherches et la coopération dans la région. La FAO aide les pays africains à donner suite à ces recommandations. □

Etude de l'agriculture en Amérique latine et dans les Caraïbes

La 19^e Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes a demandé à la FAO d'entreprendre une étude approfondie de l'agriculture dans la région et de ses perspectives à long terme. L'étude — qui servira à établir un plan d'action — visera à trouver des solutions à la crise économique de la région et à la pauvreté qui persiste en milieu rural.

La Conférence, réunie à la Barbade en août 1986, a été saisie d'un document qui montre que la récession économique et la dette extérieure (environ 400 milliards de dollars) ont porté un rude coup au développement de l'agriculture. Depuis 1980, la croissance agricole est tombée à 1,8 pour cent par an, et la proportion de ruraux pauvres est en augmentation.

Comme l'a indiqué le Directeur général, «l'une des seules réponses possibles est de renforcer l'intégration économique régionale». Les délégués des Etats Membres ont approuvé la proposition d'entreprendre une étude et ont demandé à la FAO de consacrer plus de ressources à l'Amérique latine et aux Caraïbes dans ses futurs programmes.

Ils ont examiné cinq questions techniques intéressant toute la région: rôle des femmes rurales; aide aux petits exploitants; problèmes des pe-

tits Etats insulaires des Caraïbes; aquaculture; élevage.

En ce qui concerne les femmes rurales, la Conférence a demandé aux gouvernements de garantir leur accès à la propriété et à la gestion de la terre et elle a invité la FAO à redoubler d'efforts pour leur intégration dans le développement rural. L'importance de la sécurité de jouissance pour les petits exploitants a été réaffirmée et on a recommandé que plus de ressources soient consacrées à des projets en leur faveur.

La Conférence a demandé à la FAO d'aider, sur le plan de la recherche et par une assistance technique, les petits Etats insulaires des Caraïbes à réduire leur dépendance à l'égard des importations alimentaires et agricoles. Elle a aussi recommandé qu'on mette au point des techniques peu coûteuses d'aquaculture pour les zones rurales et qu'on améliore la situation de l'élevage dans la région grâce à un effort de lutte contre les maladies et les ravageurs et à une aide de la FAO dans les domaines suivants: identification des sources de financement, élaboration de programmes fourragers, application des biotechnologies, amélioration génétique. □



Un petit paysan et sa famille, réinstallés après des réformes agraires au Honduras, avec le maïs récolté sur leur nouvelle terre.

Commerce international du poisson: la FAO favorise le dialogue

En octobre 1986, des délégués de 63 pays ont participé à la première session du Sous-Comité du commerce du poisson. Le Comité des pêches de la FAO a décidé de créer ce nouvel organe à la suite d'une constatation simple: plus du tiers des captures — soit environ 12 millions de tonnes de produits en 1986 — sont commercialisées sur le marché international.

Ce commerce en pleine expansion est particulièrement important pour les pays en développement: leurs exportations de produits halieutiques leur rapportent quelque 5 milliards de dollars de recettes nettes par an. Les

délégués participant à la première session du Sous-Comité ont toutefois souligné que l'expansion des échanges se heurte à toute une série d'obstacles: barrières tarifaires, complexité des règlements, accords bilatéraux, programmes nationaux de soutien. Les importateurs ont insisté sur les problèmes de qualité des produits et les exportateurs sur la question des circuits de distribution.

Après trois jours de débats, les délégués sont convenus qu'il faudrait supprimer les obstacles à l'expansion du commerce du poisson et ils ont demandé instamment que ces échan-



ges s'accroissent entre pays en développement. En ce qui concerne la qualité des produits, le Sous-Comité a approuvé le programme interrégional de formation, d'un coût de 1,1 million de dollars, proposé par la FAO. Ce programme permettra de former des inspecteurs, des gérants et des ouvriers des entreprises de transformation. □

La sécurité alimentaire dans la région Asie et Pacifique

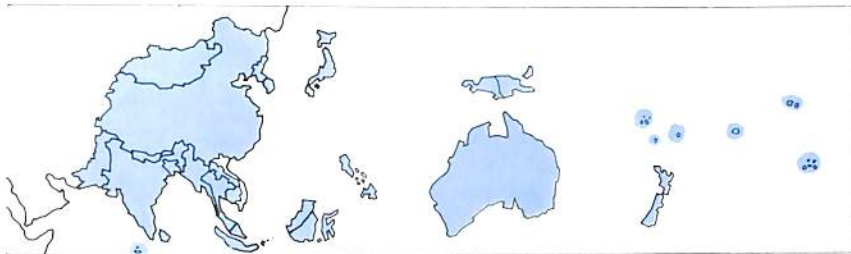
Malgré ses énormes progrès dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, la région Asie et Pacifique compte encore quelque 300 millions de sous-alimentés à cause, essentiellement, de la pauvreté. Ce problème a été au centre des débats de la 18^e Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, réunie à Rome en juillet 1986.

Neuf ministres de l'agriculture et d'autres hauts responsables de 29 Etats Membres ont participé à cette conférence. Le Directeur général a déclaré à cette occasion que la région Asie et Pacifique offre de précieux modèles pour le développement d'autres parties du monde. Ces dernières années, la production de céréales y a augmenté de 3,7 pour cent par an, c'est-à-dire plus de deux fois plus vite que dans le reste du monde. Ce succès, a souligné le Directeur général, est notamment dû aux facteurs sui-

vants: abandon des politiques défavorables aux agriculteurs, allocation de ressources accrues à l'agriculture, utilisation efficace de l'assistance extérieure. La pauvreté des masses reste le problème le plus urgent.

En vue d'améliorer la sécurité alimentaire de l'Asie et du Pacifique, la Conférence a demandé instamment aux Etats Membres de mettre en place des systèmes nationaux d'alerte rapide, ou de renforcer ceux qui existent déjà, conformément aux orientations définies par la FAO, et de donner une grande priorité aux activités de recherche-développement concernant les systèmes de culture pluviale. Pour améliorer l'accès des pauvres à la nourriture, les pays à bas revenu devraient adopter des programmes de subventions alimentaires axés sur les plus défavorisés. La FAO a été priée d'aider les pays à déterminer le volume optimal des réserves nationales de céréales, de former du personnel pour la gestion des stocks et de fournir une assistance aux pays de l'Asie du Sud pour leur réserve de sécurité alimentaire.

La Conférence a demandé que l'accès des petits exploitants au crédit soit facilité et elle a notamment invité les gouvernements à prendre des mesures d'incitation en faveur des organismes de crédit et à réserver un traitement privilégié aux paysans sans terre, aux artisans, aux pêcheurs et aux femmes rurales. Elle a demandé à la FAO de promouvoir l'introduction de technologies propres à faciliter le travail des agricultrices. Enfin, elle a recommandé qu'un appui accru soit apporté au développement de l'aquaculture dans la région et a prié la FAO de promouvoir la coopération technique entre Etats Membres et de développer le réseau de centres d'aquaculture en Asie. □



Des normes de qualité pour le thé

Les grands pays exportateurs de thé sont convenus d'appliquer, initialement pour le thé noir, des normes propres à améliorer la qualité des produits exportés, ce qui devrait faire augmenter les prix. Des délégués de 15 pays ont participé en juin 1986 à la réunion du sous-groupe des exportateurs du Groupe intergouvernemental de la FAO sur le thé pour étudier les moyens de remédier au marasme du marché international.

Les études présentées par la FAO à cette occasion montrent que, en appliquant les normes internationales, les producteurs pourraient retirer du marché environ 20 000 tonnes de thé de

qualité inférieure. Cela améliorerait l'image du thé chez les consommateurs et devrait faire augmenter la demande. Les délégués ont approuvé à l'unanimité des normes de qualité minimale, initialement pour le thé noir, et ont insisté sur la nécessité de suivre étroitement leur application par les pays exportateurs.

Les groupes intergouvernementaux de la FAO, qui s'occupent désormais de 11 grands produits agricoles, aident les Etats Membres à examiner les problèmes du marché et à y trouver des solutions. En 1986, cinq groupes et deux sous-groupes se sont réunis au siège de la FAO. □



Resserrement de la coopération avec la FAO au Proche-Orient

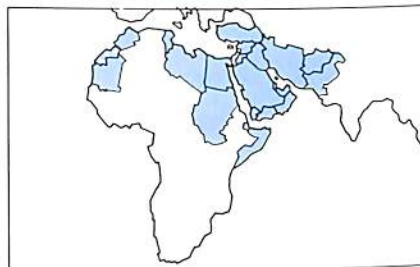
Les gouvernements du Proche-Orient ont souhaité une collaboration plus étroite avec la FAO pour l'exécution de programmes visant à accroître la production de céréales, à améliorer les compétences en matière de planification, et à faire davantage participer les femmes au développement agricole et rural. Les délégués de 26 Etats Membres ont demandé à la FAO de les aider dans ces domaines à la 18^e Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient, qui s'est réunie en mars 1986 à Istanbul (Turquie).

A cette occasion, le Directeur général a noté que, en l'espace de 20 ans, le Proche-Orient est devenu très dépendant des importations de céréales et autres produits alimentaires. Cela coûte aujourd'hui à la région quelque 23 milliards de dollars par an. Le développement des industries pétrolières et pétrochimiques a fait diminuer la population agricole active; cette diminution n'a pas été compensée par un accroissement de la productivité. Le

Directeur général a invité la région à adopter de nouvelles politiques, de nouvelles priorités et une nouvelle répartition des ressources en faveur de l'agriculture.

La Conférence a demandé à la FAO de coopérer encore plus étroitement avec les organismes nationaux et régionaux à la mise en valeur des terres et des eaux et au développement de la production végétale. Elle a recommandé que les Etats Membres renforcent leurs programmes de sélection et d'évaluation des principales céréales, coopèrent à la production de semences, et améliorent la commercialisation de ces semences. La FAO a été invitée à fournir son aide pour la formation ainsi que pour la formulation des politiques semencières nationales.

La planification agricole et le rôle des femmes rurales dans le développement de l'agriculture étaient deux autres points importants de l'ordre du jour. Les délégués sont convenus de la



nécessité d'améliorer les compétences de la région en matière de planification agricole et ont demandé à la FAO de les aider à évaluer les besoins de personnel qualifié et à mettre en place un réseau régional d'organismes de formation. Pour ce qui est des femmes rurales, ils ont instamment demandé aux Etats Membres de promulguer des lois qui mettront les femmes et les hommes sur un pied d'égalité, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre et aux intrants agricoles, et de familiariser les ruraux avec cette législation. La Conférence a demandé que la FAO continue à appuyer des projets axés sur le rôle multiple des femmes en tant que productrices de vivres, de mères et de ménagères. □

Le Directeur général propose une expansion de l'aide en nature

A la 15^e Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, réunie à Istanbul en avril-mai 1986, le Directeur général a souligné qu'il serait peut-être possible de tirer parti de la crise économique du monde développé pour mieux faire face au problème de la faim dans les pays en développement. Les fonds consacrés au soutien des excédents agricoles en Europe pourraient être utilisés pour promouvoir le développement de l'agriculture dans le tiers monde. Les excédents d'engrais, outils et autres intrants agricoles des pays européens pourraient servir en Afrique, où ils font terriblement défaut. Les pays européens, a conclu le Directeur général, pourraient participer encore plus aux activités de la FAO.

La Conférence a demandé à la FAO de coordonner le soutien aux activités de protection des plantes dans la région et a suggéré que l'Organisation s'emploie à promouvoir la mise au point de critères pour l'évaluation de l'innocuité des pesticides pour l'envi-

ronnement. Elle a également suggéré que la FAO aide à organiser des réunions pour favoriser la diffusion des résultats de la recherche agronomique.

En ce qui concerne l'aquaculture, la Conférence a insisté sur la nécessité de développer la coopération entre chercheurs pour la conservation des ressources ichtyogénétiques et pour la lutte contre les maladies et elle a recommandé que l'on donne une importance accrue aux programmes de formation orientés vers la vulgarisation. Elle a suggéré que la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures étudie les moyens de renforcer le secteur de l'aquaculture en Europe par une action collective, et elle a demandé que le programme régional de développement de l'aquaculture dans les pays méditerranéens se poursuive. □



Références

Démographie

Selon les projections, la population rurale diminuera après l'an 2010 — Le rythme de l'exode agricole a commencé à ralentir — En 2025, 99 pour cent de la population agricole vivra dans le monde en développement.

Production

Les prix des céréales sont en baisse à cause de la surproduction mais les pays en développement n'ont pas les moyens d'en importer des quantités suffisantes — La production de poisson bat une fois encore son record, de même que la production de produits forestiers — La production de papier augmente dans les pays en développement, ce qui leur permettra d'importer moins.

Commerce international

La faiblesse des recettes d'exportation compromet la croissance économique et la sécurité alimentaire des pays en développement — Les pêches sont le seul secteur où la valeur des échanges a augmenté durant les années 80.

Ressources

La communauté internationale doit se mobiliser de toute urgence pour sauver les forêts des zones tropicales et tempérées — Dans les pays en développement, le manque de capitaux freine l'investissement dans l'agriculture.

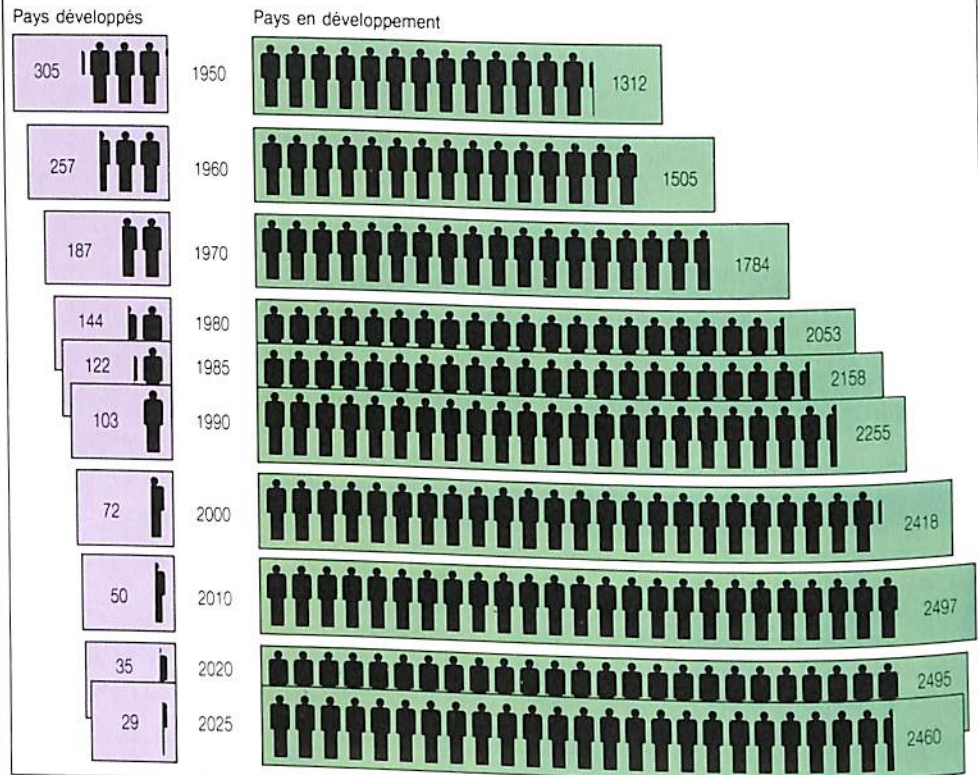
Démographie

Démographie. Aujourd'hui, environ 2,25 milliards de personnes vivent de l'agriculture. En l'an 2010, il y en aura 300 millions de plus. Après cette date, selon une étude récente de la FAO, la population rurale diminuera.

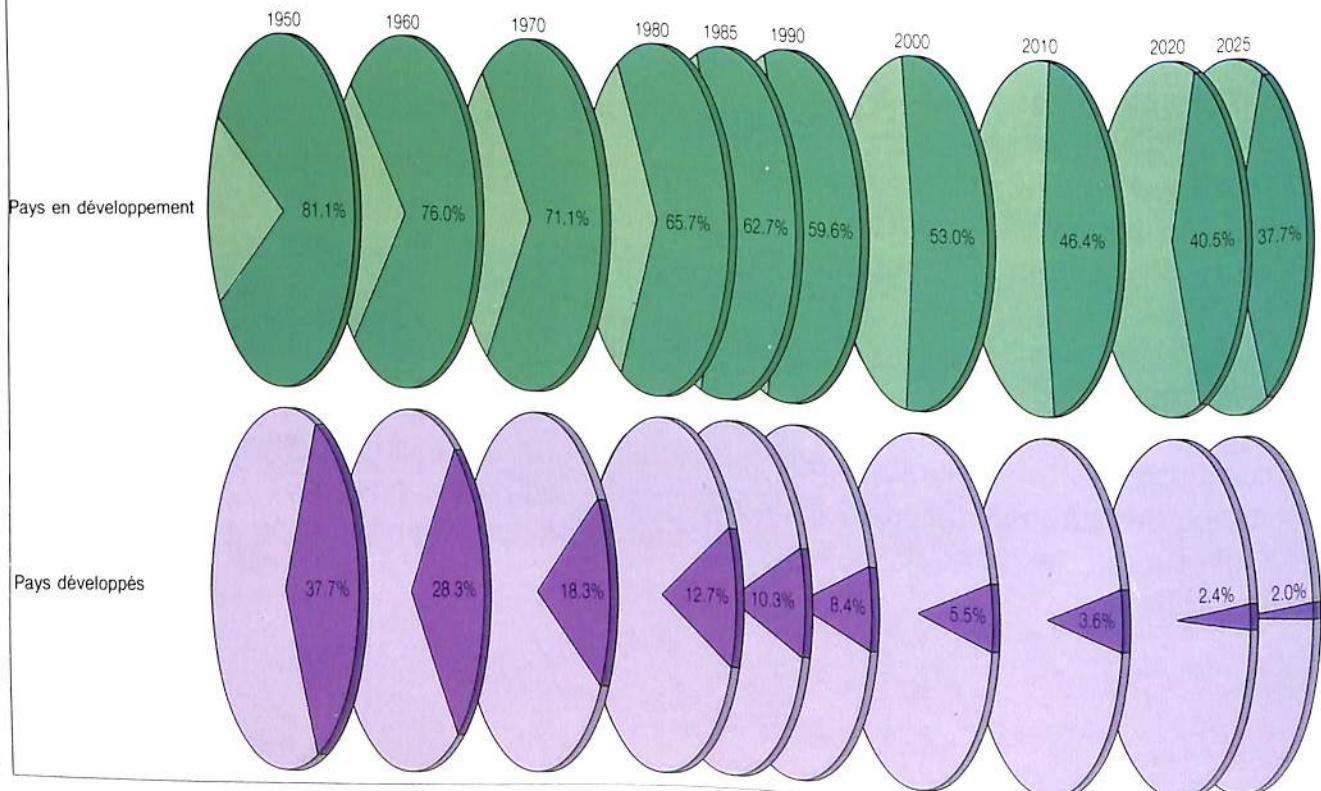
La moitié environ de la population active se compose d'agriculteurs, contre 67 pour cent il y a 35 ans. C'est dans les pays développés que l'exode rural a été le plus rapide: les deux tiers des agriculteurs, forestiers et pêcheurs se sont reconvertis. Depuis le début de cette décennie, le rythme de l'exode agricole est nettement plus lent, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

Le pourcentage de femmes dans la population agricole active est plus élevé dans les pays développés que dans les pays en développement, et il le restera dans l'avenir prévisible.

Population agricole, 1950-2025
(en millions)

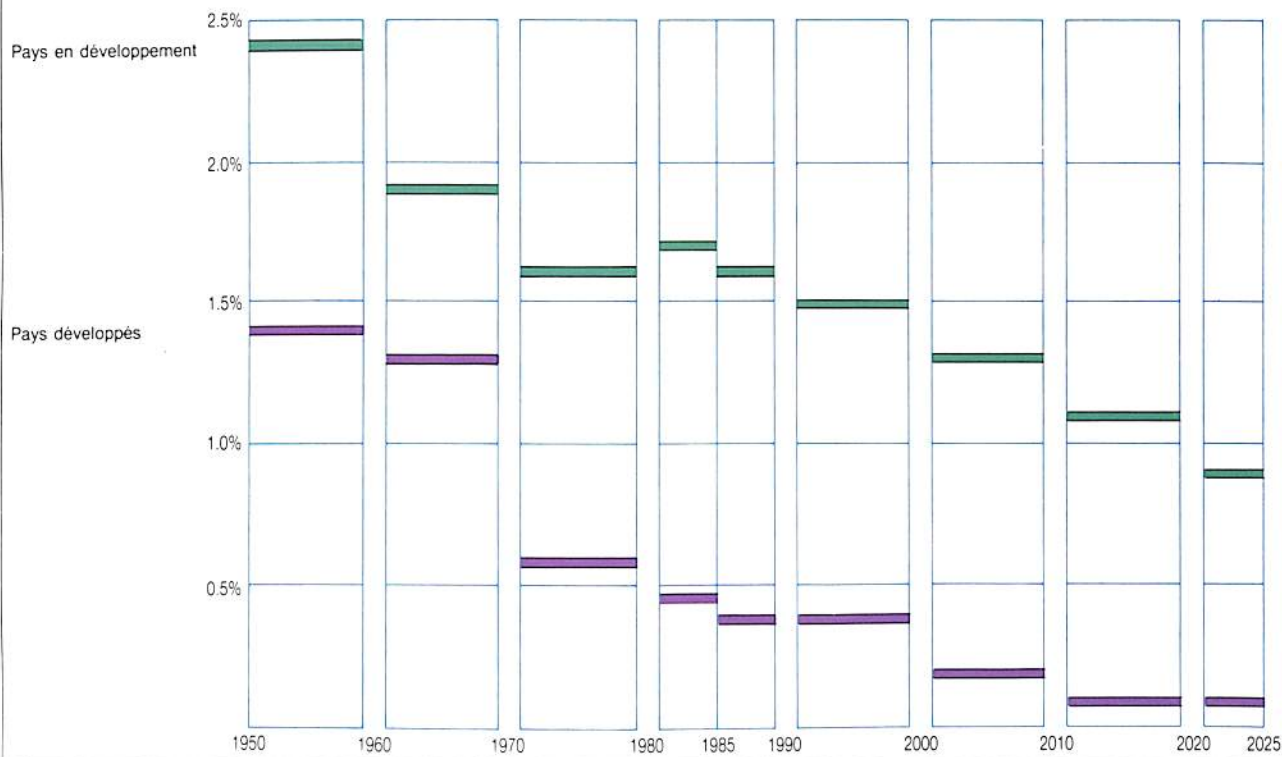


Pourcentage de la population travaillant dans le secteur agricole, 1950-2025

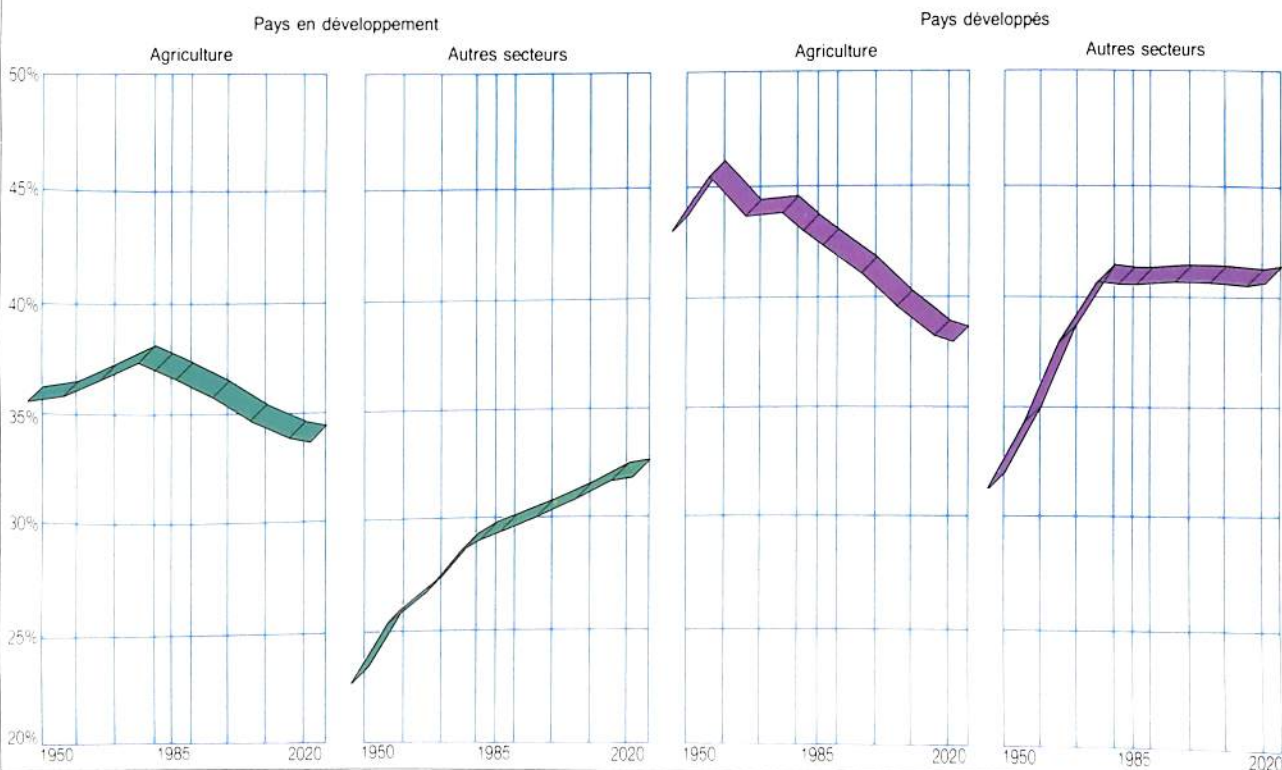


Exode agricole, 1950-2025

(taux annuels moyens, solde net)



Pourcentage de femmes dans la population active, 1950-2025



Production

Captures de poissons, mollusques et crustacés, 1981-1985 (en milliers de tonnes)					
	1981	1982	1983	1984	1985 (provisoires)
Pays en développement à économie de marché					
Afrique	3 475	3 282	3 593	3 283	3 148
Extrême-Orient	14 185	14 260	15 165	15 259	15 586
Amérique latine	10 319	11 355	9 344	12 016	13 645
Proche-Orient	1 011	1 041	1 127	1 153	1 165
Autres	249	222	240	231	298
Total	29 239	30 159	29 469	31 942	33 842
Pays d'Asie à économie planifiée	6 568	7 716	7 587	8 407	9 258
Total pays en développement	35 807	37 335	37 056	40 349	43 100
Pays développés à économie de marché					
Amérique du Nord	5 184	5 392	5 491	6 097	6 193
Océanie	359	398	452	462	443
Europe occidentale	11 300	10 895	11 208	11 525	11 236
Autres	11 373	11 473	11 879	12 643	12 173
Total	28 216	28 158	29 030	30 727	30 045
Europe orientale et URSS	10 779	11 216	11 160	11 907	11 802
Total pays développés	38 995	39 374	40 190	42 634	41 847
Total mondial	74 802	76 709	77 246	82 983	8 4947

Production. Malgré le ralentissement de la production, les excédents sont restés le problème numéro un de l'agriculture en 1986. Pour les céréales, les stocks ont atteint un niveau record, et les prix n'ont jamais été aussi bas depuis un demi-siècle. Pourtant, de nombreux pays n'ont pas pu importer de quoi satisfaire leurs besoins alimentaires.

Les grands problèmes de l'agriculture sont donc que l'offre reste excédentaire malgré le ralentissement de la production et que la demande d'importation ne reprend pas malgré la baisse des cours internationaux.

Il y a toutefois des aspects positifs. On observe que c'est dans les pays africains et asiatiques traditionnellement importateurs de vivres que la production a le plus augmenté et que c'est dans les pays développés exportateurs qui ploient déjà sous les excédents, en particulier en

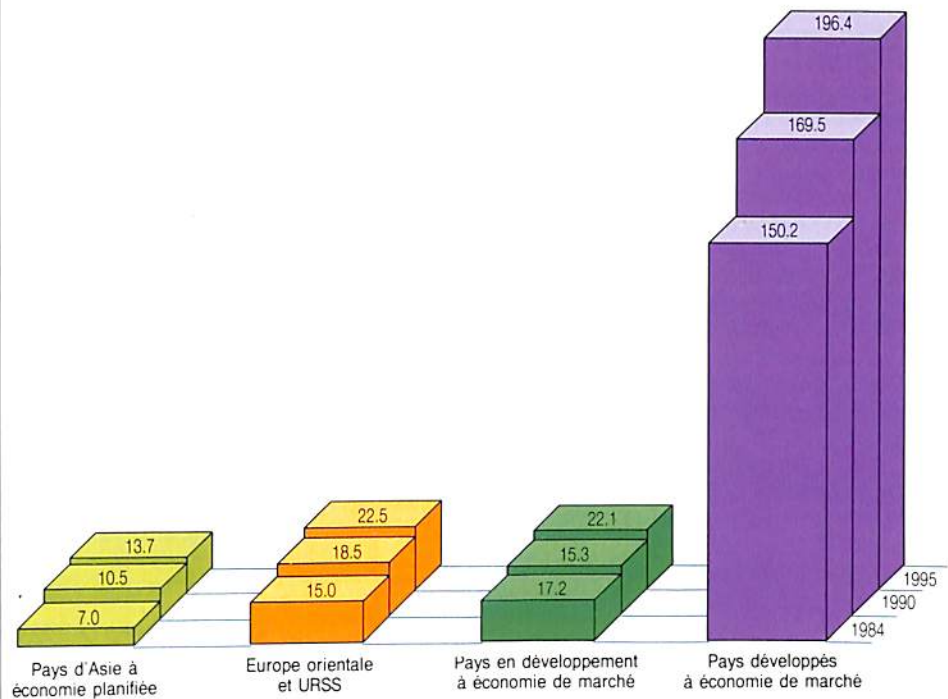
Production agricole, 1981-1986 (en millions de dollars internationaux)						
	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Pays en développement à économie de marché						
Afrique	43 565	44 766	43 624	44 868	48 252	49 788
Amérique latine	100 258	100 438	100 360	103 793	108 150	106 191
Proche-Orient	38 478	40 102	40 188	40 248	42 044	44 060
Extrême-Orient	134 099	133 664	144 035	147 759	152 105	155 078
Autres	979	964	938	1 007	1 029	1 068
Total	317 379	319 936	329 145	337 672	351 580	356 185
Pays d'Asie à économie planifiée	131 716	142 567	151 371	163 070	162 988	170 308
Total pays en développement	449 095	462 503	480 516	500 742	514 568	526 493
Pays développés à économie de marché						
Amérique du Nord	155 935	156 823	134 915	153 164	161 284	155 822
Europe occidentale	149 651	156 912	154 928	162 951	159 637	160 364
Océanie	19 030	17 961	20 431	19 891	20 474	20 258
Autres	24 673	24 501	23 885	24 808	25 575	25 318
Total	349 289	356 197	334 159	360 814	366 969	361 762
Europe orientale et URSS	153 912	161 111	165 612	168 972	168 836	176 287
Total pays développés	503 200	517 308	499 771	529 785	535 805	538 049
Total mondial	952 295	979 811	980 287	1 030 526	1 050 373	1 064 524

Amérique du Nord, qu'elle a le plus diminué.

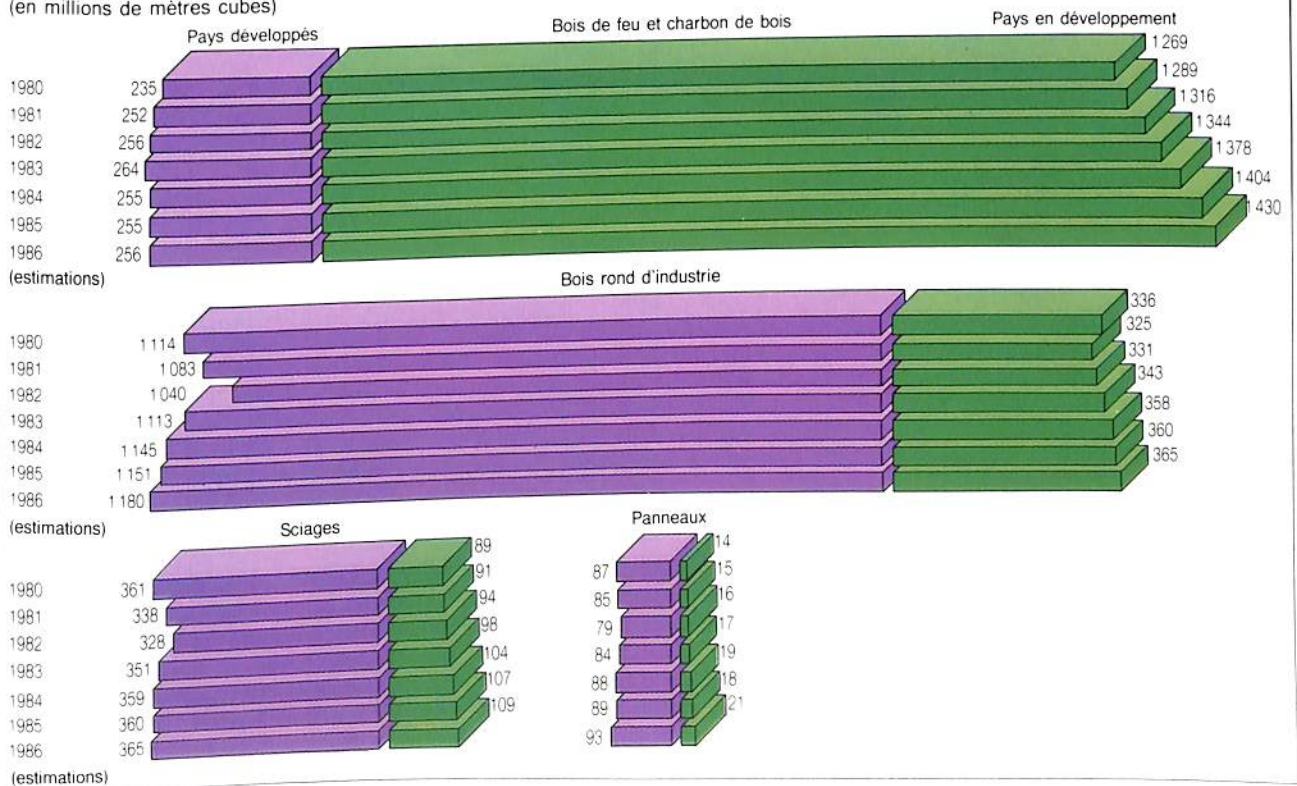
La production de poisson ne cesse d'augmenter depuis 10 ans. Elle a atteint 85 millions de tonnes en 1985. Le secteur forestier est lui aussi en expansion: les records des années précédentes ont été battus pour tous les produits et notamment pour la pâte et le papier.

Selon une étude récente de la FAO, la production de papier devrait beaucoup s'accroître, notamment dans les pays en développement, ce qui leur permettra d'être moins tributaires des importations.

Production de papier et de carton en 1995
(projections en millions de tonnes)



Production de produits forestiers, 1980-1986
(en millions de mètres cubes)



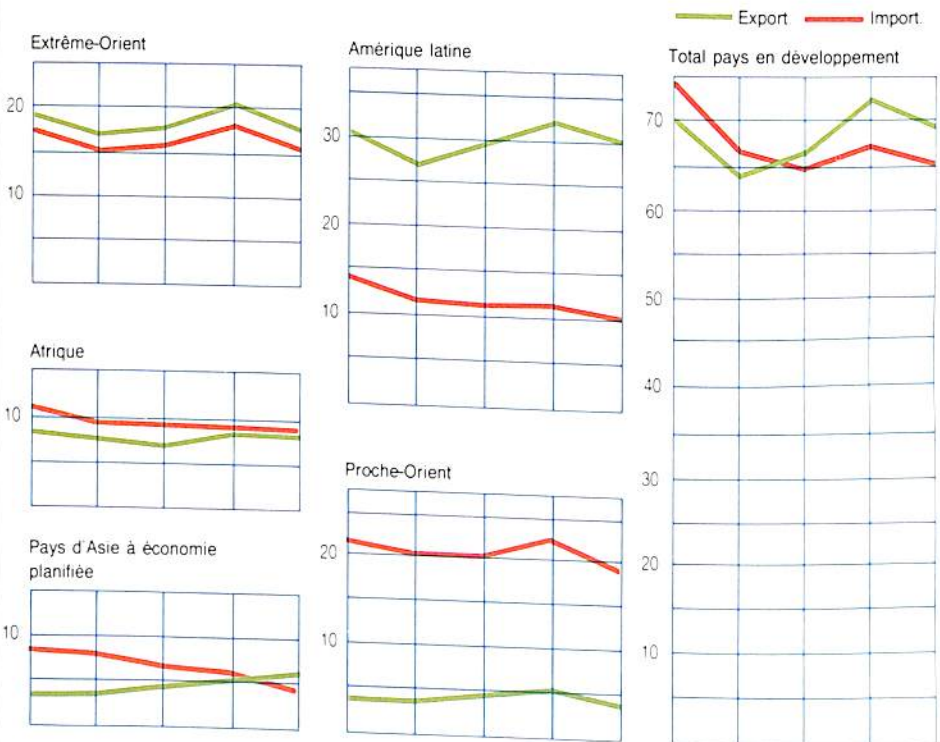
Commerce international

Commerce international. En 1986, les échanges de produits agricoles ont stagné, les pressions protectionnistes se sont accrues et les recettes d'exportation ont continué à baisser. En conséquence, beaucoup de pays endettés n'ont pas les moyens de financer les importations qui leur sont indispensables.

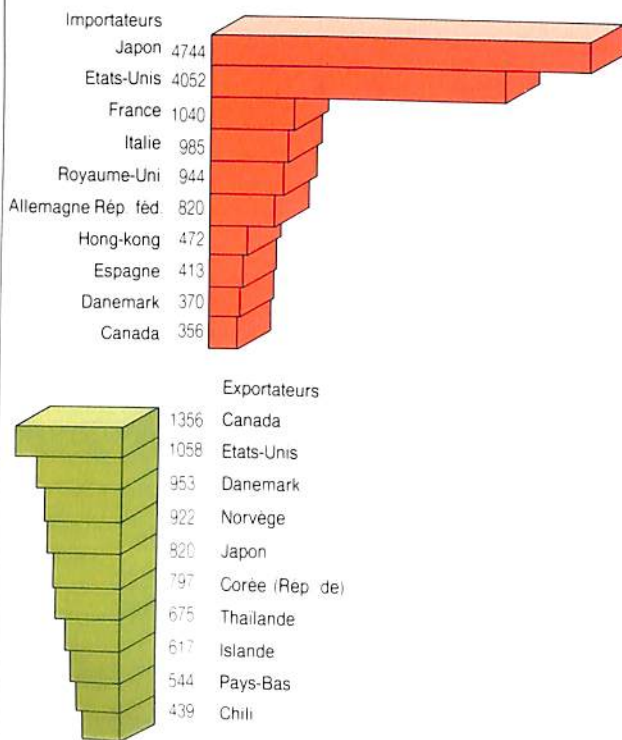
Les pays en développement, devenus importateurs nets de produits agricoles au début des années 80, sont de nouveau exportateurs nets depuis 1985. Cela tient surtout à la diminution des importations de l'Afrique et de l'Amérique latine ainsi qu'aux excédents de la Chine et de l'Inde.

Les pêches sont le seul secteur où la valeur des échanges a augmenté durant les années 80. Les pays en développement détiennent désormais près de la moitié de ce marché de plusieurs milliards de dollars, autrefois dominé par un petit nombre de pays développés.

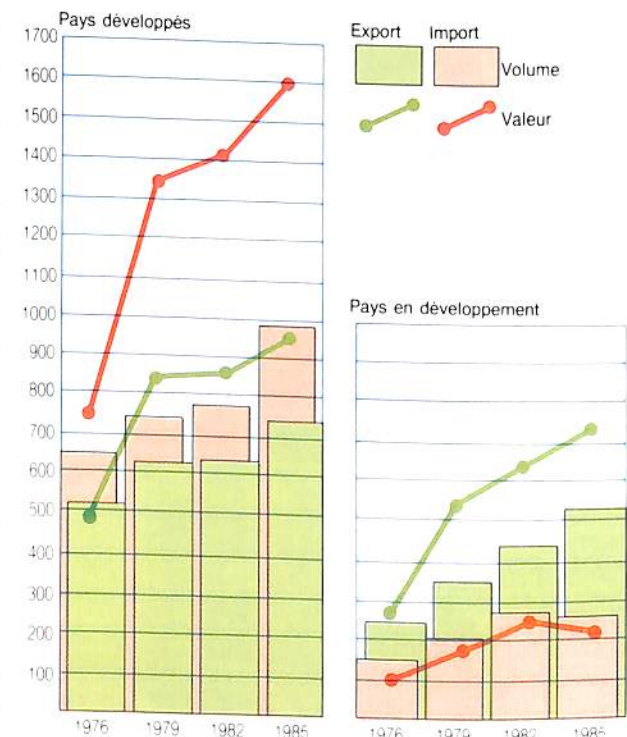
Valeur des exportations et importations agricoles des pays en développement, 1981-1985
(en millions de dollars courants)



Pêches: les 10 premiers importateurs et exportateurs en 1985
(en millions de dollars)

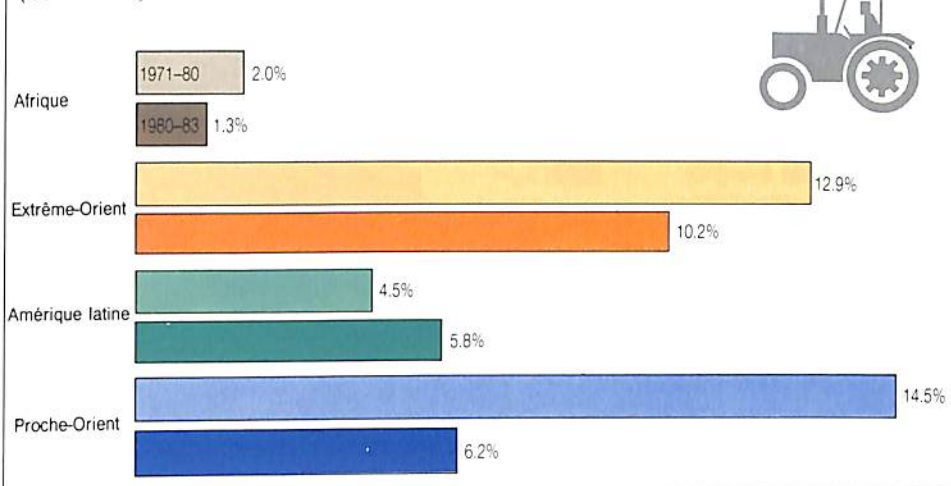


Commerce des produits de la pêche, 1976-1985
(volume en milliers de tonnes et valeur en millions de dollars)

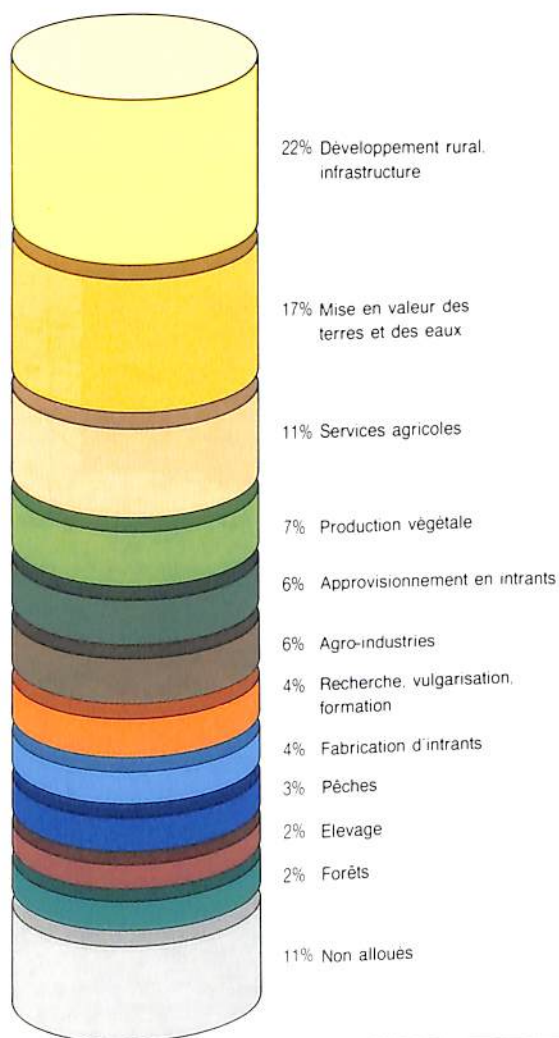


Investissements. L'agriculture doit recevoir une plus grande part des investissements pour stimuler la croissance économique des pays en développement. Malheureusement, la récession, le service de la dette et la stagnation de l'aide extérieure ont réduit les ressources et entraîné un ralentissement des dépenses d'équipement (tracteurs, par exemple). Une étude de la FAO sur un échantillon de 35 pays montre que, dans la plupart de ces pays, le rythme des investissements publics dans l'agriculture a ralenti depuis les années 70, exception faite de l'Afrique.

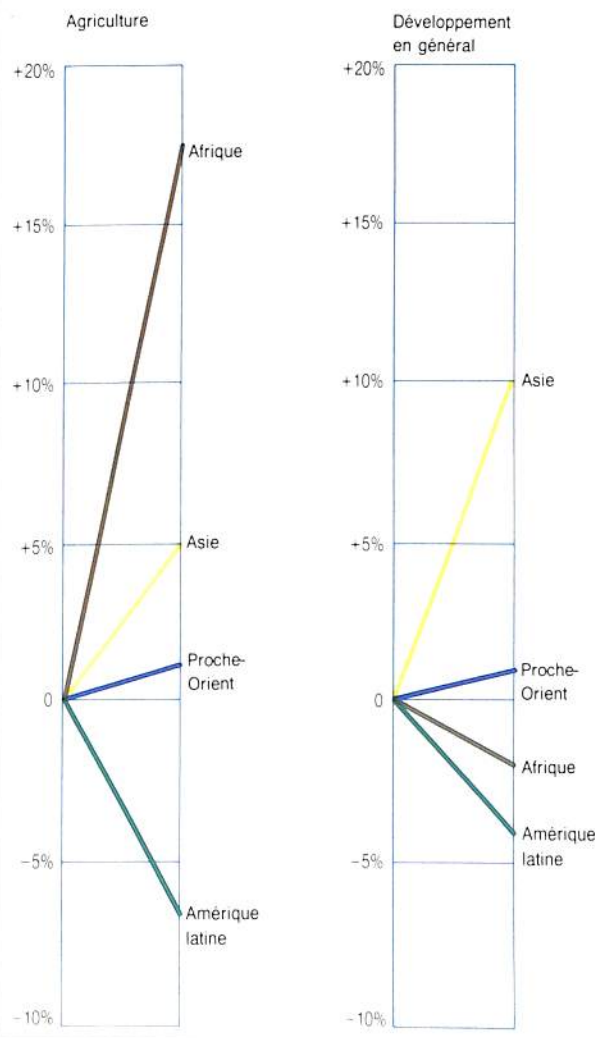
Augmentation du nombre de tracteurs par hectare de terre arable
(taux annuels)



Destination des engagements publics en faveur de l'agriculture au début des années 80

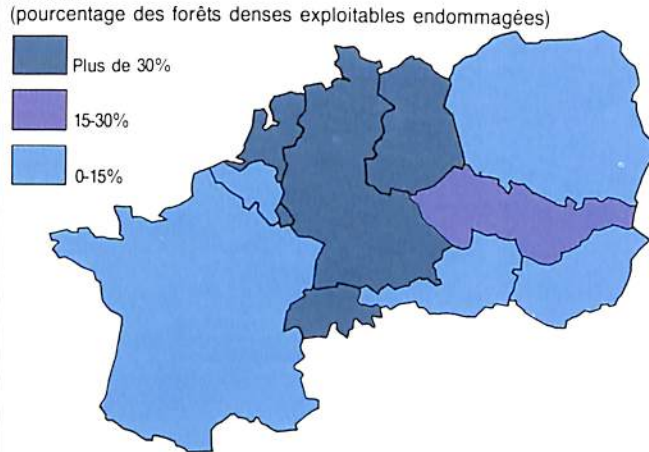


Evolution des investissements publics, 1978-1983
(taux annuels de variation)



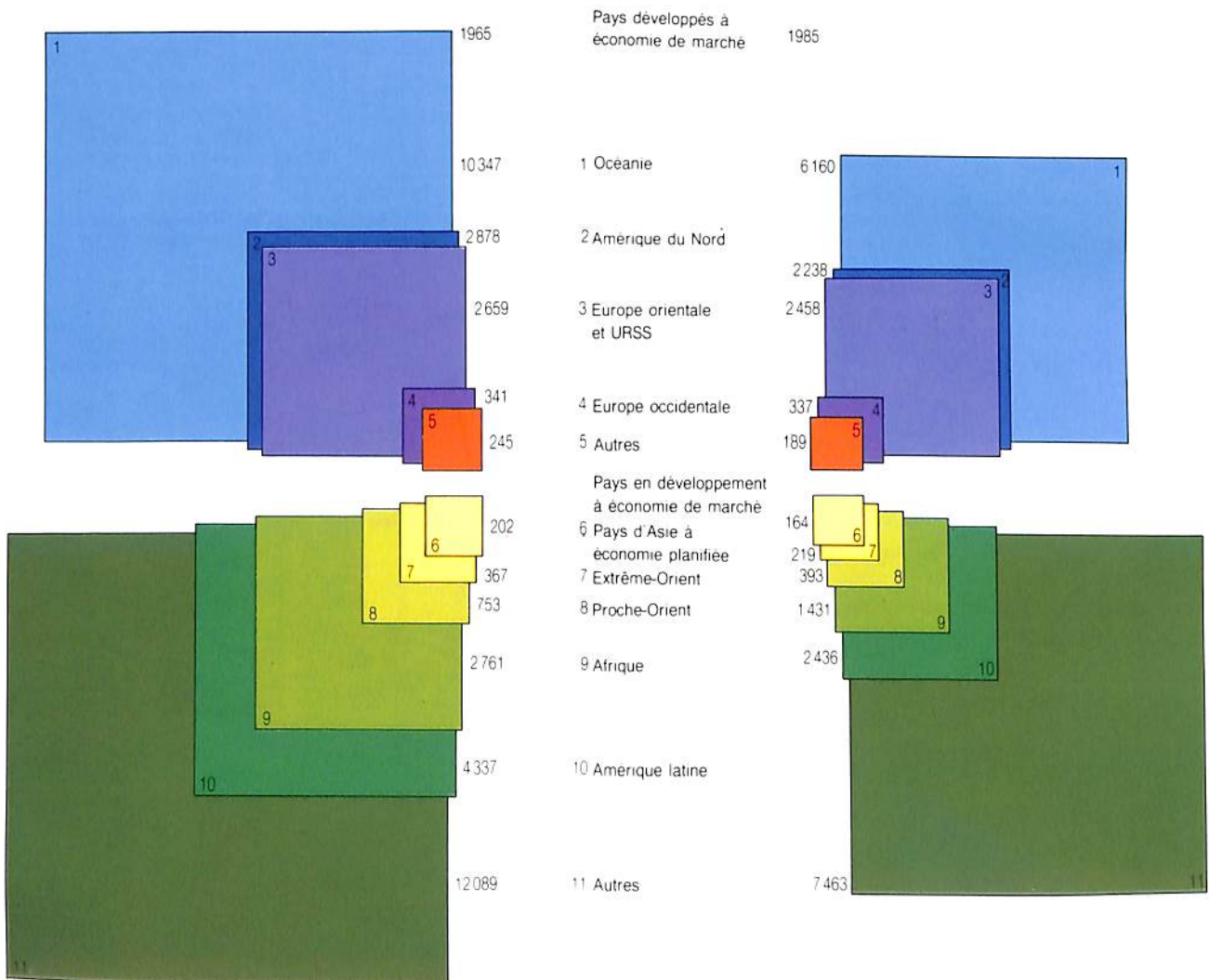
Forêts. Le recul des forêts depuis 20 ans est considérable. Leur superficie par habitant a diminué de moitié en Afrique et au Proche-Orient, et de près de 40 pour cent en Amérique latine et en Extrême-Orient. Les pays développés n'ont pas été épargnés. En Europe, les ressources se sont accrues au rythme de la croissance démographique, mais les forêts sont menacées par la pollution atmosphérique. Dans 10 pays, ce sont quelque 6,1 millions d'hectares — un quart des forêts exploitables — qui ont été endommagés.

Estimation des dommages causés aux forêts par la pollution atmosphérique dans certains pays européens en 1984
(pourcentage de forêts denses exploitables endommagées)



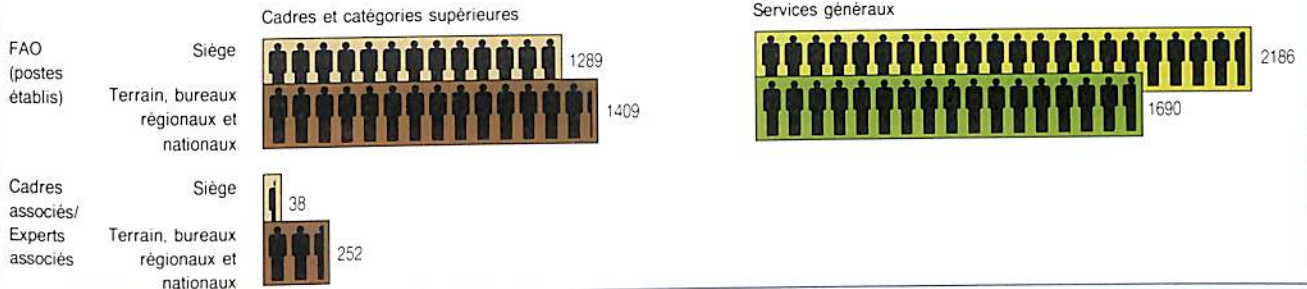
Source: Evolution et perspectives pour l'an 2000 et au-delà. ONU/FAO, 1986.

Superficie des forêts par millier d'habitants, 1965 et 1985
(en hectares)



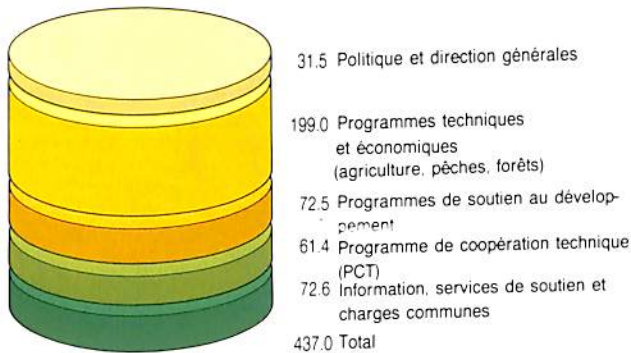
Effectifs de la FAO en décembre 1986

(1 silhouette représente 100 fonctionnaires)



Programme ordinaire de la FAO par secteurs, 1986-1987

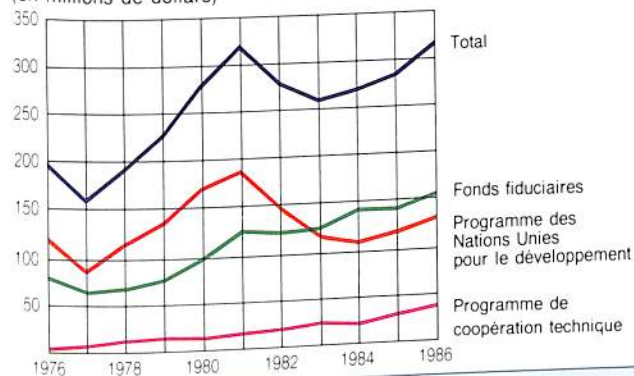
(en millions de dollars)



Note: Y compris des économies prévues d'au moins 25 millions de dollars.

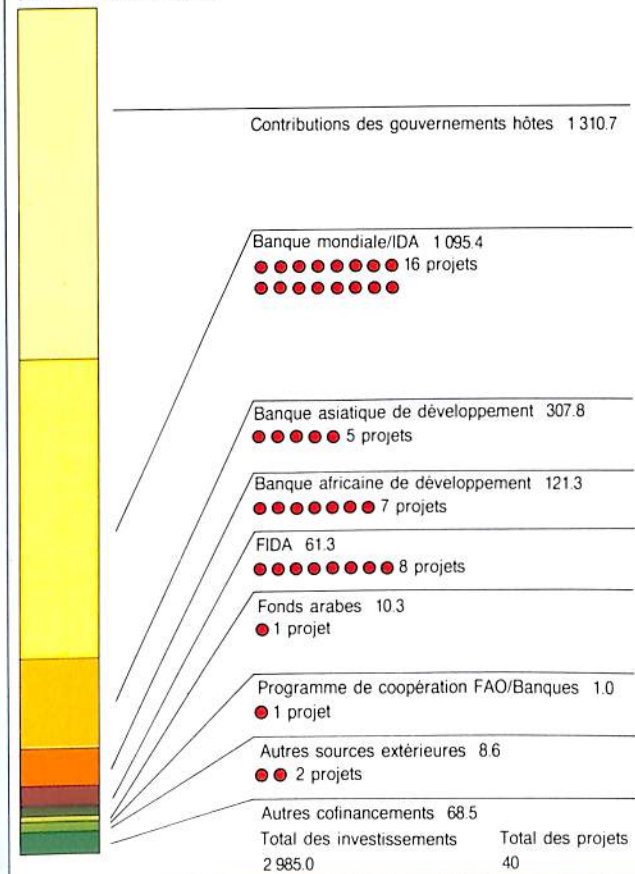
Dépenses du programme de terrain de la FAO par principales sources de financement, 1976-1986

(en millions de dollars)



Investissements pour le développement bénéficiant d'une assistance de la FAO par sources en 1986

(en millions de dollars)



Les ressources de la FAO sont principalement destinées à éliminer la faim et la pauvreté. Plus des trois quarts des ressources du programme de terrain de la FAO sont consacrés à l'agriculture et, notamment, à l'accroissement de la production vivrière. Près des deux tiers du personnel du cadre organique travaillent directement à l'accroissement de la productivité des terres agricoles, des parcours, des forêts, des lacs, des fleuves et des océans du monde.

Les fonds nécessaires pour financer ces travaux proviennent principalement de trois

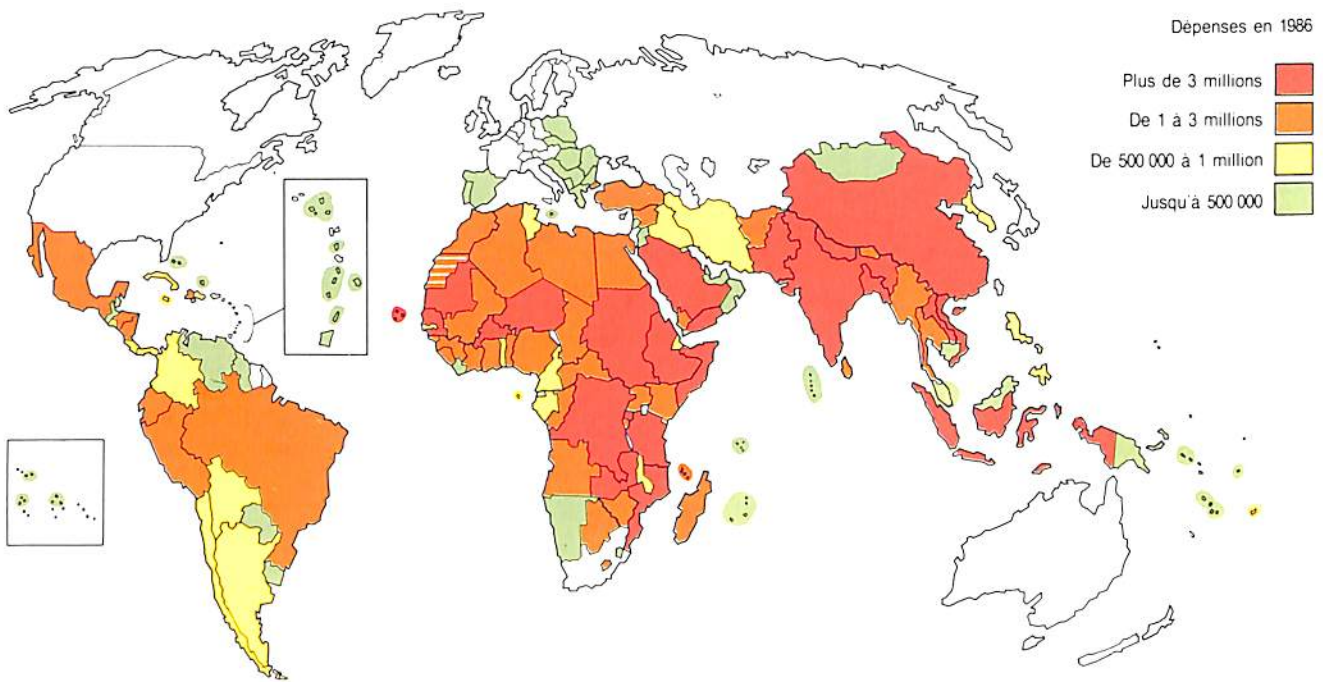
sources. Près de la moitié vient de fonds fiduciaires alimentés par des pays donateurs. Ces pays désignent et paient également de jeunes techniciens qui sont affectés, en tant que cadres associés, à des projets de la FAO. Le Programme des Nations Unies pour le développement fournit environ 40 pour cent des fonds. Enfin, la FAO administre un Programme de coopération technique financé sur son Programme ordinaire.

Le budget du Programme ordinaire, principalement destiné à financer les services et l'assistance technique fournis

aux pays en développement, est adopté par les pays membres au cours de la Conférence biennale de la FAO, et les contributions à ce budget dépendent d'un barème établi par l'Assemblée générale de l'ONU. Si l'on tient compte des ressources financières mobilisées grâce aux activités d'investissement de la FAO, chaque dollar versé au Programme ordinaire engendre une aide de 15 dollars au développement de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays du tiers monde.

Programmes de terrain de la FAO

Répartition mondiale des dépenses des programmes de terrain
(en dollars)

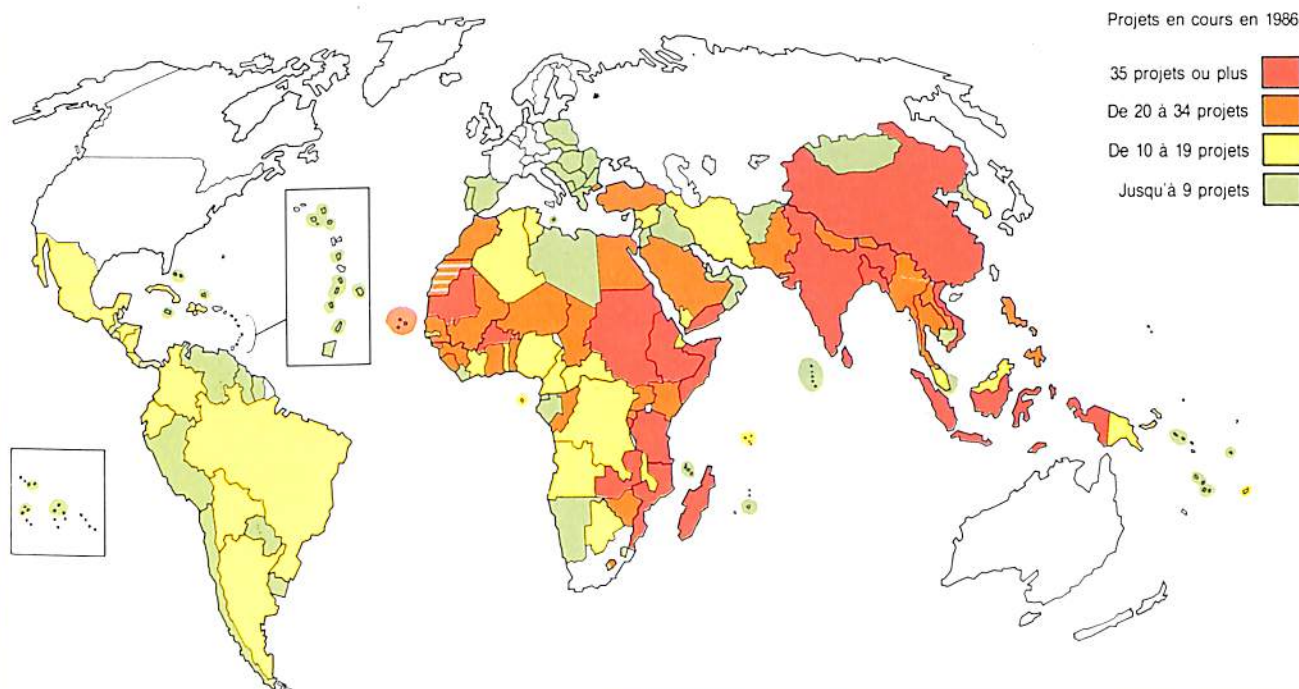


Programmes de terrain de la FAO en 1986
Projets en cours au 31 décembre 1986

(PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement; FF: fonds fiduciaires; PCT: Programme de coopération technique — Montants en dollars)

Pays	Nombre de		Dépenses 1986			
	projets	employés	PNUD	FF	PCT	Total
Afrique						
Angola	17	19	2 063 107	460 118	265 733	2 788 958
Bénin	22	21	904 111	17 542	237 118	1 158 771
Botswana	16	23	405 825	1 271 947	364 619	2 042 391
Burkina Faso	48	80	3 410 484	10 457 282	1 127 027	4 994 793
Burundi	14	27	737 115	190 889	442 819	1 370 823
Cap-Vert	22	38	272 584	2 772 383	424 957	3 469 924
République centrafricaine	15	12	884 110	342 597	225 475	1 452 182
Tchad	23	49	2 783 402	4 253 684	549 842	1 586 928
Comores	9	21	582 129	269 224	273 605	1 124 958
Congo	21	29	1 126 548	1 280 882	158 589	2 566 019
Côte d'Ivoire	15	17	902 575	39 614	208 392	1 150 581
Guinée équatoriale	7	5	50 770	96 571	97 577	244 918
Ethiopie	55	115	4 570 332	1 259 504	1 461 808	7 291 644
Gabon	4	20	517 440	373 794	32 295	923 529
Gambie	17	16	173 067	455 721	141 908	770 696
Ghana	22	27	796 358	414 355	404 702	1 615 415
Guinée	23	34	1 954 215	179 672	310 639	2 444 526
Guinée-Bissau	29	30	487 014	1 544 254	444 620	2 475 888
Kenya	26	42	1 734 000	70 344	152 153	1 956 497
Lesotho	21	24	416 189	615 263	226 112	1 257 564
Libéria	9	11	227 949	11 615	182 765	422 329
Madagascar	35	46	1 844 816	172 267	317 259	2 334 342
Malawi	11	10	163 958	15 003	454 611	633 572
Mali	30	36	724 235	764 228	739 520	2 227 983
Mauritanie	36	48	1 537 429	1 103 821	498 464	3 139 714
Maurice	7	7	215 264	16 687	134 625	366 576

Répartition mondiale des programmes de terrain selon le nombre de projets



Pays	Nombre de		Dépenses 1986			
	projets	employés	PNUD	FF	PCT	Total
Afrique						
Mozambique	38	84	3 931 826	908 615	627 358	5 467 799
Namibie	7	1	0	65 240	0	65 240
Niger	27	53	1 777 913	7 656 161	161 058	9 595 132
Nigéria	19	33	1 729 715	794 977	306 216	2 830 908
Cameroun	14	20	717 079	-42 794	275 485	949 770
Rwanda	22	31	1 224 183	927 354	967 138	3 118 675
Sao Tomé-et-Principe	13	14	183 133	40 399	324 468	548 000
Sénégal	25	41	999 802	1 702 908	690 696	3 393 406
Seychelles	3	4	10 331	0	112 383	122 714
Sierra Leone	31	27	1 399 656	366 311	204 413	1 970 380
Swaziland	6	6	92 702	105 466	131 826	329 994
Togo	11	10	567 445	20 525	172 809	760 779
Ouganda	20	10	204 760	309 505	509 821	1 024 086
République-Unie de Tanzanie	57	111	2 523 673	8 106 703	646 055	11 276 431
Zaire	12	32	2 672 837	576 798	36 826	3 286 461
Zambie	49	65	463 307	3 358 595	856 433	4 678 335
Zimbabwe	27	33	447 919	731 806	376 263	1 555 988
Région Afrique	102	149	4 175 912	13 569 519	1 168 905	18 914 336
Asie et Pacifique						
Afghanistan	9	22	2 117 035	239 790	35 911	2 392 736
Bangladesh	42	119	7 444 469	526 377	155 538	8 126 384
Bhoutan	32	35	1 249 325	470 001	345 238	2 064 564
Birmanie	24	18	1 822 067	1 041 010	20 112	2 883 189
Chine	45	49	2 870 577	738 062	552 058	4 160 697
Kampuchea démocratique	6	0	0	44 905	0	44 905

Pays	Nombre de		Dépenses 1986			
	projets	employés	PNUD	FF	PCT	Total
Asie et Pacifique						
Corée (Rép. pop. dém. de)	9	4	446 286	0	85 177	531 463
Iles Cook	1	2	0	0	33 685	33 685
Fidji	10	15	418 598	0	128 611	547 209
Inde	36	62	7 034 133	283 215	473 959	7 791 307
Indonésie	36	57	2 632 876	442 847	504 643	3 580 366
Iran (Rép. islamique d')	13	12	557 860	64 229	168 688	790 777
Malaisie	12	5	271 195	20 381	208 167	499 743
Maldives	7	4	146 257	0	160 662	306 919
Mongolie	3	1	0	0	122 745	122 745
Népal	27	57	1 373 040	1 706 504	112 832	3 192 376
Nioué	0	0	12 956	0	0	12 956
Pakistan	31	78	2 464 477	2 374 060	215 423	5 053 960
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11	5	225 341	0	64 632	289 973
Philippines	20	21	509 678	128 177	309 208	947 063
Laos	30	31	3 191 450	320 697	130 275	3 642 422
Corée (Rép. de)	10	8	485 237	0	203 683	688 920
Samoa	7	6	2 637	0	253 955	256 592
Singapour	2	1	31 399	53 409	0	84 808
Iles Salomon	6	1	13 012	0	25 299	38 311
Sri Lanka	34	41	1 757 591	349 007	467 746	2 574 344
Thaïlande	28	60	1 114 294	464 486	212 435	1 791 215
Tonga	6	7	87 694	0	103 575	191 269
Tuvalu	1	0	30 406	0	0	30 406
Vanuatu	7	5	0	0	151 209	151 209
Viet Nam	42	68	5 743 941	125 887	878 624	6 748 452
Région Asie et Pacifique	65	134	6 389 476	5 134 991	404 172	11 928 639
Amérique latine et Caraïbes						
Antigua-et-Barbuda	1	0	0	0	40 098	40 098
Argentine	10	15	415 288	0	113 458	528 746
Bahamas	3	4	-4 623	320 684	115 603	431 664
Barbade	3	9	0	0	145 584	145 584
Belize	1	1	0	0	104 781	104 781
Bolivie	17	19	391 965	98 273	375 527	865 765
Brésil	18	43	1 089 297	168 938	327 997	1 586 232
Chili	6	6	687 286	0	190 780	878 066
Colombie	10	35	416 543	0	289 610	706 153
Costa Rica	10	21	58 326	703 487	177 828	939 641
Cuba	13	7	222 521	7 301	474 772	704 594
Dominique	5	0	0	0	197 321	197 321
République dominicaine	11	5	236 706	338 890	135 881	711 477
Équateur	10	21	603 135	552 320	41 374	1 196 829
El Salvador	7	10	723 915	0	154 785	878 700
Grenade	6	0	139 352	55 200	209 964	404 516
Guatemala	4	18	366 356	0	57 792	424 148
Guyana	4	0	-3 459	0	29 502	26 043
Haiti	18	31	947 178	260 716	225 612	1 433 506
Honduras	13	35	774 910	223 598	187 440	1 185 948
Jamaïque	8	18	47 764	762 431	61 697	871 892
Mexique	14	2	408 495	477 578	205 028	1 091 101
Montserrat	1	0	2 139	0	0	2 139
Nicaragua	19	24	168 578	669 287	189 280	1 027 145
Panama	7	7	346 160	3 490	252 648	602 298
Paraguay	6	4	314 927	0	2 445	317 372
Pérou	8	33	212 018	1 027 606	73 998	1 313 622
Saint-Kitts-et-Nevis	4	0	59 987	0	19 341	79 328
Sainte-Lucie	4	0	0	0	56 864	56 864
Saint-Vincent-et-Grenadines	3	0	25	0	90 890	90 915

Références

Pays	Nombre de		Dépenses 1986			
	projets	employés	PNUD	FF	PCT	Total
Amérique latine et Caraïbes						
Suriname	3	2	16 963	0	122 613	139 576
Trinité-et-Tobago	8	8	360 765	71 975	53 476	486 216
Iles Turques et Caïques	1	0	10 229	0	0	10 229
Uruguay	7	3	10 978	20 168	40 402	71 548
Venezuela	3	8	263 528	0	49 547	313 075
Région Amérique latine et Caraïbes	40	26	411 658	3 039 962	305 625	3 757 245
Proche-Orient						
Algérie	14	9	1 138 959	0	106 727	1 245 686
Bahreïn	1	3	24 367	70 109	0	94 476
Yémen démocratique	39	39	873 685	1 952 267	279 541	3 105 493
Djibouti	13	16	40 706	223 749	652 451	916 906
Egypte	27	30	965 692	744 816	597 475	2 307 983
Iraq	7	10	325 842	132 308	79 484	537 634
Jordanie	6	7	8 598	800	241 990	251 388
Koweït	3	2	211 638	0	0	211 638
Liban	9	4	150 307	11 077	13 369	174 753
Jamahiriya arabe libyenne	6	17	13 233	1 425 484	0	1 438 717
Maroc	25	30	693 775	868 622	900 918	2 463 315
Oman	2	1	94 857	0	0	94 857
Arabie saoudite	29	116	799 628	16 703 951	0	17 503 579
Somalie	40	66	1 720 604	1 618 372	680 639	4 019 615
Soudan	64	53	668 519	4 931 717	1 033 643	6 633 879
République arabe syrienne	13	25	972 034	65 859	242 529	1 280 422
Tunisie	14	23	394 624	210 958	260 347	865 929
Emirats arabes unis	1	2	228	150 437	0	150 665
Yémen (Rép. arabe du)	17	35	865 311	1 946 735	168 619	2 980 665
Région Proche-Orient	22	80	2 504 473	2 618 945	50 350	5 167 768
Europe						
Albanie	7	2	203 681	0	44 676	248 357
Bulgarie	3	2	57 978	0	75 228	133 206
Chypre	5	2	82 574	0	223 754	306 328
Tchécoslovaquie	1	0	35 868	0	0	35 868
Grèce	3	5	182 112	0	0	182 112
Hongrie	2	1	40 136	0	0	40 136
Malte	2	0	0	286 560	0	286 560
Pologne	3	2	51 336	0	0	51 336
Portugal	1	1	0	7 445	829	8 274
Roumanie	2	1	41 194	0	11 414	52 608
Espagne	1	0	0	11 718	0	11 718
Turquie	31	27	652 193	1 040 575	297 291	1 990 059
Yougoslavie	9	8	224 606	0	50 151	274 757
Région Europe	5	17	750 706	0	0	750 706
Total Afrique	1 041	1 382	52 687 026	67 664 548	17 451 028	137 802 602
Total Asie et Pacifique	614	726	50 440 419	14 528 035	6 528 262	71 496 716
Total Amérique latine et Caraïbes	307	440	9 698 693	8 801 904	5 119 563	23 620 160
Total Proche-Orient	354	578	12 467 080	33 670 206	5 308 082	51 445 368
Total Europe	75	51	2 322 384	1 346 298	703 343	4 372 025
Projets interrégionaux	113	82	778 235	25 144 652	0	25 922 887
Projets mondiaux	2	7	365 071	5 426	87 397	457 894
TOTAL	2 248	3 177	128 758 908	151 161 069	35 197 675	315 117 652

Chiffres provisoires au 31 mars 1987.

Les chiffres de dépenses négatifs s'expliquent par divers facteurs et notamment par la nécessité de faire concorder les comptes des projets portant sur plus d'un an, par les dépenses inférieures aux prévisions et par la liquidation des avoirs. (Les pays sont classés dans l'ordre alphabétique anglais.)

Organisation et Etats Membres de la FAO

Bureaux régionaux et de liaison de la FAO

Afrique

Bureau régional pour l'Afrique (RAFR)
PO Box 1628, Accra, Ghana
Tél. 66851/2/3/4; Câbles FOODAGRI ACCRA; Télex 2139

Commission économique pour l'Afrique
Division mixte de l'agriculture CEA/FAO (JAFFR)
Africa Hall, PO Box 3001, Addis-Abeba, Ethiopie
Tél. 156834; Câbles ECA ADDISABABA

Asie et Pacifique

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (RAPA)
Maliwan Mansion, Phra Atit Road, Bangkok 10200, Thaïlande
Tél. 281-7844; Câbles FOODAGRI BANGKOK; Télex 82815 TH

Europe

Bureau régional pour l'Europe (REUR)
Siège de la FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie
Tél. 57971; Câbles FOODAGRI ROME; Télex 610181 FAO I

Division mixte de l'agriculture et du bois
Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse
Tél. 346011/310211; Câbles FOODAGRI GENEVA; Télex 289375

Bureau de liaison avec les Nations Unies (LGEN)
Bureau du Représentant de la FAO auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève
Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse
Tél. 346011/310211; Câbles FOODAGRI GENEVA; Télex 289375

Amérique latine et Caraïbes

Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RLAC)
Oficina Regional para América Latina y el Caribe
Avda. Santa María 6700, Santiago, Chili ou Casilla 10095, Santiago, Chili
Tél. 2288056; Câbles FOODAGRI SANTIAGO; Télex 340279 FAOCHICK

Division mixte CEPALC/FAO (JLAC)

Equipe régionale pour la formation et le développement laitiers (GCP- RLA/012 DEN)
Regional Project for Training in Planning, Programming, Agricultural Projects and Rural Development (RLA/77/006)

Proche-Orient

Bureau régional pour le Proche-Orient (RNEA)
Siège de la FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie
Tél. 57971; Câbles FOODAGRI ROME; Télex 610181 FAO I

Commission économique pour l'Asie occidentale
Division mixte de l'agriculture CEA/FAO (JNEA)
PO Box 27, Bagdad, Iraq
Tél. 5569400; Câbles UNECWA IK 213303

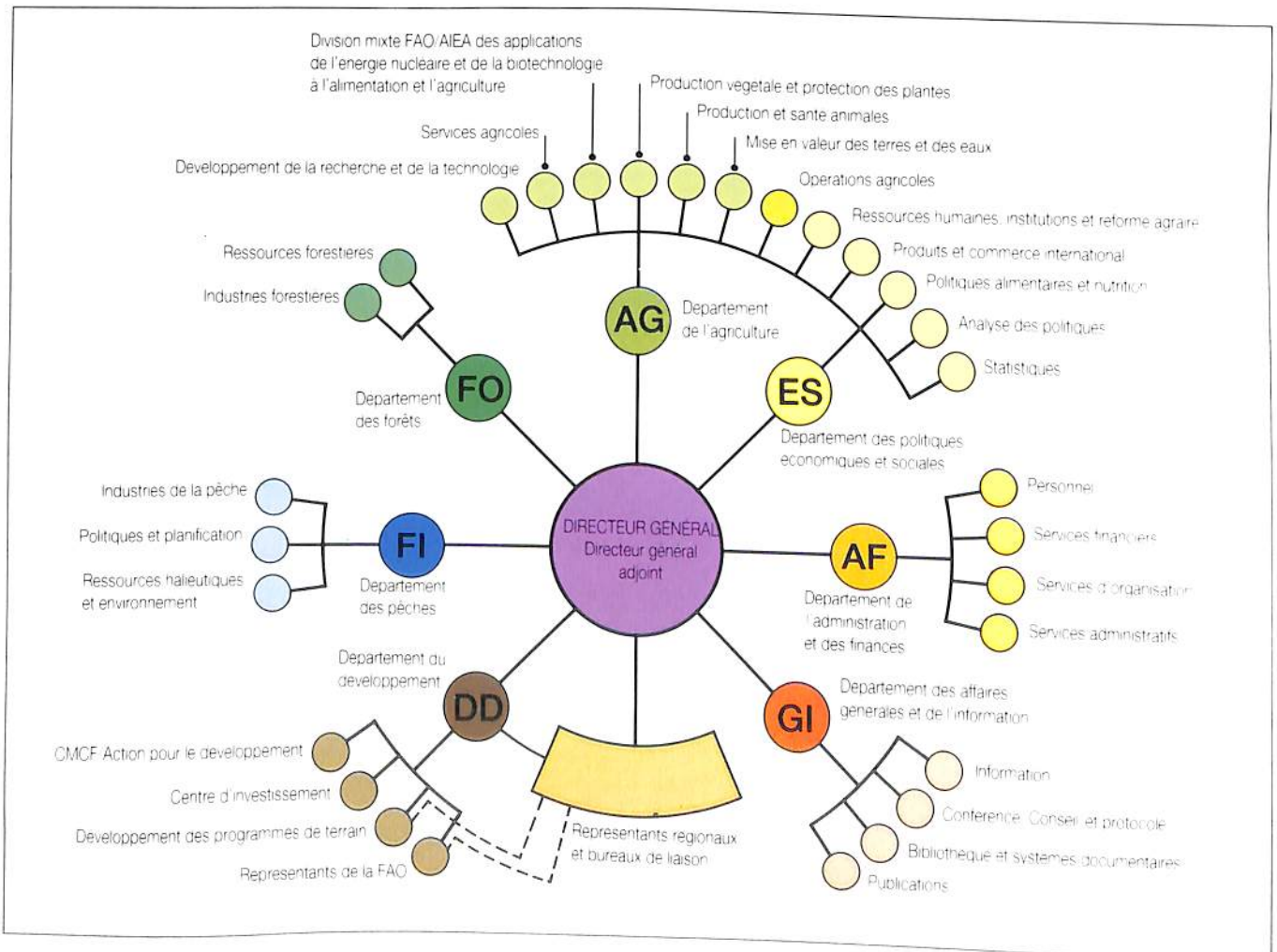
Amérique du Nord

Bureau de liaison pour l'Amérique du Nord (LNOR)
Suite 300, 1001 22nd Street NW, Washington, DC 20437, Etats-Unis
Câbles FOODAGRI WASHINGTON; Télex 64255

Bureau de liaison de la FAO avec les Nations Unies (LUNO)

United Nations Headquarters
1 United Nations Plaza, Suite DC1-1125, New York, NY 10017, Etats-Unis
Tél. (Centrex) (212) 754-6036, 754-6007, 754-6039, 754-6319, 754-6041/2/3
Câbles FOODAGRI NEW YORK; Télex 236350; Facsimile No. (212) 888-6188

PNUD/Equipe spéciale inter-organisations
Room DC 2076, United Nations Headquarters
1 United Nations Plaza, New York, NY 10017, Etats-Unis



Etats Membres de la FAO

Afghanistan	Gabon	Ouganda
Albanie	Gambie	Pakistan
Algérie	Ghana	Panama
Allemagne, Rép. féd. d'	Grèce	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Angola	Grenade	Paraguay
Antigua-et-Barbuda	Guatemala	Pays-Bas
Arabie saoudite, Royaume d'	Guinée	Pérou
Argentine	Guinée-Bissau	Philippines
Australie	Guinée équatoriale	Pologne
Autriche	Guyana	Portugal
Bahamas	Haïti	Qatar
Bahreïn	Honduras	République arabe syrienne
Bangladesh	Hongrie	République centrafricaine
Barbade	Inde	République dominicaine
Belgique	Indonésie	République-Unie de Tanzanie
Belize	Iran, Rép. islamique d'	Roumanie
Bénin	Iraq	Royaume-Uni
Bhoutan	Irlande	Rwanda
Birmanie	Islande	Sainte-Lucie
Bolivie	Israël	Saint-Kitts-et-Nevis
Botswana	Italie	Saint-Vincent-et-Grenadines
Brésil	Jamahiriya arabe libyenne	Salomon, Iles
Bulgarie	Jamaïque	Samoa
Burkina Faso	Japon	Sao Tomé-et-Principe
Burundi	Jordanie	Sénégal
Cameroun	Kampuchea démocratique	Seychelles
Canada	Kenya	Sierra Leone
Cap-Vert	Koweït	Somalie
Chili	Laos	Soudan
Chine	Lesotho	Sri Lanka
Chypre	Liban	Suède
Colombie	Libéria	Suisse
Comores	Luxembourg	Suriname
Congo	Madagascar	Swaziland
Cook, Iles	Malaisie	Tchad
Corée, Rép. de	Malawi	Tchécoslovaquie
Corée, Rép. pop. dém. de	Maldives	Thaïlande
Costa Rica	Mali	Togo
Côte d'Ivoire	Malte	Tonga
Cuba	Maroc	Trinité-et-Tobago
Danemark	Maurice	Tunisie
Djibouti	Mauritanie	Turquie
Dominique	Mexique	Uruguay
Egypte	Mongolie	Vanuatu
El Salvador	Mozambique	Venezuela
Emirats arabes unis	Namibie	Viet Nam
Equateur	Népal	Yémen
Espagne	Nicaragua	Yémen démocratique
Etats-Unis d'Amérique	Niger	Yougoslavie
Ethiopie	Nigéria	Zaire
Fidji	Norvège	Zambie
Finlande	Nouvelle-Zélande	Zimbabwe
France	Oman	

Le diagramme indique les départements de la FAO et leurs principales divisions. Les divisions sont à leur tour composées de sous-divisions et de services.

Non seulement la FAO a un nombre croissant de représentants dans les différents pays, mais elle a également de grands bureaux régionaux de liaison.

Ces derniers rendent directement compte au Directeur général des questions de principe, mais le point de contact pour les programmes de terrain et la coordination générale est le Département du développement.

La FAO, qui est la plus grande institution spécialisée du système des Nations Unies, est la principale organisation internatio-

nale s'occupant du développement de l'agriculture, des pêches et des forêts. Ses activités peuvent être regroupées en quatre grandes catégories: rassemblement, analyse et diffusion de l'information; conseils aux gouvernements sur les politiques et la planification; promotion des consultations et de la coopération entre pays

membres; fourniture de conseils et d'une assistance technique.

La FAO compte 158 Etats Membres qui approuvent son programme et financent le budget du Programme ordinaire. Ce budget sert notamment à financer un programme de développement qui, avec les investissements extérieurs, s'élève à près de 3 milliards de dollars par an.

